

MINISTERE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2017

**ANNEXE 10 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES
DEPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE
(DPPD - PAP) 2017 - 2019**

**ANNEXE 10 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES
DEPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE
(DPPD-PAP) 2017 – 2019**

LES CINQ MINISTERES PILOTES

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ORDRE DE PRESENTATION

pages

| | |
|--|-----|
| SECTION 21 : MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES..... | 4 |
| SECTION 22 : MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE..... | 44 |
| SECTION 24 : MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE..... | 64 |
| SECTION 33 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE..... | 96 |
| SECTION 34 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE..... | 150 |

PLAN GENERAL DE PRESENTATION

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

I.2- Politique sectorielle

I.3- Mission-vision du Ministère

I.4- Identification des programmes

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

II.1.2- Tableau de performance

II.1.3- Tableau financier global

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

**SECTION 21 : MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES
ECONOMIQUES**

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Diagnostic du secteur

Le secteur des infrastructures économiques occupe une place importante dans le développement de la Côte d'Ivoire. Le diagnostic établi dans ce secteur met en relief les points suivants :

Au niveau des Infrastructures routières

La Côte d'Ivoire a fait des progrès importants grâce à des réformes du secteur routier. Elle a mis en place à la fois un Fonds d'Entretien Routier (FER) et une Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE). Elle dispose d'un **réseau routier** interurbain de 82 090 km dont 75 402 km de routes non revêtues et 6 698 km de routes revêtues comprenant 258 km d'autoroutes, soit une densité routière d'environ 26 km de route pour 100 km de territoire. A ce réseau de routes interurbaines, s'ajoute la voirie urbaine estimée à plus de 4 000 Km de voies bitumées sur l'ensemble du territoire national.

Les grands investissements réalisés dans ce secteur depuis 2012 ont permis le renforcement des tronçons de routes et la construction d'autoroutes d'une part et d'autre part la réhabilitation de routes et des pistes de dessertes.

De plus, ce secteur dispose de 20 bacs de traversée et 4 600 ouvrages d'art.

En dépit de tous ces efforts, le pourcentage de routes revêtues (8% du réseau routier total) est en deçà du niveau des pays tels que le Ghana, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Maroc, la Malaisie et le Singapour avec respectivement 13%, 15%, 21%, 70%, 80% et 100%. De plus, 75% du réseau de routes revêtues ont un âge variant entre 15 et 35 ans dont 44% de plus de 20 ans alors que celles-ci sont conçues pour résister à l'usure et à la fatigue sur une durée de 15 ans. En outre, 4 500 km de routes revêtues sont en mauvais état, dont 1500 km en très mauvais état. Ces problèmes ralentissent le trafic sur une grande partie du réseau et mettent aussi en danger la vie des populations.

Au niveau des infrastructures de l'hydraulique humaine

La Côte d'Ivoire dispose de ressources abondantes en eau. Le volume d'eau mobilisable est d'environ 77 milliards de m³/an dont près de 39 milliards de m³ d'eau de surface et environ 38 milliards de m³ d'eau souterraine. Le bassin sédimentaire, dont les réserves sont estimées à 13 milliards de m³ constitue un atout majeur pour le secteur, avec notamment la nappe d'Abidjan qui fournit 70% de la production totale du pays. Pour résorber le déficit de production et d'alimentation en eau potable du District d'Abidjan, le Gouvernement a fait recours à d'autres ressources

en eau souterraine à partir de la nappe de Bonoua. De nouveaux champs captants ont été également créés notamment à Anyama, St Viateur de la Riviera, Songon et le doublement de la capacité de la station de Niangon par l'apport de 40 000 m³/j. La quasi-totalité des 31 chefs-lieux de Régions sont alimentés en eau potable à partir de 36 barrages et/ou seuils de retenue d'eau construits sur les cours d'eau.

Concernant la gestion de l'eau en milieu rural, la Cellule Nationale de coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes à motricité humaine (CNC-CGPE), mise en place par Arrêté N°0012/MIE-CAB du 24 octobre 2011 mène des actions visant à l'appropriation des ouvrages réalisés par les populations bénéficiaires. Toutefois, l'inégale répartition des ressources en eau sur l'ensemble du territoire national pose la problématique de la capacité de leur mobilisation pour l'hydraulique humaine. De plus, la qualité des eaux brutes des barrages et/ou seuils de retenue d'eau, dont les derniers datent des années 1980, se dégrade d'année en année.

Concernant la nappe d'Abidjan, elle est menacée par la surexploitation, l'occupation illicite des périmètres de protection des champs captants et l'imperméabilisation des sols. Au niveau de l'Hydraulique Urbaine (HU), la difficulté majeure porte sur l'insuffisance des infrastructures. Ce qui se traduit par un déficit de production d'environ 250 000 m³/jour, dont 100 000 m³/jour pour la seule ville d'Abidjan qui représente 70% de la consommation nationale. Par ailleurs, 163 unités de traitement sur 437 soit 37% ont atteint leur niveau de saturation, entraînant une certaine surexploitation des 274 autres unités qui pourraient connaître aussi la même situation.

De nombreuses localités éligibles à l'hydraulique villageoise ne sont pas encore desservies, dont environ 100 qui ont plus de 10 000 habitants chacune. Et pour un grand nombre de localités desservies, plusieurs quartiers lotis sont dépourvus de réseaux de distribution. Enfin, l'urbanisation anarchique des villes a engendré le développement de plusieurs quartiers précaires dans les zones non constructibles ou non viabilisées et dans les périphéries des villes. En milieu rural, il convient de relever la réalisation, la réhabilitation et la maintenance d'un ensemble de plus de 12 000 pompes à motricité humaine. En ce qui concerne l'HVA, 40 systèmes défectueux ont été réhabilités tandis que 50 nouveaux ont été réalisés.

Les taux de couverture sont en progression, mais certains segments de la population sont encore insuffisamment approvisionnés en eau potable. En effet, l'accès des populations à de l'eau de robinet dans leurs concessions est plus fréquent en milieu urbain (63%) qu'en milieu rural (7%) où l'utilisation de pompes publiques (41%) est plus répandue qu'en milieu urbain (12%). Les populations urbaines (17%) sont par contre aussi nombreuses que les populations rurales (18%) à utiliser des puits protégés (EDS-MICS 2011-2012).

Plusieurs facteurs limitent l'accès des ménages à l'eau potable à savoir :

- (i) le coût des raccordements ;
- (ii) le nombre limité des branchements sociaux ;
- (iii) la faiblesse des revenus des couches défavorisées ;
- (iv) le manque de volonté de certaines communautés à s'approvisionner à la source d'eau potable.

A cela s'ajoutent les pesanteurs socioculturelles, les querelles intercommunautaires et surtout la défaillance de l'entretien des ouvrages due, notamment à la faible implication des populations dans l'entretien et la gestion des points d'eau.

De plus, les textes d'application des lois portant Code de l'Eau et transfert de compétences aux Collectivités Territoriales ne sont pas encore pris. De même, certains documents importants n'ont pas encore été signés par les autorités compétentes. Il s'agit, notamment :

- (i) des textes réglementaires portant organisation et répartition des rôles des acteurs étatiques ;
- (ii) du décret d'application du tarif de l'eau potable;
- (iii) du document de Politique Nationale de l'Eau Potable (PNEP) ;
- (iv) des actes et recommandations issus des Etats Généraux de l'Eau Potable (EGEP) tenus en 2009 à Yamoussoukro.

Toutefois, des acquis ont été enregistrés dans le secteur notamment le décret n° 2012-239 du 7 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique de périmètres rapprochés et sécurisation de périmètres immédiats de champs captant du District Autonome d'Abidjan.

Identification des problèmes

Le diagnostic ci-dessus traduit l'inadéquation entre les objectifs du développement économique et le niveau de développement des infrastructures routières et hydrauliques. Cette inadéquation est essentiellement due aux problèmes suivants:

✚ Au niveau des infrastructures routières

- L'état de vieillissement des routes revêtues ;
- La surcharge à l'essieu : plus de 80% des camions sont en surcharge par rapport au règlement 14 mis en œuvre depuis 2005 dans les pays de l'UEMOA en plus du Ghana et de la Guinée et 10% sont en extrême surcharge (au-delà des poids normaux + 20% de tolérance) ;
- le déficit d'entretien et d'extension du réseau routier lié à l'insuffisance de financement du secteur routier.

✚ Au niveau des infrastructures d'hydraulique humaine

- la vétusté des installations de production ;
- l'insuffisance de sécurisation et de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine ;
- la faiblesse de la maintenance et de la gestion des ouvrages en milieu rural.

Les réponses apportées

Ces principales contraintes répertoriées montrent l'ampleur des défis à relever pour développer le secteur. Ainsi, le Ministère a entrepris des actions d'envergure en vue d'accroître et d'assurer des infrastructures de qualité. Ces mesures se sont traduites par :

Au niveau des infrastructures routières

Le premier Plan National de Développement (PND 2012-2015) mis en place par le Gouvernement a permis la réalisation de grands projets structurants dans le secteur des Infrastructures Routières notamment :

- **les ouvrages d'art** avec la construction du pont Henri Konan BEDIE, de l'échangeur du VGE, de l'échangeur de la riviera 2, du pont de Bouaflé, du pont Phillipe Grégoire YACE de Jacquerville, du pont de Salonkourani à Odienné, du pont métallique de Gbéléban, des ponts de Béoumi sur le Kan et le Bandaman, du pont de Bassawa ;
- **les routes revêtues** avec le prolongement de l'autoroute Singrobo – Yamoussoukro (86 km), le bitumage de la route Boundiali-Bolona (92,5 km), le bitumage de la route Abobo-Anyama (4,6 km), la construction de l'autoroute Abidjan-Bassam (28 km), le bitumage ou le renforcement d'environ 110 km de voiries urbaines, la réparation d'environ 3000 km de routes revêtues ;
- **les routes en terre** avec le reprofilage lourd et le traitement de points critiques d'environ 20 000 km,
- **La construction de 06 bacs automoteurs, les travaux de réparation superficielle sur 800 km de routes revêtues.**

Toutes ces réalisations ont permis d'augmenter le réseau national d'environ 211 km de linéaire de routes revêtus y compris la section autoroutière longue de 86 km.

Tableau 9 : Infrastructures routières à juin 2015

| Nature de la route | Nature de revêtement | Linéaire en KM | Ratio (%) |
|---------------------|------------------------------|----------------|-----------|
| Autoroute | Bitumées | 258 | 0,19 |
| Routes | | 6 440 | 4,76 |
| Voiries urbaines | | 4 050 | 2,99 |
| Routes | En terre praticables | 40 402 | 29,84 |
| | En terre dégradées | 15 000 | 11,08 |
| | En terre fortement dégradées | 20 000 | 14,77 |
| Routes non classées | | 49 250 | 36,37 |

Source : PND 2016-2020

En ce qui concerne le développement de nouvelles routes, des projets portant sur d'importants axes interurbains ont vu leurs études réalisées et leur financement obtenu. C'est le cas de l'axe Mankono-Séguéla (55km), Toulepleu-Zouan-hounien (55km).

Au niveau des infrastructures de l'hydraulique humaine

En vue d'apporter des solutions à ces problèmes, le gouvernement s'est attelé à :

- la sécurisation des ressources en eau mobilisable,
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines
- le développement d'infrastructures d'hydrauliques humaines.

Ces efforts se traduisent par :

- la réalisation de la première phase d'adduction d'eau potable à partir de la nappe de Bonoua pour un prélèvement de 80 000 m³/jour ;
- l'identification de nouvelles sources en eau notamment l'eau du fleuve Bandama, la lagune Aghien ou encore le fleuve Comoé ;
- la création en 2013 de la cellule nationale de gestion des points d'eau en milieu rural ;
- l'équipement en 2014 de 833 localités sur 1 415 en Hydraulique Urbaine soit 60% de taux de couverture ;
- l'équipement de 268 localités sur 2 093 en Hydraulique Villageoise Améliorée soit un taux de couverture de 13% ;
- La réalisation de 17 485 points d'eau modernes sur 23 000 forages dans le cadre du Programme National d'Hydraulique Villageoise (PNHV) soit une couverture de 76% des besoins actuels ;
- l'appui, en 2014, au Laboratoire de contrôle et de la qualité de l'eau (LACQUE) de l'ONEP ;
- la construction des 1430 nouveaux points d'eau et la réalisation de 95 nouveaux HVA ;
- la réhabilitation de 8 000 pompes villageoises défectueuses et de 40 HVA défectueux ;
- l'entretien et la maintenance de 17 000 pompes à motricité humaine ;
- la prise de cinq (5) décrets à savoir :
 - ✓ le décret n° 2013-440 du 13 juin 2013 déterminant le régime juridique des périmètres de protection des ressources en eau des aménagements et ouvrages hydrauliques,
 - ✓ le décret n°2013-441 du 13 juin 2013 relatif à la protection des ressources en eau,
 - ✓ le décret n° 2013-507 du 25 juin 2013 portant détermination de la périodicité de l'inventaire des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques,
 - ✓ le décret n° 2013 – 44 du 30 janvier 2013 portant institution de la Semaine Nationale de l'Eau en Côte d'Ivoire,
 - ✓ le décret n° 2015 – 346 du 13 mai 2015 portant détermination de la liste des infractions au Code de l'eau,
 - ✓ La signature en 2014 d'une convention-cadre de délégation de maîtrise d'ouvrage ou mission de maîtrise d'œuvre dans le secteur de l'eau potable entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Office National de l'Eau Potable (ONEP),

Tableau 14 : Indicateurs d'accès des populations à l'eau potable

| Indicateurs | Urbaines | Périurbaines | Rurales |
|--|--------------|--------------|-------------|
| Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable | 70% | 15% | 73% |
| Coût moyen de raccordement des ménages à l'eau potable | 170 000 FCFA | 170 000 FCFA | 80 000 FCFA |

Source : Ministère des Infrastructures Economiques/ valeur à fin mai 2015

Les investissements de l'Etat en matière d'eau potable ont connu une nette progression : ils sont passés de 0,3% sur la décennie 2000-2011 à 7% sur la période 2012-2014.

Toutefois, des efforts restent à fournir en vue de rattraper le retard accusé par la Côte d'Ivoire en matière de gestion des infrastructures hydrauliques du fait de la croissance démographique galopante d'une part et de la faiblesse des investissements dans le secteur d'autre part.

Défis et priorités

La pérennisation des acquis et le renforcement des infrastructures routières et hydrauliques restent les défis majeurs du ministère. Pour y parvenir, le MIE a retenu les priorités suivantes :

- Accroître l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- Accroître et maintenir les infrastructures routières et hydrauliques ;
- Améliorer la gouvernance des sous-secteurs ;
- Diversifier les sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

Au niveau des infrastructures routières

De ce qui précède, les défis majeurs en matière d'infrastructures routières sont :

- L'entretien, la réhabilitation et le développement des routes ;
- Le financement du sous- secteur routier.

Aussi, en vue de pérenniser les acquis et promouvoir les infrastructures routières le Gouvernement s'est engagé à réaliser un certain nombre de travaux au cours de la période 2016 - 2020 (Source PND 2016 -2020 Tome 2 p 52).

Au niveau des infrastructures d'hydraulique humaine

Les principaux défis portent sur :

- la poursuite du Gouvernement à la mise en place du programme de réhabilitation et de développement des infrastructures d'hydraulique ;
- La réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- Le financement du sous- secteur hydraulique ;
- Le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;
- L'extension du service public de distribution d'eau potable à toutes les localités de plus de 4 000 habitants et à tous les chefs-lieux de sous-préfecture ;
- L'équipement en systèmes d'hydraulique villageoise améliorée (HVA) de toutes les localités de 2 000 à 4 000 habitants ;
- La création de points d'eau villageois pour les localités de 100 à 2 000 habitants ;
- La sécurisation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- La mobilisation des ressources en eau potable.

Ainsi en vue de pérenniser les acquis et promouvoir les infrastructures d'hydrauliques, le Gouvernement s'engage à porter la proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable de 85% en 2017 à 90% en 2019.

I-2- Politique sectorielle

➤ Contexte

Dans son objectif d'atteindre l'émergence à l'horizon 2020, la Côte d'Ivoire devra :

- (i) améliorer l'accès des populations à des infrastructures routières durables et de qualité ;
- (ii) développer des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité.

➤ Présentation de la politique du ministère

La politique du ministère vise à assurer un meilleur niveau de services des infrastructures routières et d'accroître l'accès à l'eau potable.

➤ **Principales orientations stratégiques retenues**

- Au niveau des infrastructures routières

Les grandes orientations du MIE sont :

- (i) d'Entretien régulièrement les infrastructures routières ;
- (ii) de Réhabiliter les infrastructures routières ;
- (iii) de Construire des infrastructures routières de qualité ;
- (iv) de Renforcer les capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières.

- Au niveau des infrastructures d'hydrauliques

Les grandes orientations du ministère sont :

- (i) de Sécuriser les ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- (ii) de Réhabiliter les infrastructures d'hydraulique humaine ;
- (iii) de Construire des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- (iv) de Promouvoir des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- (v) de Renforcer la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- (vi) de Renforcer les capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable.

➤ **Objectifs**

L'objectif global du ministère est l'amélioration des infrastructures économiques.

Cet objectif se définit dans l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur des infrastructures ;
- assurer un meilleur niveau des infrastructures routières ;
- accroître l'accès à l'eau potable.

➤ **Résultats attendus à moyen terme**

Les résultats sectoriels attendus avec un impact sur la population sont les suivants :

Au niveau du secteur routier :

- Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI) : bitumage ou renforcement d'environ 17 km de voiries urbaines sur le PRICI 1. Aussi, 36 km de voiries seront réalisés sur la 2^{ème} phase dont le renforcement du carrefour Samake-mairie d'Abobo, l'aménagement de la rue princesse à Yopougon (y compris le drainage de Wassakara), le renforcement des boulevards Botro-Roussel et République, l'aménagement de la voie du lycée municipal de Port – Bouet, le bitumage du tronçon église de la destinée carrefour Sainte Famille, le bitumage du giratoire Saint-Viateur commissariat de la Palmeraie, le renforcement du giratoire Rosiers Palmeraie, la réhabilitation de la rue ministre Saint-Viateur, les travaux de voiries à Abengourou (Chainons manquants sur 5 km), les travaux de voiries à San - Pedro (6 km), le traitement de chainons manquants à San- Pedro (9 km), les voies et réseaux divers (Adzopé, Bondoukou, Bouna, Daloa, Divo et Séguéla), l'aménagement de la baie de Cocody ;
 - volet routier du deuxième Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) : réhabilitation de la route du nord (section Bouaké-Ferké), réhabilitation du pont FHB, la construction du pont de Béttié, la réalisation de 14 ouvrages métalliques sur les axes ruraux, les travaux de signalisation routière à Abidjan, le renforcement de la route Ferké-Ouangolo et de la route Adzopé-Akoupé-Pont de la Comoé.
 - renforcement des routes Aboisso-Noé et Pont Comoé-Abengourou-Agnibilekrou, le bitumage des routes Bouna-Doropo-Frontière Burkina, Bolona-Tengréla-Frontière Mali.
 - Programme d'Entretien Routier (PER 2014-2015) : Reprofilage lourd et traitement de points critiques d'environ 4700 km et reprofilage léger et pose de buses sur 3000 km de routes en terre, réparation du réseau revêtu sur environ 760 km, débroussaillage des accotements et curages des ouvrages sur environ 6000 km de routes revêtues, construction de 50 dalots. (à déplacer dans réponses apportées)
- Le démarrage de nouveaux projets dont les financements sont acquis :
- En matière d'ouvrage d'art avec la construction du 5^{ème} pont d'Abidjan (Yopougon-Plateau), du pont de Béttié, de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise à Abidjan (SOLIBRA), de 14 ouvrages métalliques ruraux, du pont de Dioulatiédougou.
 - En matière de routes revêtues : la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, le renforcement de la route Bouaké-Ferké et de la route Grand Bassam-Noé, le bitumage des routes Odienné-Gbéléban, Agboville-Rubino-Céchi, Ferké-Nassian-Kong, Tiebissou-Didievi, Adzopé-Yakassé-Attobrou, Danané-Frontière Guinée, Bolequin-Toulepleu-Frontière Libéria, Tabou-Prollo-Frontière Libéria, Boundiali-Odienné, Mankono-Tiéningboué, Kani-Boundiali ; aménagement de la route pont Comoé-Abengourou.
- Le bouclage du financement des projets dont le démarrage est attendu :
- En matière d'ouvrage d'art, la construction de fly over sur 5 carrefours à Abidjan, l'échangeur du carrefour Akwaba, de ponts de désenclavement (Taï, Man, Guiglo, Prollo, Kouibly, etc...), de petits ouvrages (dalots) de désenclavement ;

- En matière de routes revêtues : le bitumage des routes Mankono-Séguéla, Zouan Hounien-Touleupleu, Odienné-Samatiguila-Frontière Mali, Divo-Guitry-Côtière, les voiries des chefs-lieux des Districts et de Régions ;
- Le programme d'entretien 2016-2018 des routes revêtues et en terre
- L'installation des feux tricolores à système intelligent dans la ville d'Abidjan.

Au niveau du secteur hydraulique :

- l'achèvement des grands projets en cours de réalisation notamment l'exploitation du champ captant de Bonoua phase 2 et de Songon (Yopougon), l'AEP des quartiers périurbains d'Abidjan, l'AEP des villes de l'intérieur, l'AEP Abidjan Nord-Est, la réhabilitation de 25 systèmes HVA sur l'étendue du territoire ;
- la réalisation de 45 HVA sur l'étendue du territoire ; la réalisation de 81 HVA dans les régions de la Marahoué, du haut Sassandra et du district de Montagnes ; la réalisation de 100 forages équipés de PMH dans les régions de l'Agnéby-Tiassa, du Sud-Comoé, du Gontougo, du Bounkani et du Béré ; la réalisation de 500 forages dans la zone de production du café-cacao ; la réalisation de 500 forages sur toute l'étendue du territoire national ; la réalisation de 53 forages dans le sud-ouest ; la réalisation de 104 forages dans les régions du Gontougo, du Bounkani, de l'Iffou, du N'Zi et du Béré ;
- le démarrage des nouveaux projets notamment l'AEP des régions du Gôh et de la Marahoué à partir des eaux du Bandama, l'AEP villes d'Adzopé, Bouna et Bondoukou, l'AEP de la ville de Tafiré et les localités environnantes, l'AEP District des Montagnes et l'AEP des localités Nord- Est et Nord- Ouest, le projet de renforcement de desserte d'Abobo, projet d'extension d'AEP d'Abidjan sud, la réalisation de 80 forages équipés de PMH dans les régions de l'Agnéby-Tiassa, du Sud-Comoé, du Gontougo, du Bounkani et du Béré, Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi-Usage à Nabingué (S/P Ouangolo) ;
- le Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) : renforcement du système d'alimentation en Eau Potable de Daoukro, Travaux d'adduction en Eau Potable de Tiassalé, N'Douci et N'zianouan, Travaux de renforcement du système d'adduction d'eau potable de la ville d'Agboville, renforcement de l'Alimentation en Eau Potable des villes de Korhogo et Ferkessédougou, Travaux de renforcement des installations de production d'eau potable de la ville de Bingerville, renforcement de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Béoumi ;

le PRICI additionnel : Aménagement de la station de Kan dans la ville de Bouaké.

I-3- Mission-vision du Ministère

La vision du Ministère est de « doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures économiques modernes qui soient à la hauteur des ambitions de développement du pays ».

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère des Infrastructures Economiques « est chargé de la mise œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des travaux publics », conformément au décret N°2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- En matière de routes et d'ouvrages d'art : maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion ;
- En matière d'infrastructures d'hydraulique humaine : maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des adductions d'eau publiques, des points d'eau villageois et des systèmes d'hydraulique villageoise améliorée ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.

I-4- Identification des programmes

Pour la relance du secteur des infrastructures économiques, le Ministère a défini trois programmes qui sont :

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Infrastructures routières et Ouvrages d'art
- Programme 3 : Infrastructures d'hydraulique humaine

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projet annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | PROJETS PIP | PROJETS HORS PIP |
|---|---|---|--|------------------|
| <p align="center">P1 : ADMINISTRATION GENERALE</p> | <ul style="list-style-type: none"> - CABINET - Service de la Documentation et des Archives - Service Juridique - Service Informatique des Systèmes d'Informations - Service Communication et des Relations Publiques - Service de la Coopération Internationale - Secrétariat Général - Inspection Générale - DDPE - DRH - DAFP - DPE - DRIE | | <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des locaux des directions territoriales | |

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | PROJETS PIP |
|--|---|--|---|
| <p>P2 :</p> <p>INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ART</p> | <ul style="list-style-type: none"> - DGIR - DENR - DIR - DDIE | <ul style="list-style-type: none"> - AGERROUTE - LBTP - FER | <ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures de Transport-Routes/ C2D - Aménagement route Boundiali Odienne frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiebissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano - Indemnisation travaux routiers /AGERROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé Attobrou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani - Boundiali San - Pédro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et du bitumage de la route Odienné Samatiguila frontiere Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Boundiali – Tengrela frontière mali / section Bolona Tengrela frontière mali - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono – Tiéningboué - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Seguela - Mankono - Bitumage axe Odienné –Gbelegban - Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d'art départements de Man – Guiglo – Tai - programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route :Aménagement du bord de mer de l'autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto,) - Passifs du secteur routier |

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | PROJETS PIP | PROJETS HORS PIP |
|---|--|---|---|--|
| <p align="center">P3 :</p> <p>INFRASTRUCTURES D'HYDRAULIQUE HUMAINE</p> | <p>- DGIHH</p> <p>- DPNR</p> <p>- DAEZU</p> <p>-DTH</p> | <p align="center">- ONEP</p> | <p>- Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU)</p> <p>-Programme hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)</p> <p>- Indemnisation des travaux hydrauliques</p> <p>- Immatriculation foncière des sites des ouvrages d'Hydraulique humaine</p> <p>- Réhabilitation des digues et seuil de retenues d'eau</p> <p>-Alimentation Eau Potable péri-urbain des villes de l'intérieur</p> <p>Développement Urbain - Eau / C2D</p> <p>Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes</p> <p>Projet d'AEP dans la région de l'Est (Bouna et Bondoukou)</p> <p>AEP localités Nord – Est et Nord-Ouest (Programme Hydraulique Rurale)</p> <p>Alimentation de la ville d'Adzopé (Fonds Koweitien)</p> <p>AEP régions du Gôh et Marahoué (RPE)</p> <p>AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé à Dalo</p> <p>- Exploitation champ captant de Bonoua/Gvt chinois Phase 2</p> <p>-Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes</p> <p>-Renforcement en AEP de la ville d'Aboisso et de ses localités environnantes</p> <p>- Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA)</p> <p>- Renforcement de l'AEP de la ville d'odiéne à partir du fleuve baoulé et desserte des localités de kimbirila sud, tieme</p> <p>- Renforcement du système d'AEP de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly brousse et Dakpadou</p> <p>- Renforcement du système d'AEP des localités de Ferké, Korhogo, Sinematiali, Waraniene, Tongonier à partir de Ferké</p> | <p>Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi - usages</p> |

II.1.2- Tableau de performance

| Programmes-1 : Administration Générale | | | | | | | | |
|---|---|--|-------|-----------------------------|--------|----|----|--|
| Objectif global ou stratégique : Promouvoir une administration moderne et performante | | Indicateur 1 : | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Unité | Situation de référence 2016 | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs |
| 2017 | 2018 | | | | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures économiques | Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés | U | 1 | 3 | 3 | 3 | textes adoptés au cours d'une année budgétaire |
| Objectif spécifique 2 | Améliorer le système de planification et de suivi évaluation des activités du ministère | Cartographie du domaine public élaboré | U | 1 | 2 | 2 | 2 | Nombre de cartographie de sites effectué au cours d'une année |
| | | PIP élaboré | U | 1 | 1 | 1 | 1 | PIP élaboré pendant une année |
| | | Nombre de rapport d'évaluation produit | U | 2 | 2 | 2 | 2 | Nombre d'évaluations annuelles des projets du ministère |
| Objectif spécifique 3 | Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère | Nombre de formation annuelle | | 3 | 3 | 3 | 3 | Nombre de formation effectuée par an |
| | | Cartographie des effectifs du MIE élaborée | U | 1 | 1 | 1 | 1 | Recensement annuel des agents du ministère |
| | | Taux d'exécution du budget | % | 70 | 75 | 80 | 85 | (Total engagement/total dotation) x 100 |
| Objectif spécifique 4 | Améliorer le système d'information et de communication interne et externe | Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère | % | 50 | 60 | 80 | 85 | Enquête d'opinions pour connaître les attentes des populations et leur perception de la politique du MIE |

Programmes-2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art

| Objectif global ou stratégique : Assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières | | Indicateur : Taux d'accroissement du réseau routier | | | | | | |
|--|---|--|-------|-----------------------------|--------|--------|--------|---|
| | | Indicateurs de performance | Unité | Situation de référence 2016 | Cibles | | | Méthodes de calcul des indicateurs |
| 2017 | 2018 | | | | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité des structures du secteur routier | Nombre de projets de textes adoptés | U | 0 | 1 | 1 | 0 | Nombre de textes adoptés au cours d'une année budgétaire |
| | | Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier | % | 55 | 60 | 65 | 70 | Enquête d'opinions pour connaître les attentes des populations et leur perception de la politique routière du MIE |
| Objectif spécifique 2 | Améliorer la qualité des infrastructures routières | Linéaires de routes construites | km | 200 | 250 | 300 | 350 | Total de km de routes construites par an |
| | | Linéaires de routes entretenues | km | 3500 | 10 000 | 15 000 | 20 000 | Total de km de routes entretenues par an |
| | | Nombre d'ouvrages réalisés | U | 0 | 2 | 14 | 3 | Total des ouvrages réalisés par an |
| | | Nombre d'études réalisées | U | 22 | 25 | 25 | 25 | Total d'études réalisées par an |

Programmes-3 : Infrastructure d'hydrauliques humaines

| Objectif global ou stratégique : accroître l'accessibilité à l'eau potable | | Indicateur : proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable ? | | | | | | |
|---|---|---|-------|--------------------------------|--------|----|----|---|
| | | Indicateurs de performance | Unité | Situation de référence 2016 | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs |
| 2017 | 2018 | | | | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité du secteur de l'eau | Nombre de projets de textes adoptés | U | 1 | 1 | 1 | 1 | Projets de texte adopté par an |
| | | Nombre de rapport de suivi et d'évaluation | U | 15 | 22 | 25 | 25 | Nombre de suivi et d'évaluations annuelles des projets du ministère |
| Objectif spécifique 2 | Améliorer l'accès des populations à l'eau potable | Nombre de zones sécurisées | U | 2 | 10 | 10 | 10 | Total des zones sécurisées par an |
| | | Taux de la population urbaine ayant accès à une source d'eau potable | % | 80 | 85 | 90 | 90 | Le rapport entre la population ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) et la population totale de la zone. |
| | | Taux de la population rurale ayant accès à une source d'eau potable | % | 80 | 85 | 90 | 90 | |

II.1.3- Tableau financier global

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 1. RESSOURCES | 190 927,80 | 315 442,83 | 171 857,45 | 590 420,1 | 584 470,33 | 297 179,76 | 80 167,42 | 208 042,43 | 109 024,01 | 66 496,80 | 792 512,76 | 406 203,77 | 146 664,22 |
| 1.1 Ressources Intérieures | 106 682,25 | 189 507,23 | 131 674,35 | 228 309,17 | 321 226,65 | 160 569,90 | 35 842,09 | 70 832,13 | 36 326,76 | 57 067,50 | 392 058,77 | 196 896,66 | 92 909,59 |
| 1.1.1 Budget Etat | 106 682,25 | 189 507,23 | 131 674,35 | 228 309,17 | 321 226,65 | 160 569,90 | 35 842,09 | 70 832,13 | 36 326,76 | 57 067,50 | 392 058,77 | 196 896,66 | 92 909,59 |
| 1.1.2 Recettes propres (structures) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1.2 Ressources Extérieures | 84 245,55 | 125 935,61 | 40 183,11 | 362 110,93 | 263 243,68 | 136 609,86 | 44 325,33 | 137 210,30 | 72 697,25 | 9 429,30 | 400 453,99 | 209 307,11 | 53 754,63 |
| 1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts) | 84 245,55 | 125 935,61 | 40 183,11 | 362 110,93 | 263 243,68 | 136 609,86 | 44 325,33 | 137 210,30 | 72 697,25 | 9 429,30 | 400 453,99 | 209 307,11 | 53 754,63 |
| 1.2.2 Appuis budgétaires ciblés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. CHARGES | 190 927,80 | 315 442,83 | 171 857,45 | 590 420,10 | 584 470,33 | 297 179,76 | 80 167,42 | 208 042,43 | 109 024,01 | 66 496,80 | 792 512,76 | 406 203,77 | 146 664,22 |
| 2.1 Personnel | 1 633,92 | 2 110,57 | 2 403,71 | 2 316,21 | 2 416,84 | 2 443,53 | 2 531,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 416,84 | 2 443,53 | 2 531,71 |
| 2.1.1 Solde y compris EPN | 1 633,92 | 2 110,57 | 2 403,71 | 2 316,21 | 2 416,84 | 2 443,53 | 2 531,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 416,84 | 2 443,53 | 2 531,71 |
| 2.1.2 Contractuels hors solde | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2.2 Biens et services | 1 945,19 | 2 106,99 | 2 239,78 | 2 538,24 | 2 790,69 | 2 931,93 | 3 014,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 790,69 | 2 931,93 | 3 014,59 |
| 2.3 Transferts et subventions | 11 940,32 | 2 006,22 | 1 327,65 | 92 757,20 | 104 844,86 | 726,93 | 748,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 844,86 | 726,93 | 748,74 |
| 2.4 Investissement* | 175 408,37 | 309 219,06 | 165 886,32 | 492 808,44 | 474 417,94 | 291 077,37 | 73 872,38 | 208 042,43 | 109 024,01 | 66 496,80 | 682 460,37 | 400 101,38 | 140 369,18 |
| Trésor | 91 162,82 | 183 283,45 | 125 703,21 | 130 697,51 | 211 174,26 | 154 467,51 | 29 547,05 | 70 832,13 | 36 326,76 | 57 067,50 | 282 006,38 | 190 794,27 | 86 614,55 |
| Financement extérieur (Dons/Emprunts) | 84 245,55 | 125 935,61 | 40 183,11 | 362 110,93 | 263 243,68 | 136 609,86 | 44 325,33 | 137 210,30 | 72 697,25 | 9 429,30 | 400 453,99 | 209 307,11 | 53 754,63 |
| Appuis budgétaires ciblés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

| En millions FCFA | | Réalizations | | | Budget en cours (année de référence) | Projections | | |
|--|--|------------------|------------------|------------------|---|------------------|------------------|------------------|
| | | 2 013 | 2 014 | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 |
| Programme 1 : Administration générale | | 13 280,88 | 17 194,22 | 13 886,21 | 16 777,22 | 16 399,91 | 18 804,83 | 18 853,09 |
| | Dépenses de personnel | 1 633,92 | 2 110,57 | 2 403,71 | 967,03 | 997,91 | 1 020,65 | 1 050,38 |
| | Dépenses en biens et services | 1 558,03 | 1 532,06 | 1 856,59 | 2 018,19 | 2 261,34 | 2 387,89 | 2 459,52 |
| | Transferts (1) | 87,37 | 62,97 | 63,31 | 63,31 | 25,76 | 26,53 | 27,33 |
| | Investissements | 10 001,56 | 13 488,62 | 9 562,59 | 13 728,68 | 13 114,90 | 15 369,76 | 15 315,86 |
| | <i>Trésor</i> | 10 001,56 | 13 488,62 | 9 562,59 | 13 728,68 | 13 114,90 | 15 369,76 | 15 315,86 |
| | <i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| En millions FCFA | | Réalizations | | | Budget en cours (année de référence) | Projections | | |
|--|--|-------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|------------------|
| | | 2 013 | 2 014 | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 |
| Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art | | 120 037,32 | 199 884,05 | 125 608,84 | 484 930,30 | 669 743,06 | 318 296,08 | 99 967,26 |
| | Dépenses de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 675,59 | 720,92 | 711,54 | 741,27 |
| | Dépenses en biens et services | 249,21 | 247,52 | 229,41 | 310,45 | 309,25 | 317,86 | 322,09 |
| | Transferts | 11 112,57 | 1 202,85 | 641,07 | 92 278,00 | 104 519,10 | 391,40 | 403,14 |
| | Investissements | 108 675,54 | 198 433,67 | 124 738,36 | 391 666,26 | 564 193,79 | 316 875,28 | 98 500,76 |
| | <i>Trésor</i> | 59 045,14 | 133 096,11 | 92 173,39 | 96 045,73 | 236 853,16 | 151 583,72 | 64 919,08 |
| | <i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i> | 49 630,40 | 65 337,56 | 32 564,97 | 295 620,53 | 327 340,64 | 165 291,55 | 33 581,68 |

| En millions FCFA | Réalizations | | | Budget en cours (année de référence) | Projections | | |
|--|------------------|------------------|------------------|---|-------------------|------------------|------------------|
| | 2 013 | 2 014 | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 |
| Programme 3 : Infrastructures d'hydrauliques humaines | 57 609,60 | 98 364,56 | 32 362,41 | 88 712,58 | 106 369,79 | 69 102,86 | 27 843,87 |
| Dépenses de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 673,59 | 698,01 | 711,33 | 740,06 |
| Dépenses en biens et services | 137,95 | 327,41 | 153,77 | 209,60 | 220,10 | 226,19 | 232,97 |
| Transferts | 740,39 | 740,39 | 623,27 | 415,90 | 300,00 | 309,00 | 318,27 |
| Investissements | 56 731,27 | 97 296,77 | 31 585,37 | 87 413,50 | 105 151,68 | 67 856,34 | 26 552,57 |
| <i>Trésor</i> | 22 116,12 | 36 698,72 | 23 967,23 | 20 923,10 | 32 038,33 | 23 840,78 | 6 379,62 |
| <i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i> | 34 615,15 | 60 598,05 | 7 618,13 | 66 490,40 | 73 113,35 | 44 015,56 | 20 172,95 |

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|------------------|------------------|-----------------|------------------|--------------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------|-------------|---------------------|------------------|------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Action 1: coordination et animation du ministère. | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 261,83 | 306,14 | 282,29 | 384,67 | 352,38 | 405,57 | 417,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 352,38 | 405,57 | 417,74 |
| <i>Transfert</i> | 87,37 | 62,97 | 63,31 | 63,31 | 25,76 | 26,53 | 27,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25,76 | 26,53 | 27,33 |
| Investissement | 10 001,56 | 13 449,81 | 9 430,08 | 13 228,68 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 |
| Trésor | 10 001,56 | 13 449,81 | 9 430,08 | 13 228,68 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Définir, Suivre et coordonner les activités des structures du Ministère | | | | | | | | | | | | | |
| (Cabinet, Secrétariat général, résidence du Minsitre, solde/gestion des conférences, DGIPAF , DIF, DIP, DIA | | | | | | | | | | | | | |
| Convention BNEDD | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 130,53 | 111,79 | 140,52 | 180,02 | 164,97 | 183,92 | 189,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 164,97 | 183,92 | 189,44 |
| <i>Transfert</i> | 87,37 | 62,97 | 63,31 | 63,31 | 25,76 | 26,53 | 27,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25,76 | 26,53 | 27,33 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 2 : Effectuer des missions de prospection auprès des PTF (service de Coopération internationale) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 6,60 | 2,48 | 3,55 | 3,55 | 3,66 | 3,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,55 | 3,66 | 3,77 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 3 : Veiller à l'exécution de la politique du ministère (Inspection Générale) | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| Biens services | 9,01 | 39,00 | 10,80 | 14,80 | 16,00 | 16,48 | 16,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16,00 | 16,48 | 16,97 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 4 : Constituer la base de données des activités des structures du Ministère (DFDA) | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 8,64 | 6,64 | 4,76 | 35,50 | 8,60 | 8,86 | 9,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,60 | 8,86 | 9,12 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 5 : Diligenter l'instruction des textes du Ministère (DA) | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 9,09 | 5,53 | 4,90 | 6,20 | 6,20 | 35,00 | 36,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,20 | 35,00 | 36,05 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 6 : Evaluer et faire connaître les besoins des circonscriptions administratives en matière d'infrastructures économiques | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 7 : Suivre et coordonner les travaux de réalisation d'infrastructures dans les circonscriptions administratives | | | | | | | | | | | | | |
| services: Directions Régionales des Infrastructures Economiques | | | | | | | | | | | | | |
| projet : Transfert Participation collectivités territoriales et autres participations | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 104,56 | 136,59 | 118,83 | 144,60 | 153,06 | 157,65 | 162,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 153,06 | 157,65 | 162,38 |
| Transfert | 0,00 | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 10 001,56 | 13 449,81 | 9 430,08 | 13 228,68 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 |
| Trésor | 10 001,56 | 13 449,81 | 9 430,08 | 13 228,68 | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 | 0,00 | 0,00 | | 12 664,90 | 14 869,76 | 15 315,86 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 1 | 10 350,76 | 13 818,93 | 9 775,68 | 13 676,66 | 13 043,04 | 15 301,87 | 15 760,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 043,04 | 15 301,87 | 15 760,92 |

| Action 2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières | | | | | | | | | | | | | |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Personnel | 1 633,92 | 2 110,57 | 2 403,71 | 967,03 | 997,91 | 1 020,65 | 1 050,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 997,91 | 1 020,65 | 1 050,38 |
| Biens services | 1 230,18 | 1 177,12 | 1 535,10 | 1 579,60 | 1 860,71 | 1 887,07 | 1 943,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 860,71 | 1 887,07 | 1 943,69 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 38,81 | 132,51 | 500,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 38,81 | 132,51 | 500,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de carrière des agents du MIE | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Faire la gestion de la base de donnée du personnel GESPERS | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3 : Numériser et archiver les dossiers du personnel | | | | | | | | | | | | | |
| service : Solde/ Gestion du personnel du ministère | | | | | | | | | | | | | |
| service : Direction des Ressources Humaines | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 1 633,92 | 2 110,57 | 2 403,71 | 967,03 | 997,91 | 1 020,65 | 1 050,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 997,91 | 1 020,65 | 1 050,38 |
| Biens services | 9,12 | 13,72 | 15,36 | 19,20 | 32,70 | 33,68 | 34,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32,70 | 33,68 | 34,69 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 4 : Elaborer dans le delais requis le projet de budget du ministère | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 5 : Veiller à la mise en œuvre des plans de passation des marchés des agences d'exécution | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 6 : Réaliser l'exécution efficace du budget | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 7 : Faire la gestion de la base de données des projets du MIE | | | | | | | | | | | | | |
| DAF, DAAF/Gestion des dépenses centralisées, DAAF/Gestion des séminaires et conférences, DAAF/Mise en œuvre du CDMT, Direction du Patrimoine-Gestion des Dépenses centralisées | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 1 221,06 | 1 163,41 | 1 519,74 | 1 560,40 | 1 828,01 | 1 853,39 | 1 909,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 828,01 | 1 853,39 | 1 909,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 8 : Mettre en œuvre un programme de réhabilitation des locaux des DRIE, DDIE et DTH (projet) | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 38,81 | 132,51 | 500,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 38,81 | 132,51 | 500,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 500,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 2 | 2 864,09 | 3 326,50 | 4 071,32 | 3 046,63 | 3 308,62 | 3 407,72 | 2 994,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 308,62 | 3 407,72 | 2 994,06 |

| Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| <i>Biens services</i> | 14,59 | 11,49 | 13,09 | 15,63 | 14,75 | 15,19 | 15,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14,75 | 15,19 | 15,65 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Investissement</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Elaborer le PIP sectoriel | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Suivre et évaluer l'exécution des projets | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3 : Elaborer l'annuaire statistique | | | | | | | | | | | | | |
| DPE | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 14,59 | 11,49 | 13,09 | 15,63 | 14,75 | 15,19 | 15,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14,75 | 15,19 | 15,65 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Investissement</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 3 | 14,59 | 11,49 | 13,09 | 15,63 | 14,75 | 15,19 | 15,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14,75 | 15,19 | 15,65 |
| Action 4: Gestion du Domaine Public de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 32,89 | 9,43 | 15,84 | 22,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Investissement</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Evaluer le dispositif existant en matière de gestion du Domaine public (Elaborer la cartographie du domaine public de l'Etat) | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Veiller à la mise en application des lois et textes réglementaires en vigueur relatif à l'occupation du Domaine Public de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3 : Sensibiliser la population en matière d'entretien et d'occupation du Domaine Public de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| DDPE | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 32,89 | 9,43 | 15,84 | 22,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Investissement</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 4 | 32,89 | 9,43 | 15,84 | 22,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,50 | 64,60 | 66,54 |

| Action 5 : Information et communication | | | | | | | | | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------|------|------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Biens services</i> | 18,55 | 27,88 | 10,28 | 16,30 | 15,00 | 15,45 | 15,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,00 | 15,45 | 15,91 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Mettre en place un système intranet | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Exploiter le sib Web du ministère | | | | | | | | | | | | | |
| Service de Informatique et des Systèmes d'Information, | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 9,42 | 7,63 | 5,52 | 7,70 | 7,20 | 7,42 | 7,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7,20 | 7,42 | 7,64 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 3 : Diffuser le bulletin d'information du ministère | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 4 : Mener des enquêtes d'opinion auprès du grand public | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 5 : Mener des campagnes de sensibilisation des populations à la préservation des infrastructures économiques | | | | | | | | | | | | | |
| Service de Communication et des relations publiques | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 9,13 | 20,25 | 4,76 | 8,60 | 7,80 | 8,03 | 8,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7,80 | 8,03 | 8,28 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 5 | 18,55 | 27,88 | 10,28 | 16,30 | 15,00 | 15,45 | 15,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,00 | 15,45 | 15,91 |
| Total Programme I | 13 280,88 | 17 194,22 | 13 886,21 | 16 777,22 | 16 399,91 | 18 804,83 | 18 853,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 399,91 | 18 804,83 | 18 853,09 |

TABLEAU DES DEPENSES PAR NATURE (en millions FCFA)

| PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------|-------------|---------------------|-------------------|------------------|
| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Action 1 : Construction de nouvelles routes | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 219,15 | 213,59 | 205,77 | 287,10 | 285,90 | 293,81 | 297,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 285,90 | 293,81 | 297,32 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 47 800,01 | 77 359,47 | 58 745,37 | 320 629,74 | 288 099,46 | 214 574,28 | 35 511,76 | 111 381,95 | 0,00 | 0,00 | 399 481,41 | 214 574,28 | 35 511,76 |
| Trésor | 30 339,88 | 57 902,98 | 36 984,17 | 71 491,10 | 131 826,23 | 112 381,72 | 6 192,08 | 56 048,65 | 0,00 | 0,00 | 187 874,88 | 112 381,72 | 6 192,08 |
| <i>Financement extérieur</i> | 17 460,14 | 19 456,48 | 21 761,20 | 249 138,64 | 156 273,23 | 102 192,55 | 29 319,68 | 55 333,30 | 0,00 | 0,00 | 211 606,53 | 102 192,55 | 29 319,68 |
| Activité 1 : Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier (Direction de la Programmation et de la Supervision du Réseau) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 11,15 | 10,70 | 6,26 | 8,40 | 8,40 | 8,65 | 8,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,40 | 8,65 | 8,91 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 2 : Assurer la planification, le suivi et l'évaluation des travaux du secteur routiers réalisés dans les circonscriptions (DD) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 208,00 | 202,89 | 199,51 | 278,70 | 277,50 | 285,16 | 288,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 277,50 | 285,16 | 288,41 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 3 : Aménager de nouvelles autoroutes et voies express | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|-------------|-------------------|------------------|------------------|
| Projet 1 : Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 28 391,70 | 19 324,50 | 14 661,51 | 47 885,00 | 25 368,81 | 33 825,08 | 8 526,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 368,81 | 33 825,08 | 8 526,50 |
| Trésor | 16 144,24 | 2 451,24 | 3 371,07 | 220,00 | 3 869,82 | 5 159,76 | 1 300,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 869,82 | 5 159,76 | 1 300,65 |
| <i>Financement extérieur</i> | 12 247,45 | 16 873,26 | 11 290,44 | 47 665,00 | 21 498,99 | 28 665,32 | 7 225,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 21 498,99 | 28 665,32 | 7 225,84 |
| Activité 4 : Aménager de nouvelles routes inter-urbain bitumées | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Bitumage axe odienné -Gbéléban - Aménagement de la route Guitry-Divo | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Bitumage axe Agboville-Cechi | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : Bitumage axe Aéroport-ville de Korhogo | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Bitumage axe Ferké-Kong | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5 : Aménagement de la route pt Comoé-Abengourou | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7 : Aménagement de la route Guiglo-Tabou / AGEROUTE | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 9 : Aménagement de la route Bouaké- Sandégué-Tanda | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 10 : Aménagement de la Baie de Cocody | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 11 : Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 12 : Bitumage Axe Mankono-Tenningboue | | | | | | | | | | | | | |
| projet 13: Construction des routes centre Ouest Toulepleu-ZouanHouien et Séguela Mankono | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 228,05 | 605,63 | 1 938,35 | 129 779,46 | 107 174,48 | 90 835,02 | 19 505,54 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 157 174,48 | 90 835,02 | 19 505,54 |
| Trésor | 204,28 | 605,63 | 263,57 | 37 231,12 | 82 148,93 | 74 304,90 | 2 975,42 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 132 148,93 | 74 304,90 | 2 975,42 |
| <i>Financement extérieur</i> | 23,77 | 0,00 | 1 674,78 | 92 548,34 | 25 025,54 | 16 530,12 | 16 530,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 025,54 | 16 530,12 | 16 530,12 |

| Activité 5 : Aménager de nouvelles routes transfrontalières | | | | | | | | | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|-----------|------------|------|------|------------|------------|-----------|
| Projet 1 : Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Routes transfrontalières CI-Guinée - Mali- Libéria (Bolequin-Toulepleu-Danané FT Guinée-Tabou-Prolo y compris le Pont sur le Cavally) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : Aménagement de la route Boundiali- Tengréla-Mali | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Projet de route Bouna Doropo frontière BF | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5 : Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6 : Aménagement route Danané frontière Guinée | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 8 391,05 | 4 385,33 | 10 808,51 | 110 147,24 | 124 238,13 | 89 914,18 | 7 479,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 124 238,13 | 89 914,18 | 7 479,72 |
| Trésor | 3 202,14 | 1 802,11 | 2 012,53 | 1 221,95 | 14 489,44 | 32 917,07 | 1 916,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 489,44 | 32 917,07 | 1 916,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 5 188,91 | 2 583,22 | 8 795,98 | 108 925,29 | 109 748,69 | 56 997,12 | 5 563,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 109 748,69 | 56 997,12 | 5 563,72 |
| Activité 6 : Aménager la voirie urbaine | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Aménagement voiries Abobo - Travaux voiries Abidjan | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Travaux de voirie Yamoussoukro - Aménagement voiries de Kouto | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : voirie Kani-Mankono | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Travaux voirie Bouaflé | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5 : Voiries Urbaines/ AGEROUTE | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6 : Voiries Urbaines -arrières SONITRA | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7 Construction voie d'accès du LANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : Travaux VRD Sauvegarde ville historique de Grand Bassam - Aménagement du bord de mer de l'Autoroute Abidjan-Grand-Bassam | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : Infrastructure de transport route C2D - Apurement Passifs du secteur routiers | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : Route 2ème C2D - | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 10 789,21 | 53 044,00 | 31 337,00 | 32 818,04 | 31 318,04 | 0,00 | 0,00 | 61 381,95 | 0,00 | 0,00 | 92 699,99 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 10 789,21 | 53 044,00 | 31 337,00 | 32 818,04 | 31 318,04 | 0,00 | 0,00 | 6 048,65 | 0,00 | 0,00 | 37 366,69 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 333,30 | 0,00 | 0,00 | 55 333,30 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 1 | 48 019,16 | 77 573,06 | 58 951,14 | 320 916,84 | 288 385,36 | 214 868,08 | 35 809,07 | 111 381,95 | 0,00 | 0,00 | 399 767,31 | 214 868,08 | 35 809,07 |

| Action 2 : Réhabilitation et fonctionnement les infrastructures routières | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|-------------|-------------|------------------|------------------|-----------------|
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 40 313,98 | 50 636,18 | 34 551,06 | 20 029,50 | 62 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 72 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 |
| Trésor | 21 585,68 | 20 979,66 | 26 173,78 | 20 004,50 | 30 000,00 | 11 518,00 | 4 899,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 11 518,00 | 4 899,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 18 728,30 | 29 656,52 | 8 377,28 | 25,00 | 32 942,00 | 10 299,00 | 4 262,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 942,00 | 10 299,00 | 4 262,00 |
| Activité 1 : Renforcer les routes bitumées | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1: Réhabilitation de la voie Abobo-Anyama | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Renforcement des sections de la côtière - Réhabilitation Secteur autoroutier: Section Toumodi-Yamoussoukro | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : Réhabilitation des voies d'accès OCPV/ Ageroute | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4: Réhabilitation de la route Akoupé-Kotobi - Travaux de Terrassement boulevard de France redressé | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 2 991,89 | 6 581,42 | 412,28 | 29,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 930,25 | 1 915,23 | 412,28 | 4,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 2 061,64 | 4 666,19 | 0,00 | 25,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 2 : Renforcer les routes en terre | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Réhabilitation de la route Kani-Boundiali | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 45,00 | 116,08 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 45,00 | 116,08 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 3 : Réhabiliter les ponts et ouvrages | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Réhabilitation des Pont FHB et Gle DE GAULE | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Réhabilitation et Reconstruction des ouvrages de la côtière | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 90,86 | 5,99 | 40,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 90,86 | 5,99 | 6,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 34,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 4 : Réhabiliter les sites des bacs et les bacs | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 191,91 | 127,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 191,91 | 127,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 5: Travaux d'urgence réseau routier | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Travaux d'Urgence Réseaux Routiers/ AGEROUTE | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : PUIUR, Projet de renaissance des Infrastructures de CI (PRICI) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : Travaux routiers d'Urgence | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 36 994,33 | 43 805,34 | 33 898,33 | 20 000,00 | 62 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 62 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 |
| Trésor | 20 327,66 | 18 815,00 | 25 555,33 | 20 000,00 | 30 000,00 | 11 518,00 | 4 899,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 11 518,00 | 4 899,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 16 666,67 | 24 990,34 | 8 343,00 | 0,00 | 32 942,00 | 10 299,00 | 4 262,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 942,00 | 10 299,00 | 4 262,00 |
| Sous Total Action 2 | 40 313,98 | 50 636,18 | 34 551,06 | 20 029,50 | 62 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 72 942,00 | 21 817,00 | 9 161,00 |
| Action 3 : Construction des ouvrages d'arts | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 159,42 | 89,46 | 73,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 18 191,54 | 21 548,03 | 29 737,98 | 48 607,03 | 31 259,29 | 3 580,00 | 0,00 | 58 361,10 | 75 104,00 | 53 828,00 | 89 620,39 | 78 684,00 | 53 828,00 |
| Trésor | 4 749,58 | 5 323,47 | 27 311,49 | 2 550,13 | 3 800,48 | 3 580,00 | 0,00 | 3 027,80 | 22 304,00 | 53 828,00 | 6 828,28 | 25 884,00 | 53 828,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 13 441,96 | 16 224,55 | 2 426,49 | 46 056,90 | 27 458,81 | 0,00 | 0,00 | 55 333,30 | 52 800,00 | 0,00 | 82 792,11 | 52 800,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Assurer la gestion quotidienne des bacs de traversé | | | | | | | | | | | | | |
| Projets 1 : AGEROUTE/ Gestion des bacs | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 159,42 | 89,46 | 73,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 2 : Construire des Ponts et des ouvrages | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|-------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Projet 1: Construction du pont Yopougou Ile Boulay | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Construction du Pont de Jacquville | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: Construction du Pont de la Marahoue Bouaflé | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4: construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5: Construction du 5ème Pont (Yopougou-Attécoubé) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6: Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Taï | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7 : Programme de construction de 40 ouvrages d'art | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : Pont de Béoumi sur le Kan et le Bandaman | | | | | | | | | | | | | |
| Projet9 : Construction d'un ouvrage d'art sur la Tiemba | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 10 : Echangeur VGE | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 11: Pont HKB | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 12: Construction, Réhabilitation et Entretien des ouvrages | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 13: Construction des ouvrages métalliques | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 18 191,54 | 21 548,03 | 29 737,98 | 48 607,03 | 31 259,29 | 3 580,00 | 0,00 | 58 361,10 | 75 104,00 | 53 828,00 | 89 620,39 | 78 684,00 | 53 828,00 |
| Trésor | 4 749,58 | 5 323,47 | 27 311,49 | 2 550,13 | 3 800,48 | 3 580,00 | 0,00 | 3 027,80 | 22 304,00 | 53 828,00 | 6 828,28 | 25 884,00 | 53 828,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 13 441,96 | 16 224,55 | 2 426,49 | 46 056,90 | 27 458,81 | 0,00 | 0,00 | 55 333,30 | 52 800,00 | 0,00 | 82 792,11 | 52 800,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 3 | 18 350,96 | 21 637,49 | 29 811,66 | 48 607,03 | 31 259,29 | 3 580,00 | 0,00 | 58 361,10 | 75 104,00 | 53 828,00 | 89 620,39 | 78 684,00 | 53 828,00 |
| Action 4 : Entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : appuis à la gestion de l'entretien routier | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1: Réhabilitation et installation des feux tricolores | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 4 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Action 5 Réalisation des études pour le développement des infrastructures routières et ouvrage d'art | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|----------|----------|----------|----------|--------|------|------|------|----------|----------|--------|
| Biens services | 30,06 | 33,93 | 23,64 | 23,35 | 23,35 | 24,05 | 24,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23,35 | 24,05 | 24,77 |
| Transfert | 10 953,15 | 1 113,39 | 567,39 | 405,00 | 380,00 | 391,40 | 403,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 380,00 | 391,40 | 403,14 |
| Investissement | 2 270,00 | 48 890,00 | 1 703,94 | 2 400,00 | 2 150,00 | 1 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 150,00 | 1 800,00 | 0,00 |
| Trésor | 2 270,00 | 48 890,00 | 1 703,94 | 2 000,00 | 2 150,00 | 1 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 150,00 | 1 800,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Elaborer des projets de textes portant définition du schéma directeur du développement du réseau routier, autoroutier et voirie urbaine | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Coordonner la mise ne œuvre de la politique d'investissement du secteur routier | | | | | | | | | | | | | |
| Structure: DGIR | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 11,20 | 12,07 | 17,41 | 15,20 | 15,20 | 15,66 | 16,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,20 | 15,66 | 16,13 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 3 : Suivre la mise en œuvre des mesures liées à l'impact social et environnemental des travaux routiers réalisés | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 4 : Suivre et contrôler les lois et règlements en vigueur dans le secteur routier | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 5 : Procéder à l'homologation des matériels et techniques spécifiques au secteur routier | | | | | | | | | | | | | |
| Structures : DER, DNRS | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 18,87 | 21,86 | 6,23 | 8,15 | 8,15 | 8,39 | 8,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,15 | 8,39 | 8,65 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 6 : Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de tous les projets d'Infrastructure routière | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1: AGEROUTE (T2) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Indemnisation des travaux routiers | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 412,45 | 480,73 | 395,89 | 225,00 | 200,00 | 206,00 | 212,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 206,00 | 212,18 |
| Investissement | 0,00 | 2 390,00 | 1 015,00 | 1 700,00 | 1 850,00 | 1 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 850,00 | 1 800,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 2 390,00 | 1 015,00 | 1 700,00 | 1 850,00 | 1 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 850,00 | 1 800,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 7 : Réaliser des études de développement des infrastructures routières | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|
| Projet 1 : AGEROUTE /Etudes | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Programme Gouvernemental/Etudes | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 :Etudes pour la réhabilitation du pont FHB | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 570,00 | 0,00 | 188,94 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 570,00 | 0,00 | 188,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 8 : Renforcer les moyens d'action des acteurs du secteur routier | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 1 : Convention Etat-LBTP/Programme d'auscultation des Infrastructures (T2) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Fonds d'Entretien Routier (T2) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: SODASE (T2) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4: SOCOJAC (T2) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5: Appui au LBTP 1 (T3) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6: FER/ Financement travaux (T3) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7: Appui au LBTP 2 (T3) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 10 540,70 | 632,67 | 171,50 | 180,00 | 180,00 | 185,40 | 190,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 180,00 | 185,40 | 190,96 |
| Investissement | 1 700,00 | 46 500,00 | 500,00 | 300,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 1 700,00 | 46 500,00 | 500,00 | 300,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 5 | 13 253,22 | 50 037,33 | 2 294,98 | 2 828,35 | 2 553,35 | 2 215,45 | 427,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 553,35 | 2 215,45 | 427,91 |
| Total programme 2 | 120 037,32 | 199 884,05 | 125 608,84 | 392 381,71 | 385 140,00 | 242 480,53 | 45 397,99 | 179 743,05 | 75 104,00 | 53 828,00 | 564 883,04 | 317 584,53 | 99 225,99 |

TABLEAU DES DEPENSES PAR NATURE (en millions FCFA)

PROGRAMME 3 : INFRASTRUCTURES D'HYDRAULIQUE HUMAINE

| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|-----------|-----------|---------------|--------------------------|-----------|-----------|-------------------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Action 1 : Système d'hydraulique Urbain | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 52 578,75 | 91 732,39 | 27 980,24 | 73 933,75 | 60 497,30 | 32 034,86 | 13 264,02 | 24 363,24 | 22 036,01 | 10 284,80 | 84 860,54 | 54 070,87 | 23 548,82 |
| Trésor | 18 399,10 | 33 087,62 | 22 811,82 | 18 952,40 | 25 931,00 | 8 828,16 | 2 969,47 | 819,54 | 2 138,76 | 855,50 | 26 750,54 | 10 966,92 | 3 824,97 |
| <i>Financement extérieur</i> | 34 179,64 | 58 644,77 | 5 168,42 | 54 981,34 | 34 566,30 | 23 206,71 | 10 294,55 | 23 543,70 | 19 897,25 | 9 429,30 | 58 110,00 | 43 103,96 | 19 723,85 |
| Activité 1 : Réaliser des systèmes d'hydraulique urbaine (HU) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 45 790,29 | 86 110,89 | 23 742,02 | 71 870,75 | 59 644,30 | 31 280,65 | 13 264,02 | 23 979,24 | 22 036,01 | 10 284,80 | 83 623,54 | 53 316,66 | 23 548,82 |
| Trésor | 15 470,57 | 30 688,95 | 18 573,61 | 16 889,40 | 25 078,00 | 8 073,94 | 2 969,47 | 435,54 | 2 138,76 | 855,50 | 25 513,54 | 10 212,70 | 3 824,97 |
| <i>Financement extérieur</i> | 30 319,72 | 55 421,94 | 5 168,42 | 54 981,34 | 34 566,30 | 23 206,71 | 10 294,55 | 23 543,70 | 19 897,25 | 9 429,30 | 58 110,00 | 43 103,96 | 19 723,85 |
| Projet 1: renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: projet d'approvisionnement en eau potable de la région de l'Est (AEP des villes de Bouna et Bondoukou) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: projet d'alimentation en eau potable dans le district des montagnes | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4: AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5: Alimentation en Eau Potable du nord est de la ville d'Abidjan | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6: alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7: AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : AEP localité d'Odienné/ONEP | | | | | | | | | | | | | |
| projet 8 : Exploitation champs captants Bonoua/Eximbank Chine | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Developpement urbain - eau /C2D | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Eau potable /2ème C2D | | | | | | | | | | | | | |

| Activité 2 : Renforcement L'AEP des quartiers périurbains | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 6 192,35 | 5 246,74 | 351,18 | 2 063,00 | 853,00 | 754,22 | 0,00 | 384,00 | 0,00 | 0,00 | 1 237,00 | 754,22 | 0,00 |
| Trésor | 2 332,42 | 2 023,91 | 351,18 | 2 063,00 | 853,00 | 754,22 | 0,00 | 384,00 | 0,00 | 0,00 | 1 237,00 | 754,22 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 3 859,93 | 3 222,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1: alimentation en eau potable des quartiers périurbains des villes de l'intérieur | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Renforcement en AEP du nord est de la ville d'Abidjan | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3 : Réaliser des programmes d'urgence dans les centres urbains | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 596,11 | 374,76 | 3 887,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 596,11 | 374,76 | 3 887,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 :Travaux hydrauliques d'urgence | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Programme d'Urgence Hydraulique Abidjan | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 4 : entretenir les systèmes d'hydrauliques urbains (HU) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 1 | | | | | | | | | | | | | |
| | 52 578,75 | 91 732,39 | 27 980,24 | 73 933,75 | 60 497,30 | 32 034,86 | 13 264,02 | 24 363,24 | 22 036,01 | 10 284,80 | 84 860,54 | 54 070,87 | 23 548,82 |

| Action 2 : Système d'Hydraulique villageoise | | | | | | | | | | | | | |
|---|----------|----------|--------|----------|-----------|----------|--------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|
| Biens services | 0,00 | 25,50 | 35,00 | 40,00 | 50,00 | 51,50 | 53,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 51,50 | 53,05 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 2 864,45 | 1 100,59 | 765,00 | 8 137,21 | 11 390,00 | 1 137,80 | 619,75 | 3 936,14 | 11 884,00 | 2 384,00 | 15 326,14 | 13 021,80 | 3 003,75 |
| Trésor | 2 788,37 | 1 100,59 | 49,24 | 241,11 | 2 386,65 | 226,20 | 170,65 | 936,14 | 11 884,00 | 2 384,00 | 3 322,79 | 12 110,20 | 2 554,65 |
| Financement extérieur | 76,08 | 0,00 | 715,77 | 7 896,10 | 9 003,35 | 911,60 | 449,10 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 003,35 | 911,60 | 449,10 |
| Activité 1 : Réaliser des systèmes d'hydraulique villageoise (HV) | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 89,14 | 754,35 | 765,00 | 8 137,21 | 11 390,00 | 1 137,80 | 619,75 | 3 150,00 | 5 171,00 | 671,00 | 14 540,00 | 6 308,80 | 1 290,75 |
| Trésor | 13,06 | 754,35 | 49,24 | 241,11 | 2 386,65 | 226,20 | 170,65 | 150,00 | 5 171,00 | 671,00 | 2 536,65 | 5 397,20 | 841,65 |
| Financement extérieur | 76,08 | 0,00 | 715,77 | 7 896,10 | 9 003,35 | 911,60 | 449,10 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 003,35 | 911,60 | 449,10 |
| Projet 1: AEP localités nord-Est et nord-ouest (projet d'hydraulique rurale) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Programme sectoriel hydraulique | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3 : AEP Localité de Kafonnon (S/P TIERO)/ ONEP - Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Programme d'Aménagements Hydrauliques Sécurité Alimentaire/UEMOA | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5: projet hydraulique et assainissement pour le millénaire | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : entretenir les systèmes d'hydrauliques villageoises | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 2 775,32 | 346,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 786,14 | 6 713,00 | 1 713,00 | 786,14 | 6 713,00 | 1 713,00 |
| Trésor | 2 775,32 | 346,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 786,14 | 6 713,00 | 1 713,00 | 786,14 | 6 713,00 | 1 713,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 : Oprération d'Entretien et Maintenance Pompes à motricité humaine - Entretien et Maintenance des Ouvrages d'Hydraulique villageoise | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Réhabilitation Pompes à motricité humaine - Réhabilitation des Dignes Seuil des retenues d'Eau d'AEP | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3: Assurer la gestion des pompes villageoises | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 25,50 | 35,00 | 40,00 | 50,00 | 51,50 | 53,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 51,50 | 53,05 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 : Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes Hydrauliques à Motricité Humaine | | | | | | | | | | | | | |
| Sous Total Action 2 | 2 864,45 | 1 126,09 | 800,00 | 8 177,21 | 11 440,00 | 1 189,30 | 672,80 | 3 936,14 | 11 884,00 | 2 384,00 | 15 376,14 | 13 073,30 | 3 056,80 |

| Action 3 : Système d'Hydraulique villageoise amélioré | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------|----------|----------|----------|----------|--------|--------|------|------|------|----------|--------|--------|
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 732,81 | 967,56 | 1 386,25 | 665,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 373,39 | 375,28 | 770,17 | 71,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 359,43 | 592,28 | 616,08 | 593,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 1 : Réaliser des systèmes d'hydraulique villageoise amélioré (HVA) | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 732,81 | 967,56 | 1 386,25 | 665,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 373,39 | 375,28 | 770,17 | 71,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 359,43 | 592,28 | 616,08 | 593,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1: Programme de construction de 5 nouveaux HVA | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2: Hydraulique villageoise amélioré KFW VIII - AEP N'Dara s/p Boundiali | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 3: Hydraulique villageoise amélioré KFW VI - AEP Ando Zuma s/p Ando | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Construction Chateau d'Eau à Yomian/ Transua-Assuэфry - AEP Sakassou (Capitale du Royaume Baouléa | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5 : AEP Arrah, Andé et Tiémélékro / ONEP - AEP localités de Touba | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 6 : Hydraulique Villageoise Améliorée d'Allongo - AEP région du Gontougou | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 7 : AEP Yapi Kouamekro (Bocanda) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 8 : AEP des localités de Kongotti et Kouadio-Djekekro/ONEP | | | | | | | | | | | | | |
| Sous Total Action3 | 732,81 | 967,56 | 1 386,25 | 665,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Action 4: Sécurisation des ressources en eau | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 137,95 | 301,91 | 118,77 | 169,60 | 170,10 | 174,69 | 179,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 170,10 | 174,69 | 179,93 |
| Transfert | 740,39 | 740,39 | 623,27 | 415,90 | 300,00 | 309,00 | 318,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 309,00 | 318,27 |
| Investissement | 555,26 | 3 496,22 | 1 453,88 | 4 676,80 | 4 965,00 | 763,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 965,00 | 763,67 | 0,00 |
| Trésor | 555,26 | 2 135,22 | 336,00 | 1 657,74 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 1 361,00 | 1 117,88 | 3 019,06 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| Activité 1 : Rechercher les ressources en eau étatiques du secteur de l'eau potable | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------|----------|----------|----------|----------|--------|--------|------|------|------|----------|--------|--------|
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 99,12 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 99,12 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1: Etudes hydrauliques | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2 : Consolider les droits de l'Etat sur les sites de production de l'eau potable | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 377,47 | 1 607,40 | 250,00 | 1 631,74 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 |
| Trésor | 377,47 | 1 607,40 | 250,00 | 1 631,74 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 965,00 | 763,67 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 : Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable/ONEP | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Indemnisation travaux hydrauliques /ONEP | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 3 : Sécuriser les ressources en eau | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 78,67 | 1 688,82 | 1 203,88 | 3 045,06 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 78,67 | 327,82 | 86,00 | 26,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 1 361,00 | 1 117,88 | 3 019,06 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 : Appui aux Centres de Production en Eau Potable | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 2 : Appui au Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau (LACQUE)/ONEP | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 4 : Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA)/ONEP(HV) | | | | | | | | | | | | | |
| Projet 5 : Programme d'Equipeement en matériels de forage d'eau/ONEP (Don Japonais) | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 4 Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de tous les projets d'infrastructures hydrauliques | | | | | | | | | | | | | |
| Biens services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transfert | 740,39 | 740,39 | 623,27 | 415,90 | 300,00 | 309,00 | 318,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 309,00 | 318,27 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement extérieur | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Projet 1 : Office National de l'Eau Potable | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Activité 5 : Elaborer et faire adopter des textes réglementaires relatifs à l'organisation et au partage des rôles des acteurs étatiques du secteur de l'eau potable | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 6 : Elaborer et faire adopter des textes répressifs contre la fraude sur l'eau | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 7: Proposer le decret portant révision du tarif de l'eau | | | | | | | | | | | | | |
| Projet: DGHH | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 11,13 | 11,95 | 9,45 | 13,40 | 13,40 | 13,80 | 14,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13,40 | 13,80 | 14,22 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 8 : Planifier, assurer la mise en œuvre des travaux de réalisation des infrastructures (DAEZU,DAEZUR) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 12,01 | 12,82 | 6,26 | 7,90 | 7,90 | 8,14 | 8,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7,90 | 8,14 | 8,38 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 9 : Veiller à l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur de l'approvisionnement en eau (DPNR) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 7,94 | 7,80 | 6,23 | 8,80 | 8,80 | 9,06 | 9,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,80 | 9,06 | 9,34 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Activité 10 : Assurer la planification, le suivi et l'évaluation des travaux du secteur de l'hydraulique humaine dans les circonscriptions administratives (DTH) | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Biens services</i> | 106,87 | 269,35 | 96,83 | 139,50 | 140,00 | 143,69 | 148,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 140,00 | 143,69 | 148,00 |
| <i>Transfert</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement extérieur</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sous Total Action 4 | 1 433,59 | 4 538,52 | 2 195,92 | 5 262,29 | 5 435,10 | 1 247,35 | 498,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 435,10 | 1 247,35 | 498,20 |
| Total programme 3 | 57 609,60 | 98 364,56 | 32 362,41 | 88 038,99 | 77 372,39 | 34 471,52 | 14 435,01 | 28 299,38 | 33 920,01 | 12 668,80 | 105 671,78 | 68 391,53 | 27 103,81 |

SECTION 22 : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

I.1.1. Diagnostic

Le taux de croissance démographique relativement élevé (3,5% entre 1998 et 2014; Préviation de 1,7% entre 2014 et 2025¹) fait peser une forte pression sur le système éducatif : 1,5 million² d'enfants de 6-15 ans à scolariser sur la période 2015-2025.

Contexte macroéconomique

Les indicateurs macroéconomiques sont déclinés comme suit:

- un fort taux de croissance moyen de 9,5% par an entre 2012 - 2014 et une prévision de 8% entre 2015 - 2025 ;
- Des ressources internes en augmentation : de 15 500 000 000 FCFA, on passe en 2013 à 18 351 000 000 FCFA en 2015 (RESEN 2015)
- Des ressources externes en augmentation : de 83,3 milliards en 2012, à 201,5 milliards en 2015(RESEN 2015)
- Une part importante des dépenses courantes de l'Etat allouée au secteur Education/Formation (29,5% en 2013);

Le contexte macroéconomique décrit, est favorable pour le financement de l'éducation. Toutefois, avec un niveau déjà élevé des ressources allouées à l'éducation, au regard des standards internationaux (20% (UNESCO), il serait difficile d'espérer une augmentation substantielle desdites ressources à l'avenir.

Accès

- La couverture scolaire est en augmentation dans la partie basse du système mais reste inférieure au niveau moyen des pays comparateurs. De 12 916 écoles primaires en 2013, on passe à 14 857 en 2015 .La scolarisation primaire universelle n'est pas encore réalisée ;
- Le nombre d'enfants en dehors du système, bien qu'en baisse, reste élevé (1 45 millions d'enfants soit 26% en 2013-2014 RESEN 2015) ;
- La croissance des effectifs d'élèves est tirée par le privé au niveau du post-primaire.

Qualité

- L'évaluation des acquis scolaires en Français et Mathématiques dans le primaire révèle une faiblesse dans la qualité de l'éducation en Côte d'Ivoire au regard des pays de la sous-région. Le score moyen sur 100 est de 38,2 en mathématique et de 30,4 en français (DVSP/MEN) (Le taux de réussite moyen au CEPE varie de 67% en 2013 à 82 ,12% en 2015 ; de 40 ,2% 58 ,62% sur

¹ RGPH 2014

² RESEN 2015

la même période pour le BEPC ; 33,58% en 2013 et 39,66% en 2015 pour le BAC. Des redoublements trop fréquents et peu efficaces;

- Parmi les individus qui ont atteint la fin du cycle primaire durant leur jeunesse, seuls 79% savent lire ; 21% sont ou restent analphabètes ;
- 43% d'actifs non éduqués contre 5% en moyenne dans les pays émergents (RESEN 2015)

Gouvernance

- un aléa dans la répartition des ressources enseignantes : des écoles ayant le même nombre d'élèves peuvent avoir des nombres d'enseignants très différents ;
- L'utilisation des ressources (enseignants, salles de classes, intrants pédagogiques, ...) n'est pas optimisée ;
- Une forte variabilité dans le temps d'enseignement entre les écoles.

I.1.2 Identification des problèmes

Le sous-secteur éducation nationale reste confronté à des difficultés majeures de plusieurs ordres, au nombre desquelles :

- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- les problèmes liés à l'accès ;
- les problèmes liés à l'encadrement ;
- les contraintes budgétaires ;
- le matériel didactique ;
- insuffisance d'équipement ;
- la mauvaise répartition spatiale du personnel enseignant ;
- décrochage scolaire important, décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification ;
- problème d'employabilité sans qualification.

Ces contraintes sont amplifiées par le taux élevé d'analphabétisme, les fortes inégalités sociales.

I.1.3 Réponses apportées

Reconnaissant que le développement économique, social et culturel ainsi que toute la politique qui régit la vie d'un pays a pour socle l'accès égal de tous les enfants à une éducation de base de qualité et donc un capital humain compétent et de qualité, la République de Côte d'Ivoire a engagé une réforme de son système éducatif. Un certain nombre de mesures ont été prises à cet effet ; ce sont :

- **Le Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)** : La priorité, tant en matière d'attention politique que des financements et tant de la part des pays que de leurs partenaires, a en effet été portée sur le primaire. On note pourtant, quoiqu'on ait obtenu des progrès significatifs en matière de couverture, la persistance d'un besoin d'amélioration de la rétention des élèves en cours de ce

cycle et d'amélioration des résultats qualitatifs obtenus dans les apprentissages réalisés. Le développement d'activités ciblées sur le jeune enfant (de la naissance à six ou huit ans), dans laquelle la Côte d'Ivoire s'engage aujourd'hui, s'appuie sur un certain nombre de travaux de recherches qui montrent qu'une prise en charge appropriée peut avoir des impacts ultérieurs significatifs pour sa vie, à la fois pour son développement, sa scolarité primaire et au-delà ainsi que pour l'ensemble de la société. C'est pour tout cela qu'elle a décidé de considérer la prise en charge de la petite enfance comme une problématique prioritaire.

- **La réforme du CEPE** : barre d'admission en 6ème : la fixation de la barre d'admission à l'entrée en sixième à 85 points est une initiative gouvernementale mise en œuvre par la commission nationale d'orientation depuis la session 2013. Cette mesure vise une plus grande équité car elle établit les mêmes critères de passage en classe supérieure. Cette réforme contribue à exercer une forte pression sur le collège. D'où la nécessité de construire d'autres collèges. Il est prévu de construire d'ici à 2025, 816 collèges selon le Plan national de Développement (PND). Les financements sont à rechercher.
- **La politique scolarisation obligatoire (PSO)**. Le 17 septembre 2015 la loi sur la scolarisation obligatoire a été votée pour donner la possibilité à tous les enfants de 6 à 16 ans d'acquérir un socle commun de connaissances, de compétences et de culture. La mesure d'instaurer l'obligation scolaire en Côte d'Ivoire intervient dans un contexte marqué par de fortes inégalités dans l'accès, liées au niveau de richesse familiale, au lieu de résidence ou au genre. Le taux d'accès au primaire des enfants du quintile le plus pauvre n'est que de 51%, par rapport à 89% pour les enfants du quintile le plus nanti (RESEN 2015). Les disparités augmentent selon la classe sociale, malgré la suppression des frais d'inscription et la prise d'autres mesures telles que la promotion des cantines scolaires et la distribution d'ouvrages et de kits scolaires.
- **La réforme du collège**: Cette réforme consiste à créer des collèges de proximité fonctionnant en « base 2 », soit avec huit (8) classes. Ces collèges au format réduit, seront situés au plus près des communautés rurales et des familles, afin de permettre aux élèves de résider en famille et surtout aux filles de bénéficier d'un encadrement parental plus effectif, réduisant ainsi pour ces dernières, les risques de grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles. Ces collèges dispenseront un enseignement identique à celui des collèges classiques, l'ensemble des matières étant enseignées par des professeurs polyvalents recrutés sur concours et formés spécialement à cet effet à l'Ecole Normale Supérieure. Sur 816 collèges à construire, 40 ont pu avoir un financement venant de la Banque Mondiale, de l'AFD et de l'USAID. D'autres financements sont à rechercher.
- **Les subventions aux opérateurs privés** : Les établissements privés bénéficient de subventions permettant la prise en charge d'enfants issus de milieux défavorisés et qui ne disposent pas de place dans les écoles publiques à proximité. La qualité offerte par ces établissements ne justifie pas toujours ces subventions. Depuis 2015 un projet de révision de la convention qui lie l'État et les établissements privés a été initié pour une meilleure offre de ce secteur. Reste la finalisation de cette réforme. La mise en œuvre de cette réforme sur l'ensemble du territoire nécessitera la mobilisation de ressources financières auprès de partenaires.

- **L'enseignement des langues maternelles:** cette réforme vise à utiliser les langues nationales comme canal d'enseignement dans le préscolaire et le scolaire. "24 écoles sont déjà implantées dans les localités de Bondoukou pour le Koulango, Adzopé pour l'Attié, Touba pour le Mahou, Aboisso pour l'Agni, Korhogo pour le Sénoufo, Tiébissou pour le Baoulé, Danané pour le Dan, Soubré pour le Bété et Sikensi pour l'Abidji" les résultats d'études menées dans ce sens ont montré que les apprenants assimilent mieux et plus vite les connaissances, lorsque celles-ci, leur sont transmises par le canal de la langue maternelle. L'expérience de l'enseignement des langues maternelles n'est pas allée au-delà des 24 écoles pilotes faute de financements. Pour la vulgarisation de cette importante réforme des ressources financières seront à rechercher.

- **L'entrepreneuriat scolaire :** par la communication en conseil des Ministre du 15 janvier 2015 instituant le développement de l'entrepreneuriat dans le système éducatif ivoirien, le gouvernement veut répondre au problème d'employabilité de la jeunesse et celui de l'insertion sociale d'une population qui risque de basculer dans des activités pouvant perturber l'ordre et l'équilibre social. L'adoption de cette approche éducative s'inscrit d'une part dans la perspective d'une éducation globale qui invite les apprenants à exercer des choix à même de contribuer à un nouvel équilibre social, économique et écologique et d'autre part dans la volonté de l'Etat de donner une réponse durable aux problèmes de l'employabilité en installant la culture entrepreneuriale chez les jeunes dès le plus bas âge.

- **L'Alphabétisation :** en Côte d'Ivoire, dans la population des 15-45 ans, 63 % des individus sont analphabètes (RESEN 2015). Malgré ses énormes potentialités humaines et matérielles, la Côte d'Ivoire est encore à la traîne et des milliers d'Ivoiriens sont incapables d'être autonomes car ils ne savent ni lire ni écrire. Pour adresser ce problème, le Gouvernement s'est doté d'un plan stratégique visant la réduction du taux d'analphabètes à 35% d'ici l'horizon 2020. Ainsi, des centres d'alphabétisation seront créés dans les écoles et les communautés rurales et des ressources financières seront mobilisées pour financer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les personnes alphabétisées. L'accent sera également mis spécifiquement sur l'intensification de la formation fonctionnelle des adultes et plus particulièrement des femmes. En amont de ces initiatives, une stratégie globale de lutte contre l'exclusion scolaire sera développée.

I.1.4 Défis et priorités

Le RESEN 2015 a permis d'identifier les défis structurels importants à relever par le pays dans les années à venir pour la mise en œuvre d'une nouvelle politique éducative efficace et équitable. Cette politique développée dans un contexte de viabilité financière devrait permettre à la Côte d'Ivoire de faire des avancées significatives vers l'atteinte des objectifs du développement durable, plus particulièrement l'achèvement universel de l'enseignement primaire. Les principaux défis identifiés sont présentés ci-dessous.

I.1.4.1- Le défi de l'inclusion

Assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants des deux sexes, de tous les milieux socioéconomiques y compris les enfants à besoins spéciaux

I.1.4.2- Le défi de la réussite pour tous

D'un système élitiste qui sélectionne les meilleurs et abandonne les autres à leur sort, nous devons bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre l'enseignement général, l'enseignement technique et la formation professionnelle.

I.1.4.3- Le défi de l'employabilité des sortants

Il y a une forte inadéquation quantitative et qualitative entre l'offre et la demande d'emploi.
65% des sortants du primaire sont inactifs; 98% de ceux qui sont actifs exercent dans l'informel ;
Les sortants du supérieur et de la FP ont plus de chance de s'insérer dans la vie active.

I-2- Politique sectorielle

I.2.1 Principales orientations stratégiques du Ministère

Pour l'éducation de base, le plan décennal (2016-2025), en attente de validation, opère des choix stratégiques en cohérence avec les perspectives de ressources financières, les capacités du système éducatif et les impératifs de restauration de la qualité. Parmi ces choix, les principaux sont les suivants, au-delà des importants programmes de construction et d'équipements et du développement du préscolaire et de l'alphabétisation:

- Une politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes.
- Des parcours scolaires facilités dans tout le cycle de base, régulés au-delà, et des transitions sans rupture entre les cycles scolaires et les formations professionnelles.
- Une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes et la résorption progressive des situations nuisant aux apprentissages (effectifs pléthoriques, sous-équipement). Cette politique repose sur l'action des directions des établissements et des échelons déconcentrés de l'administration ; elle s'appuie sur des indicateurs déclinés à l'échelon local et mettant en lumière les disparités de situations qu'il convient de résorber.
- Une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants et en bâtiments, relevant elle aussi des responsabilités locales clairement identifiées et de mandats explicites.

I.2.2 Grands résultats attendus

Le Gouvernement a pris l'option de rendre l'éducation et la formation obligatoires pour les enfants âgés de 6 à 16 ans. La future politique identifie les conditions de mise en œuvre de cette orientation politique ainsi que les conditions nécessaires pour le développement du capital humain pouvant accompagner l'émergence de la Côte d'Ivoire. Les axes principaux de cette politique sont :

- l'amélioration la qualité des apprentissages dispensés à l'enseignement de base en augmentant la fourniture des intrants pédagogiques, la formation et la motivation des enseignants, l'encadrement des élèves...etc. ; ainsi que par l'amélioration d'une offre d'accueil de qualité pour la petite enfance ;
- l'accueil de tous les enfants de 6 à 11 ans dans des structures de l'enseignement primaire (six ans de scolarité complète) ; l'accès d'une très grande majorité des sortants du primaire au collège qui disposera de tous les intrants pédagogiques nécessaires, d'enseignants formés et d'infrastructures équitablement répartis sur toute l'étendue du territoire ;
- la maîtrise des flux d'élèves à l'entrée du secondaire général pour permettre de consacrer plus de moyens au renforcement des apprentissages plus particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques ;
- le développement de l'alphabétisation de façon à fournir les aptitudes de base nécessaires à une meilleure insertion socioéconomique, tout en mettant l'accent sur les catégories défavorisées.

I-3- Mission-vision du Ministère

Les missions et attributions du MEN sont contenues dans le *Décret n° 2014-678 du 05 novembre 2014*.

Conformément aux dispositions dudit décret, Le Ministre de l'Education Nationale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'éducation nationale. A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire, secondaire général ;
- gestion administrative et pédagogique des structures du primaire, du secondaire général ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques
- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'enseignement et de formation en liaison avec le ministère en charge des technologies de l'information et de la communication ;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire ;
- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire, secondaire général ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire, secondaire général ;

- intégration des programmes pour la prévention et de l'éducation du VIH/SIDA dès le premier cycle ;
- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives en liaison avec les ministères concernés ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire, secondaire général ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire, secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales.

I-4- Identification des programmes

La mission du ministère se décline en quatre programmes :

Programme 1 : Administration Générale ;

Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire ;

Programme 3 : Enseignement Secondaire Général ;

Programme 4 : Alphabétisation et Education non Formelle.

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projet annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

| Programmes | Directions/Services concernés | PROJETS PIP | PROJETS HORS PIP |
|---|---|---|------------------|
| P1 : Administration générale | DSPS, DAF, DOB, CIO, DREN, DDEN, DEEP, Commission Nationale UNESCO, DRH, IGEN, DPFC, Antennes pédagogiques, DECO, CNMS, DELC, DMOSS, Commission Nationale de Préparation de la rentrée scolaire (CNPRS), Cabinet, Secrétariat Général du ministère; DAPS-COGES; Directions de la vie scolaires(DVS), SCDA, DEP, DTSI, DAJ | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base)/C2D ➤ Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D ➤ Cartographie des infrastructures scolaires ➤ Renforcement dispositif collecte des données ➤ Prog Spécial Réhabilitat° et Equipmt Education Nationale/DGBF ➤ Mise en place Système de Gestion des Carrières dans le Primaire (SIGE) ➤ Projet d'appui au renforcement du pilotage | |
| P2 : Enseignement Pré-scolaire et Primaire | EPP, CAFOP; COGES; SNAPS Inspection COGES, IEP; IGEN primaire | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Programme Alimentaire Mondial (PAM/CI) ➤ Projet éducation de base/UNICEF ➤ Projet d'Urgence d'Appui à l'Education de Base ➤ Acquisition de manuels scolaires ➤ Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire ➤ Equipement en Kits Pédagogiques des EPP ➤ Projet Dév éducatif/Commune | |
| P3 : Enseignement Secondaire Général | Collèges et Lycées d'enseignement général, IGEN secondaire | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet Dév éducatif/Conseil. Général. ➤ Construction Lycées d'enseignement général ➤ Programme de construction de Collèges et lycées ➤ Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles Avec Internats ➤ Rénovation des établissements du second degré | |
| P4 : Alphabétisation et Education Non Formelle | DAAENF | Stratégie nationale de l'alphabétisation | |

II.1.2- Tableau de performance

PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE

| L'objectif global: promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats | | | | | | | |
|---|---|--|----------|--------|--------|-----------------------------------|---|
| Objectif | Indicateurs | Reference | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs | |
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | | |
| Objectif spécifique 1.1 | Améliorer le système de planification | Indicateur 1 : Durée de production des statistiques scolaires annuelles définitives | 5 mois | 4 mois | 4 mois | 4 mois | (date de présentation officielle des données statistiques) - (Date de départ des l'enquêtes) |
| | | Indicateur 2 : Taux de réalisation du programme de construction des salles de classe | 80% | 80% | 85% | 90% | |
| | | Indicateur 3 : Pourcentage d'élèves immatriculés au secondaire | 98% | 100% | 100% | 100% | (Nombre d'élèves immatriculés) X 100 / effectif attendu d'élèves |
| Objectif spécifique 1.2 | Améliorer le système de gestion des ressources humaines | Indicateur 1 Pourcentage de DREN dont le ratio élèves enseignant est 10% de la moyenne | 7% | 5% | 3% | 2% | Nombre de DREN ayant un ratio élèves enseignants d'au moins de 50 / nombre total de DREN |
| Objectif spécifique 1.3 | Améliorer la gestion financière | Indicateur 1 : Proportion du budget consacrée aux dépenses hors salaire et abonnement | 28% | 30% | 32% | 34% | Dépenses hors salaire / total dépenses courantes |
| | | Indicateur 2 : Taux d'exécution du budget | En cours | 100% | 100% | 100% | Budget réalisé/Budget programmé |
| Objectif spécifique 1.4 | Améliorer le système d'information et de communication | Indicateur 1 : Pourcentage de structures centrales et déconcentrées connectés | 75% | 90% | 95% | 100% | Nombre de structures centrales et déconcentrées connectés / nombre total de structures centrales et déconcentrées |
| | | Indicateur 2 : Nombre d'applicatifs clés opérationnels | | | | | Compter le nombre d'applicatif |

PROGRAMME 2: ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE

| Objectif | | Indicateurs | Référence | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs |
|--|--|--|-----------|---------|---------|---------|---|
| | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| L'objectif global: favoriser l'accès à l'éducation préscolaire et primaire sur toute l'étendue du territoire national | | | | | | | |
| Objectif spécifique 2.1 | Améliorer l'accès au préscolaire et au primaire | <u>Indicateur 1</u> : Taux brut de scolarisation au préscolaire | 8,20% | 9,10% | 9,98% | 11,40% | Diviser le nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation |
| | | <u>Indicateur 2</u> : Taux brut de scolarisation au primaire | 101,3% | 104,91% | 108,55% | 113,33% | Diviser le nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation |
| | | <u>Indicateur 3</u> : Taux d'accès au CP1 | 113,34% | 122,34% | 132,75% | 144,38% | Diviser le nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge, par le nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école |
| | | <u>Indicateur 4</u> : Taux d'accès des filles au CP1 | 113,30% | 124,25% | 135,79% | 148,94% | Diviser le nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge, par le nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école |
| | | <u>Indicateur 5</u> : Indice de parité entre les sexes au primaire | 0,95 | 0,97 | 0,98 | 0,99 | Diviser la valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin par la valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin |
| | | <u>Indicateur 6</u> : Pourcentage d'élèves dans le privé | 10,90% | 8,70% | 7,50% | 6,50% | Diviser l'effectif élèves du primaire dans le privé par l'effectif effectif total des élèves du primaire |
| Objectif spécifique 2.2 | Améliorer la qualité au préscolaire et au primaire | <u>Indicateur 1</u> : Ratio élève-maitre (Taux d'encadrement) | 41 | 40 | 40 | 40 | Diviser l'effectif élève du primaire par l'effectif enseignant du primaire |
| | | <u>Indicateur 2</u> : taux d'achèvement au primaire | 69,10% | 72,27% | 65,34% | 65,82% | Diviser le nombre des nouveaux inscrits en dernière année du primaire, quel que soit leur âge, par l'effectif de la population ayant l'âge théorique d'entrer en dernière année du primaire |
| | | <u>Indicateur 3</u> : Taux de redoublement | 13,59% | 11,97% | 10,84% | 9,50% | Diviser le nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t+1 par le nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente t |
| | | <u>Indicateur 4</u> : Taux de succès au CEPE | 83,33 | 85% | 88% | 90% | Diviser le nombre d'élèves admis CEPE par le nombre de candidats |

PROGRAMME 3: ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

| L'objectif global: favoriser l'accès à l'enseignement secondaire général sur toute l'étendue du territoire national | | | | | | | |
|---|---|--|-----------|---------|--------|---------|--|
| Objectif | | Indicateurs | Référence | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs |
| | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Objectif spécifique 2.1 | Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire | Indicateur 1 : Taux d'accès en sixième | 61,30% | 66 ,83% | 69,99% | 73 ,39% | Diviser le nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge, par le nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école |
| | | Indicateur 2 : Taux brut de scolarisation au collège | 58,40% | 60% | 62% | 65% | Diviser le nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation |
| | | Indicateur 3 : Taux d'accès en seconde | 27,50% | 33,88% | 39,13% | 44 ,2 | Diviser le nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge, par le nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école |
| Objectif spécifique 2.2 | Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire | Indicateur 1 : Taux de succès au BEPC | 59,11% | 60,50% | 62% | 65% | Diviser le nombre d'élèves admis au BEPC par le nombre d'élèves candidats |
| | | Indicateur 2 : Taux de succès au BAC | 42 ,38% | 45% | 48% | 50% | Diviser le nombre d'élèves admis au BAC par le nombre d'élèves candidats |

PROGRAMME4: ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE

| L'objectif global: réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire | | | | | | | |
|--|--|--------------------------------------|-----------|--------|------|------|--|
| Objectif | | Indicateurs | Référence | Cibles | | | Méthode de calcul des indicateurs |
| | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Objectif spécifique 4.1 | Redynamiser et rendre accessible l'alphabétisation | Indicateur 1 : Taux d'analphabétisme | 56,10% | 50% | 45% | 40% | Diviser la population analphabète par la population totale de Côte d' Ivoire |

II.1.3- Tableau financier global

| en milliards FCFA | HISTORIQUE | | | ACTUEL | REFERENCE | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|--|---------------|--------------|---------------|----------------|----------------|---------------|---------------|-----------------|----------|----------|-------------------|---------------|---------------|
| | 2013 Réal | 2014 Réal | 2015 Réal | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| RESSOURCES | 491,03 | 563,7 | 675,97 | 885,752 | 817,909 | 842,44 | 869,72 | 0 | 0 | 0 | 817,909 | 842,44 | 869,72 |
| 1.1. Ressources interieures | 483,42 | 556,17 | 665,89 | 879,956 | 807,609 | 842,44 | 869,72 | 0 | 0 | 0 | 807,609 | 842,44 | 869,72 |
| 1.1.1 Budget de l'Etat | 483,42 | 556,17 | 665,89 | 879,956 | 807,609 | 842,44 | 842,44 | 0 | 0 | 0 | 807,609 | 842,44 | 869,72 |
| 1.1.2 Recettes propres (structures) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2 Ressources Exterieures | 7,61 | 7,53 | 10,08 | 5,796 | 10,3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10,3 | 0 | 0 |
| 1.2.1 Part bailleurs des projets (dons/Emprunts) | 7,61 | 7,53 | 10,08 | 5,796 | 10,3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10,3 | 0 | 0 |
| 1.2.2 Appuis budgetaires ciblés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 01.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors budget)* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DEPENSES | 491,03 | 563,7 | 675,97 | 885,752 | 817,909 | 842,44 | 869,72 | 0 | 0 | 0 | 817,909 | 842,44 | 869,72 |
| 2.1. Personnel | 400,31 | 470,3 | 546,91 | 606,963 | 631,263 | 650,20 | 669,71 | 0 | 0 | 0 | 631,263 | 650,20 | 669,71 |
| 2.2.1 Solde | 400,31 | 470,3 | 546,91 | 606,963 | 631,263 | 650,20 | 669,71 | 0 | 0 | 0 | 631,263 | 650,20 | 669,71 |
| 2.2.2 contractuels hors solde | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.3 Biens et services | 21,13 | 22,08 | 22,87 | 30,335 | 35,376 | 36,43 | 37,53 | 0 | 0 | 0 | 35,376 | 36,43 | 37,53 |
| 2.4 Transferts et subventions | 38,93 | 41,76 | 75,53 | 98,314 | 97,905 | 100,84 | 103,86 | 0 | 0 | 0 | 97,905 | 100,84 | 103,86 |
| 2.5 Investissement | 30,66 | 29,56 | 30,66 | 150,14 | 53,365 | 54,96 | 56,61 | 0 | 0 | 0 | 53,365 | 54,96 | 56,61 |
| 2.5.1 Tresor | 23,05 | 22,03 | 20,58 | 144,344 | 43,065 | 54,96 | 56,61 | 0 | 0 | 0 | 43,065 | 54,96 | 56,61 |
| 2.5.3 Financement extérieur | 7,61 | 7,53 | 10,08 | 5,796 | 10,3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10,3 | 0 | 0 |
| Dons | 3,21 | 7,45 | 10,08 | 5,796 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 |
| Emprunts | 4,4 | 0,08 | 0 | 0 | 6,3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6,3 | 0 | 0 |

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE

| en milliards FCFA | HISTORIQUE | | | ACTUEL | REFERENCE | | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|-----------------|----------|---------------|-------------------|---------------|--|
| | 2013 Réal | 2014 Réal | 2015 Réal | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Personnel | 33,947 | 39,882 | 46,378 | 49,169 | 53,532 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 53,532 | 0 | 0 | |
| Biens et Services | 5,403 | 6,162 | 5,618 | 13,007 | 10,306 | 4,916 | 5,064 | 0 | 0 | 0 | 10,306 | 4,916 | 5,064 | |
| Transferts | 5,257 | 8,527 | 11,894 | 12,354 | 10,477 | 10,791 | 11,115 | 0 | 0 | 0 | 10,477 | 10,791 | 11,115 | |
| Investissements | 5,144 | 7,072 | 8,374 | 9,658 | 9,399 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9,399 | 0 | 0 | |
| TOTAL DEPENSE | 49,751 | 61,643 | 72,264 | 84,188 | 83,714 | 15,707 | 16,179 | 0 | 0 | 0 | 83,714 | 15,707 | 16,179 | |

PROGRAMME 2: ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE

| en milliards FCFA | HISTORIQUE | | | Actuel | REFERENCE | | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|----------|-----------------|----------|----------------|-------------------|---------------|--|
| | 2013 Réal | 2014 Réal | 2015 Réal | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Personnel | 231,461 | 271,929 | 316,221 | 352,711 | 364,996 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 364,996 | 0 | 0 | |
| Biens et Services | 7,249 | 7,512 | 9,527 | 16,188 | 17,903 | 18,44 | 18,993 | 0 | 0 | 0 | 17,903 | 18,44 | 18,993 | |
| Transferts | 6,939 | 8,301 | 15,459 | 13,941 | 13,955 | 14,374 | 14,805 | 0 | 0 | 0 | 13,955 | 14,374 | 14,805 | |
| Investissements | 18,548 | 14,512 | 15,197 | 115,022 | 12,371 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12,371 | 0 | 0 | |
| TOTAL DEPENSE | 264,196 | 302,254 | 356,404 | 497,862 | 409,225 | 32,814 | 33,798 | 0 | 0 | 0 | 409,225 | 32,814 | 33,798 | |

PROGRAMME 3: ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

| en milliards FCFA | HISTORIQUE | | | ACTUEL | REFERENCE | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|----------|----------|-------------------|---------------|---------------|
| | 2013 Réal | 2014 Réal | 2015 Réal | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Personnel | 134,625 | 158,163 | 183,925 | 204,678 | 212,293 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 212,293 | 0 | 0 |
| Biens et Services | 8,224 | 8,136 | 7,531 | 6,92 | 7,016 | 7,179 | 7,395 | 0 | 0 | 0 | 7,016 | 7,179 | 7,395 |
| Transferts | 26,733 | 24,927 | 48,181 | 66,091 | 73,473 | 75,677 | 77,947 | 0 | 0 | 0 | 73,473 | 75,677 | 77,947 |
| Investissements | 6,856 | 7,826 | 6,938 | 24,558 | 31,195 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31,195 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSE | 176,438 | 199,053 | 246,574 | 302,247 | 323,97 | 82,856 | 85,342 | 0 | 0 | 0 | 323,97 | 82,856 | 85,342 |

PROGRAMME 4: ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE

| en milliards FCFA | HISTORIQUE | | | ACTUEL | REFERENCE | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|----------|----------|-------------------|--------------|--------------|
| | 2013 Réal | 2014 Réal | 2015 Réal | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Personnel | 0,28 | 0,329 | 0,383 | 0,405 | 0,442 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,442 | 0 | 0 |
| Biens et Services | 0,251 | 0,271 | 0,192 | 0,147 | 0,151 | 0,155 | 0,16 | 0 | 0 | 0 | 0,151 | 0,155 | 0,16 |
| Transferts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements | 0,115 | 0,15 | 0,15 | 0,902 | 0,4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,400 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSE | 0,646 | 0,75 | 0,724 | 1,454 | 0,993 | 0,155 | 0,160 | 0 | 0 | 0 | 0,993 | 0,155 | 0,160 |

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

| milliards FCFA | HISTORIQUE | | | | | | Actuel 2016 | REFERENCE | | | MESURE NOUVELLE | | | PROJECTION FINALE | | |
|---|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|-----------|-------|-------|-----------------|------|------|-------------------|-------|-------|
| | 2013 Réal | 2013 Prog | 2014 Réal | 2014 Prog | 2015 Réal | 2015 Prog | | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE | 49,75 | 52,11 | 61,64 | 61,63 | 72,26 | 74,20 | 81,80 | 24,68 | 15,71 | 16,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24,68 | 15,71 | 16,18 |
| OBJECTIF 1 : AMELIORER LE SYSTEME DE PLANIFICATION | 0,66 | 0,66 | 0,75 | 0,75 | 0,73 | 1,15 | 0,71 | 0,78 | 0,68 | 0,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,78 | 0,68 | 0,70 |
| <i>Action 1: Rendre accessible les données statistiques et accroître les capacités en planification</i> | 0,66 | 0,66 | 0,75 | 0,75 | 0,73 | 1,15 | 0,71 | 0,78 | 0,68 | 0,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,78 | 0,68 | 0,70 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,56 | 0,56 | 0,65 | 0,65 | 0,53 | 0,78 | 0,49 | 0,66 | 0,68 | 0,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,66 | 0,68 | 0,70 |
| ▪ Mise en place d'un cadre pérenne de planification, coordination et suivi | 0,56 | 0,56 | 0,65 | 0,65 | 0,53 | 0,78 | 0,49 | 0,66 | 0,68 | 0,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,66 | 0,68 | 0,70 |
| ▪ Renforcer le fonctionnement et améliorer le cadre de travail des directions régionales et départementales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| Mesures nouvelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Assise de la commission carte scolaire et visite de conformité des établissements à ouvrir | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Elaboration de l'annuaire statistique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,08 | 0,09 | 0,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,08 | 0,09 | 0,09 |
| ▪ Etude Géoreférence | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Formation des IEC | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Production Annuaire statistique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,20 | 0,37 | 0,22 | 0,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,12 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Trésor [A] | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,20 | 0,37 | 0,22 | 0,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,12 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Cartographie des infrastructures scolaire | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,09 | 0,13 | 0,13 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,07 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Renforcement dispositif collecte des données | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,06 | 0,09 | 0,09 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,05 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Extérieur [B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OBJECTIF 2 : AMELIORER LE SYSTEME DE GESTION DES RH | 6,49 | 8,85 | 9,19 | 9,14 | 12,64 | 12,96 | 12,92 | 11,29 | 11,59 | 11,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11,29 | 11,59 | 11,94 |
| <i>Action 1: Renforcer le cadre de travail et de gestion du personnel du MEN</i> | 6,49 | 8,85 | 9,19 | 9,14 | 12,64 | 12,96 | 12,92 | 11,29 | 11,59 | 11,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11,29 | 11,59 | 11,94 |
| Personnel | 33,947 | 33,947 | 39,882 | 39,882 | 46,378 | 46,378 | 49,090 | 53,532 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53,532 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,53 | 0,53 | 0,66 | 0,61 | 0,75 | 1,07 | 0,56 | 0,81 | 0,80 | 0,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,81 | 0,80 | 0,82 |
| ▪ Gestion de personnel et renforcement de Capacité | 0,53 | 0,53 | 0,66 | 0,61 | 0,75 | 1,07 | 0,56 | 0,81 | 0,80 | 0,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,81 | 0,80 | 0,82 |
| Transferts | 5,26 | 5,26 | 8,53 | 8,53 | 11,89 | 11,89 | 12,35 | 10,48 | 10,79 | 11,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10,48 | 10,79 | 11,11 |
| ▪ Examen et concours MEN | 5,26 | 5,26 | 8,53 | 8,53 | 11,89 | 11,89 | 12,35 | 10,48 | 10,79 | 11,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10,48 | 10,79 | 11,11 |
| Investissement [A+B] | 0,70 | 3,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| Financement Trésor [A] | 0,70 | 3,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Extérieur [B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OBJECTIF 3 : AMELIORER LA GESTION FINANCIERE | 42,44 | 42,44 | 51,58 | 51,62 | 58,73 | 59,88 | 68,05 | 12,50 | 3,36 | 3,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12,50 | 3,36 | 3,46 |
| <i>Action 1: Accroître l'efficacité en matière de gestion financière et matériel</i> | 42,30 | 42,30 | 51,26 | 51,30 | 58,36 | 59,30 | 67,76 | 12,03 | 3,03 | 3,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12,03 | 3,03 | 3,12 |
| Personnel | 33,95 | 33,95 | 39,88 | 39,88 | 46,38 | 46,38 | 51,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 4,12 | 4,12 | 4,48 | 4,51 | 3,87 | 4,44 | 7,10 | 2,94 | 3,03 | 3,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,94 | 3,03 | 3,12 |
| ▪ Gestion financière | 4,12 | 4,12 | 4,48 | 4,51 | 3,87 | 4,44 | 7,10 | 2,94 | 3,03 | 3,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,94 | 3,03 | 3,12 |
| ▪ Formation des économes | 0,05 | 0,05 | 0,12 | 0,12 | 0,03 | 0,05 | 0,05 | 0,15 | 0,15 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,15 | 0,16 |
| ▪ Millénium Challenge Corporation (MCC) | 0,08 | 0,08 | 0,05 | 0,05 | 0,08 | 0,08 | 0,10 | 0,10 | 0,11 | 0,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,10 | 0,11 | 0,11 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 4,23 | 4,23 | 6,90 | 6,90 | 8,11 | 8,48 | 9,37 | 9,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9,09 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Trésor [A] | 3,99 | 3,99 | 6,90 | 6,90 | 8,11 | 8,48 | 9,37 | 9,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9,09 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Prog Spécial Réhabilitat° et Equipmt Education Nationale/DGBF | 0,59 | 0,59 | 0,78 | 0,78 | 1,70 | 1,87 | 0,50 | 0,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,38 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Educ. Base)/C2D | 2,50 | 2,50 | 4,91 | 4,91 | 5,89 | 5,89 | 4,71 | 4,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,71 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Extérieur [B] | 0,23 | 0,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,23 | 0,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Action 2: Renforcer la coordination</i> | 0,15 | 0,15 | 0,31 | 0,32 | 0,37 | 0,58 | 0,29 | 0,47 | 0,33 | 0,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,47 | 0,33 | 0,34 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,15 | 0,15 | 0,31 | 0,32 | 0,37 | 0,58 | 0,29 | 0,32 | 0,33 | 0,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,32 | 0,33 | 0,34 |
| ▪ Fonctionnement pour la coordination générale | 0,15 | 0,15 | 0,31 | 0,32 | 0,37 | 0,58 | 0,29 | 0,32 | 0,33 | 0,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,32 | 0,33 | 0,34 |
| ▪ Formation et sensibilisation au CDMT/GAR | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 0,02 | 0,02 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Trésor [A] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ Projet d'appui au renforcement du pilotage | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Extérieur [B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OBJECTIF 4: AMELIORER LE SYSTEME DE DIFFUSION DE L'INFO | 0,16 | 0,16 | 0,12 | 0,12 | 0,16 | 0,21 | 0,13 | 0,11 | 0,07 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,11 | 0,07 | 0,07 |
| <i>Action 1: Renforcer le cadre de collecte et de diffusion de l'information</i> | 0,16 | 0,16 | 0,12 | 0,12 | 0,16 | 0,21 | 0,13 | 0,11 | 0,07 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,11 | 0,07 | 0,07 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,04 | 0,04 | 0,05 | 0,05 | 0,10 | 0,14 | 0,05 | 0,07 | 0,07 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,07 | 0,07 | 0,07 |
| ▪ Fonctionnement des Services rattachés | 0,04 | 0,04 | 0,05 | 0,05 | 0,10 | 0,14 | 0,05 | 0,07 | 0,07 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,07 | 0,07 | 0,07 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 0,12 | 0,12 | 0,07 | 0,07 | 0,06 | 0,07 | 0,07 | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Trésor [A] | 0,12 | 0,12 | 0,07 | 0,07 | 0,06 | 0,07 | 0,07 | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| ▪ <i>Mise en place de système de gestion</i> | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,06 | 0,07 | 0,07 | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE | 264,20 | 267,56 | 302,25 | 319,25 | 356,40 | 366,32 | 462,85 | 44,23 | 32,81 | 33,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44,23 | 32,53 | 33,50 |
| OBJECTIF 1: AMELIORER L'ACCES AU PRIMAIRE | 253,60 | 256,96 | 288,38 | 305,38 | 338,79 | 341,48 | 437,26 | 20,94 | 10,18 | 10,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20,94 | 10,18 | 10,48 |
| <i>Action 1: Renforcer le cadre de travail et de suivi dans les établissements d'enseignement primaire et préscolaire</i> | 253,60 | 256,96 | 288,38 | 305,38 | 338,79 | 341,48 | 437,26 | 20,94 | 10,18 | 10,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20,94 | 10,18 | 10,48 |
| Personnel | 231,46 | 231,46 | 271,93 | 271,93 | 316,22 | 316,22 | 349,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,99 | 0,99 | 1,67 | 1,67 | 0,94 | 1,31 | 0,80 | 1,06 | 1,09 | 1,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,06 | 1,09 | 1,13 |
| ▪ <i>Fonctionnement des écoles primaires</i> | 0,99 | 0,99 | 1,67 | 1,67 | 0,94 | 1,31 | 0,80 | 1,06 | 1,09 | 1,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,03 | 1,06 | 1,09 |
| Transferts | 3,94 | 3,94 | 3,93 | 3,93 | 8,80 | 8,80 | 8,80 | 8,82 | 9,08 | 9,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,82 | 9,08 | 9,36 |
| ▪ <i>Etablissements Primaire laïc et confessionnel privé</i> | 3,94 | 3,94 | 3,93 | 3,93 | 8,80 | 8,80 | 8,80 | 8,82 | 9,08 | 9,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,82 | 9,08 | 9,36 |
| Investissement [A+B] | 17,21 | 20,57 | 10,85 | 27,85 | 12,83 | 15,14 | 77,95 | 11,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11,06 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 9,84 | 10,04 | 3,32 | 3,32 | 2,75 | 3,60 | 74,16 | 7,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7,06 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Projets de Dév éducatif/communes</i> | 2,25 | 2,25 | 2,35 | 2,35 | 2,00 | 2,85 | 3,00 | 4,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,23 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>PAM/CI</i> | 0,39 | 0,59 | 0,39 | 0,39 | 0,67 | 0,67 | 0,70 | 2,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,58 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>PUAEB</i> | 7,03 | 7,03 | 0,49 | 0,49 | 0,08 | 0,08 | 0,10 | 0,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,06 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,12 | 0,55 | 0,35 | 0,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,19 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 7,38 | 10,54 | 7,53 | 24,53 | 10,08 | 11,54 | 3,80 | 4,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 3,21 | 6,37 | 7,45 | 24,45 | 10,08 | 11,54 | 3,80 | 4,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>PAM/CI</i> | 2,94 | 4,74 | 2,84 | 4,84 | 4,06 | 5,51 | 3,80 | 4,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 4,17 | 4,17 | 0,08 | 0,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OBJECTIF 2: AMELIORER LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | 10,60 | 10,60 | 13,87 | 13,87 | 17,61 | 24,84 | 25,60 | 23,29 | 22,64 | 23,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23,29 | 22,35 | 23,02 |
| <i>Action 1: Former et Renforcer les capacités humaines et matérielles des acteurs de l'enseignement primaire et préscolaire</i> | 9,63 | 9,63 | 12,78 | 12,78 | 16,82 | 23,72 | 25,01 | 22,69 | 22,02 | 22,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22,69 | 21,75 | 22,41 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 5,30 | 5,30 | 4,75 | 4,75 | 7,80 | 8,02 | 14,81 | 16,24 | 16,73 | 17,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16,24 | 16,46 | 16,96 |
| ▪ <i>Dotation pour le renforcement des capacités humaines et matérielles des acteurs de l'enseignement primaire et préscolaire</i> | 5,30 | 5,30 | 4,75 | 4,75 | 7,80 | 8,02 | 14,81 | 16,24 | 16,73 | 17,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,98 | 16,46 | 16,96 |
| Transferts | 3,00 | 3,00 | 4,37 | 4,37 | 6,65 | 7,01 | 5,14 | 5,14 | 5,29 | 5,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5,14 | 5,29 | 5,45 |
| ▪ <i>COGES</i> | 1,31 | 1,31 | 1,31 | 1,31 | 0,98 | 1,31 | 1,31 | 1,31 | 1,35 | 1,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,31 | 1,35 | 1,39 |
| ▪ <i>STAGIAIRES CAFOP</i> | 1,69 | 1,69 | 3,06 | 3,06 | 5,67 | 5,70 | 3,83 | 3,83 | 3,94 | 4,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,83 | 3,94 | 4,06 |
| Investissement [A+B] | 1,34 | 1,34 | 3,66 | 3,66 | 2,37 | 8,69 | 5,07 | 1,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,31 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 1,34 | 1,34 | 3,66 | 3,66 | 2,37 | 8,69 | 5,07 | 1,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,31 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Projet éducation de base/UNICEF</i> | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 3,80 | 3,81 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Equipement en Kits Pédagogiques des EPP</i> | 0,97 | 0,97 | 1,40 | 1,40 | 1,01 | 2,65 | 0,70 | 0,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,65 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Acquisition de Manuels Scolaires</i> | 0,00 | 0,00 | 0,87 | 0,87 | 1,34 | 2,24 | 0,56 | 0,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,65 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|------|------|------|--------|-------|-------|
| <i>Action 2: Renforcer le cadre de contrôle et de suivi des structures d'encadrements et de formations</i> | 0,96 | 0,96 | 1,09 | 1,09 | 0,79 | 1,13 | 0,59 | 0,60 | 0,62 | 0,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,60 | 0,59 | 0,61 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,96 | 0,96 | 1,09 | 1,09 | 0,79 | 1,13 | 0,59 | 0,60 | 0,62 | 0,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,60 | 0,59 | 0,61 |
| ▪ <i>Fonctionnement des structures d'encadrement</i> | 0,96 | 0,96 | 1,09 | 1,09 | 0,79 | 1,13 | 0,59 | 0,60 | 0,62 | 0,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,58 | 0,59 | 0,61 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL | 176,44 | 176,94 | 199,05 | 204,10 | 246,57 | 252,42 | 288,85 | 111,68 | 82,86 | 85,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 111,68 | 82,86 | 85,34 |
| OBJECTIF 1: AMELIORER L'ACCES AU SECONDAIRE | 167,86 | 168,36 | 192,42 | 197,47 | 244,77 | 250,42 | 286,92 | 107,68 | 78,73 | 81,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 107,68 | 78,73 | 81,10 |
| <i>Action 1: Renforcer le cadre de travail et de suivi dans les établissements d'enseignement secondaire général</i> | 167,86 | 168,36 | 192,42 | 197,47 | 244,77 | 250,42 | 286,92 | 107,68 | 78,73 | 81,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 107,68 | 78,73 | 81,10 |
| Personnel | 134,63 | 134,63 | 158,16 | 158,16 | 183,92 | 183,92 | 203,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 7,36 | 7,36 | 7,42 | 7,47 | 6,70 | 7,89 | 5,99 | 4,11 | 4,19 | 4,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,11 | 4,19 | 4,32 |
| ▪ <i>Fonctionnement des lycées</i> | 5,31 | 5,31 | 5,44 | 5,44 | 5,07 | 5,78 | 4,07 | 2,46 | 2,53 | 2,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,46 | 2,53 | 2,61 |
| ▪ <i>Fonctionnement des collèges</i> | 2,05 | 2,05 | 1,98 | 2,03 | 1,62 | 2,11 | 1,92 | 1,66 | 1,66 | 1,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,66 | 1,66 | 1,71 |
| Transferts | 19,02 | 19,02 | 19,02 | 19,02 | 47,21 | 47,48 | 67,97 | 72,37 | 74,54 | 76,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72,37 | 74,54 | 76,78 |
| ▪ <i>Etablissement secondaire privé laïc et confessionnel</i> | 19,02 | 19,02 | 19,02 | 19,02 | 47,21 | 47,48 | 67,97 | 72,37 | 74,54 | 76,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72,37 | 74,54 | 76,78 |
| Investissement [A+B] | 6,86 | 7,36 | 7,83 | 12,83 | 6,94 | 11,13 | 9,56 | 31,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31,19 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 6,86 | 6,86 | 7,83 | 7,83 | 6,94 | 11,13 | 9,56 | 24,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24,89 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Projet de Dév éducatif/ Cons Regl et district</i> | 6,31 | 6,31 | 7,46 | 7,46 | 6,40 | 9,14 | 8,50 | 8,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,46 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Construction Lycées d'enseignement général</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,10 | 0,50 | 0,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,28 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Rénovation des établissements du second degré</i> | 0,09 | 0,09 | 0,29 | 0,29 | 0,41 | 0,63 | 0,20 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,16 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Programme de construction de Collèges et lycées</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles Avec Internats</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,50 | 0,00 | 5,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,50 | 0,00 | 5,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 |
| ▪ <i>Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles Avec Internats</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,30 | 0,00 | 0,00 |
| OBJECTIF 2: AMELIORER LA QUALITE AU SECONDAIRE GENERAL | 1,48 | 1,48 | 1,42 | 1,42 | 1,81 | 2,00 | 1,93 | 4,00 | 4,12 | 4,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 4,12 | 4,24 |
| <i>Action 1: Renforcer le cadre de contrôle et de suivi des structures d'encadrements</i> | 1,48 | 1,48 | 1,42 | 1,42 | 1,81 | 2,00 | 1,93 | 4,00 | 4,12 | 4,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 4,12 | 4,24 |
| Personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,68 | 0,68 | 0,62 | 0,62 | 0,83 | 1,00 | 0,93 | 2,90 | 2,99 | 3,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,90 | 2,99 | 3,08 |
| ▪ <i>Equiper les établissements du secondaire général</i> | 0,68 | 0,68 | 0,62 | 0,62 | 0,83 | 1,00 | 0,93 | 2,90 | 2,99 | 3,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,90 | 2,99 | 3,08 |
| ▪ <i>Renorcer le suivi du secondaire par l'Inspection Générale de l'enseignement</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transferts | 0,80 | 0,80 | 0,80 | 0,80 | 0,97 | 1,00 | 1,00 | 1,10 | 1,13 | 1,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,10 | 1,13 | 1,17 |
| ▪ <i>Elèves boursiers</i> | 0,80 | 0,80 | 0,80 | 0,80 | 0,97 | 1,00 | 1,00 | 1,10 | 1,13 | 1,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,10 | 1,13 | 1,17 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Investissement [A+B] | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROGRAMME 4 : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE | 0,65 | 0,65 | 0,75 | 0,75 | 0,72 | 0,81 | 1,04 | 0,55 | 0,16 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,55 | 0,15 | 0,16 |
| OBJECTIF 1: REDYNAMISER ET RENDRE ACCESSIBLE L'ALPHABETISATION | 0,65 | 0,65 | 0,75 | 0,75 | 0,72 | 0,81 | 1,04 | 0,55 | 0,16 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,55 | 0,15 | 0,16 |
| <i>Action 1: Accroître les capacités des structures d'alphabetisation</i> | 0,65 | 0,65 | 0,75 | 0,75 | 0,72 | 0,81 | 1,04 | 0,55 | 0,16 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,55 | 0,15 | 0,16 |
| Personnel | 0,28 | 0,28 | 0,33 | 0,33 | 0,38 | 0,38 | 0,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Biens et services | 0,25 | 0,25 | 0,27 | 0,27 | 0,19 | 0,27 | 0,15 | 0,15 | 0,16 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,15 | 0,16 |
| ▪Fonctionnement du Service Autonome d'Alphabetisation | 0,25 | 0,25 | 0,27 | 0,27 | 0,19 | 0,27 | 0,15 | 0,15 | 0,16 | 0,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,15 | 0,16 |
| ▪Formation des encadreurs et superviseurs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transferts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Investissement [A+B] | 0,12 | 0,12 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,47 | 0,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,40 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Trésor [A]</i> | 0,12 | 0,12 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,47 | 0,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,40 | 0,00 | 0,00 |
| ▪Stratégie Nationale d'Alphabetisation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,32 | 0,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,40 | 0,00 | 0,00 |
| <i>Financement Extérieur [B]</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dons | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**SECTION 24 : MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE
PUBLIQUE**

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Gouvernance et leadership

En matière de gouvernance et leadership, de nombreux textes législatifs et réglementaires ont été pris ou révisés pour la régulation du secteur, un comité de pilotage et un comité technique ont été mis en place pour la Couverture Maladie Universelle (CMU) et les importantes réformes engagées au cours des années précédentes ont été poursuivies.³

Cependant, le MSHP reste confronté à un véritable problème de coordination intra et intersectorielle lié notamment à une insuffisante intégration des cadres de planification opérationnelle, une faible redevabilité verticale et horizontale des animateurs du système et à l'insuffisance de moyens d'actions des structures de contrôle (IGS, DEPS et DPM). Il en résulte un manque de synergie des actions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et une insuffisance de suivi de leur application sur le terrain. Ces difficultés sont amplifiées par les faiblesses d'un cadre de gestion ne permettant pas de maîtriser complètement l'utilisation des ressources de l'Etat et la traçabilité des ressources extérieures.

Malgré tout, des avancées notables sont relevées en matière d'information sanitaire avec le déploiement du logiciel DHIS 2 dans les 20 régions sanitaires comme support de gestion de l'information sanitaire et la production régulière des Rapports Annuels sur la situation sanitaire (RASS) malgré des taux de complétude souvent peu élevés.

Offre et utilisation des services

En matière d'offre et d'utilisation des services de santé, la priorité du Gouvernement a été de se doter d'un plan d'actions qui prend en compte, sur le court terme, la réhabilitation et le rééquipement d'hôpitaux et de centres de santé, pour la mise aux normes de leurs plateaux techniques. En effet, une analyse des données régionales révèle une indisponibilité de certains services spécialisés dans les CHR, une faiblesse des plateaux techniques des structures de référence, une insuffisance dans l'application des normes et des procédures en matière de qualité des services (accueil, communication, temps d'attente, orientation), un comportement délictueux du personnel de santé et la prolifération de structures sanitaires privées non agréées. La maintenance des infrastructures et équipements et la gestion du patrimoine connaissent d'énormes difficultés avec de graves conséquences sur l'offre des services de santé. Cette situation est liée à l'insuffisance des ressources humaines et à la faiblesse du budget pour la mise en œuvre des interventions au niveau central et déconcentré. Il s'avère donc nécessaire de renforcer les actions de la DIEM, d'assurer l'extension et le fonctionnement des unités déconcentrées de la maintenance (CREMM et AMD) et mettre en place une régie d'avance dans les hôpitaux pour la gestion de

³ La réforme hospitalière de la PSP

la maintenance des équipements. De surcroît, des efforts restent à faire en termes de réhabilitation, de construction et d'équipement d'établissements de soins et de construction de locaux propres pour certaines DRS et DDS.

Santé maternelle, néonatale, juvénile, des adolescents et des jeunes

En matière de santé maternelle, malgré les efforts consentis par l'Etat et les partenaires, le taux de mortalité maternelle reste élevé et se situe à 614 pour 100 000 naissances vivantes. Les données des analyses en 2015 montrent un faible taux de consultation prénatale CPN4 inférieur à 50% dans les différentes régions sanitaires. L'on note également, une insuffisance de notification de décès maternels due à une faible implication communautaire dans la surveillance des décès maternels et l'inexistence de comité national et de comités déconcentrés surveillance, de revue et riposte des décès maternels. L'accès aux services de Planning familial reste limité dans toutes les régions sanitaires avec des taux extrêmement faibles.

La santé des adolescents et jeunes en Côte d'Ivoire est marquée en matière de morbidité par les maladies courantes telles que le paludisme (prévalence de 41%), les infections respiratoires aiguës (16%), les cas de diarrhées et les affections buccodentaires. A cela s'ajoutent les comportements à risque comme les activités sexuelles et les mariages précoces, la faible utilisation des Condoms et des contraceptifs modernes, la consommation abusive d'alcool, de tabac, de drogues et autres psychotropes. La prise en charge de leurs questions de santé se fait de façon transversale à travers les différents programmes de santé au sein du Ministère en charge de la santé et multisectorielle avec d'autres Ministères, notamment ceux en charge du secteur éducation/formation et du secteur de la jeunesse. Cependant beaucoup d'efforts restent encore à faire au niveau de la coordination et du leadership.

Lutte contre la maladie

Malgré des efforts consentis pour faire baisser les taux de mortalité et de morbidité du VIH/Sida, du paludisme, de la tuberculose et de la nutrition, des difficultés persistent.

- Pour les malades du VIH/Sida il faut améliorer la qualité des services de prise en charge, réduire le nombre de perdus de vue et prévenir les ruptures de stock des ARV. En dépit des progrès obtenus à ce jour on note des insuffisances qui persistent et constituent des obstacles à la mise en œuvre des interventions. Il s'agit : (i) la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des PHV, (ii) la charge élevée de travail du personnel de santé, (iii) la faible intégration de la prise en charge pédiatrique dans les structures de prise en charge adulte, (iv) la réduction des financements des partenaires, (v) l'insuffisance de financement pour les activités d'accompagnement des PVVIH, (vi) l'absence d'un statut des agent de santé communautaire (ASC) ont constitué des obstacles à la mise en œuvre des activités.

- Au niveau de la distribution des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) il y'a encore des difficultés d'acheminement dans les districts et les centres de santé, la mauvaise gestion des stocks, les ruptures en médicaments et intrants, l'insuffisance de supervision, l'insuffisance de ressources financières, l'absence d'activité de marketing social sur la gratuité des intrants du paludisme ont représenté des obstacles à la mise en œuvre de la lutte contre le paludisme.

- La lutte contre la tuberculose est caractérisé par l'insuffisance de personnel qualifié pour la gestion des produits pharmaceutiques dans les centres périphériques (Centres Anti tuberculeux/Centres de dépistage et de traitement), la gestion manuelle des stocks, des lourdeurs des procédures des bailleurs et l'inadéquation avec les procédures de passation des marchés publics en Côte d'Ivoire, l'insuffisance de financement, l'absence de recherche systématique de la tuberculose chez les PVVIH.

- Les difficultés de mise en œuvre des activités de nutrition sont essentiellement liées à l'approvisionnement des structures due à la non prise en compte des intrants nutritionnels par la NPSP, aux ruptures en aliments thérapeutiques, à la lenteur dans la mise en œuvre effective de la politique de "formation -équipement" et l'absence de la mise en œuvre effective du suivi post formation.

Prévention et promotion de la santé

Les acquis en matière de promotion de la santé se résument à l'élaboration de la politique nationale de la promotion de la santé, à l'élaboration du profil de l'équité sanitaire et des déterminants sociaux de la santé en Côte d'Ivoire, à l'élaboration du document cadre de mise en œuvre des interventions à base communautaire et le monitoring du PMA des établissements sanitaires des ESPC dans les districts sanitaires.

I-2- Politique sectorielle

Contexte

Le système de santé ivoirien à l'instar des systèmes de santé des pays africain est de type pyramidal en essayant à chaque échelon de la pyramide de prendre en charge correctement les usagers qui s'y présentent.

Dans ce cadre, le MSHP a procédé à l'élaboration d'une PNS et d'un PNDS. Ces documents expriment la vision, les orientations stratégiques et les modalités de mise en œuvre des principales politiques publiques de santé de la Côte d'Ivoire.

Ces politiques s'inscrivent dans un contexte sectoriel d'importantes réformes dans le secteur de la santé, portant sur (i) la réforme hospitalière; (ii) le financement basé sur la performance ; (iii) la décentralisation sanitaire ; (iv) l'organisation des interventions à base communautaire ; (v) l'organisation et la réorganisation des services des urgences dans les CHU et les CHR.

Il s'agit d'améliorer l'accessibilité des populations grâce à une offre de services et de soins de qualité, particulièrement pour les populations vulnérables et cela dans le respect de la pyramide sanitaire. Dans cette optique, en plus de la mesure de gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, un régime de couverture du risque maladie dénommé Couverture Maladie Universelle (CMU) a été adopté en 2014 par le Gouvernement en complément des régimes classiques de protection sociale.

(vi) la couverture sanitaire universelle (CSU).

Présentation de la politique du Ministère

Le Gouvernement ivoirien vise l'amélioration et le bien-être des populations, et ce, à travers la construction d'un système de santé performant, intégré, responsable et efficient, garantissant à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire, en particulier les personnes les plus vulnérables, un état de santé optimal à même de soutenir la croissance et le développement durable du pays vers l'atteinte de l'émergence en 2020. Cette vision inscrite dans le PND sera réalisée par le renforcement du système de santé permettant d'améliorer l'état de santé et le bien-être des populations, majoritairement marquées par une mortalité élevée dans les couches les plus vulnérables, particulièrement les mères et les enfants.

La réalisation de cette vision passe également par une plus grande mobilisation de tous les acteurs du secteur de la santé et de ceux des secteurs connexes. Elle s'appuie aussi sur une augmentation du financement de la santé, une allocation et une utilisation rationnelles des ressources disponibles. Elle suppose pleinement déployée, une stratégie de développement de partenariats public-privé. Mais surtout, elle prend appui sur un engagement plus accru des partenaires techniques et financiers et des autres acteurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques de santé.

Cette vision est soutenue par les valeurs d'équité, de justice sociale, d'éthique, de solidarité nationale, de rigueur et de transparence et est guidée par les principes ci-après:

- un leadership fort ;
- une meilleure gouvernance du secteur ;
- un système de santé basé sur les Soins de Santé Primaires ;
- des prestations de santé de qualité optimale, intégrées, continues et rationnelles ;
- le respect des engagements internationaux notamment les OMD ;
- la participation communautaire ;
- la décentralisation des interventions.

Grands résultats attendus

Le projet de PNDS 2016-2020 en cours de validation retient les **26 grands résultats** suivant pour le secteur de la santé :

| |
|--|
| 1. En matière de gouvernance et leadership (3) |
| 1.1. Une meilleure coordination des interventions du secteur de la santé |
| 1.2. Une meilleure disponibilité de l'offre des services de santé de qualité. |
| 1.3. L'utilisation des données factuelles pour la prise de décisions à tous les niveaux |
| 2. En matière de financement de la santé (2) |
| 2.1. Une mobilisation, une disponibilité et une utilisation efficaces des ressources à tous les niveaux de la pyramide sanitaire |
| 2.2. Une réduction de l'inaccessibilité financière des populations aux soins |

| |
|--|
| 3. En matière d'offre et d'utilisation des services de santé (5) |
| 3.1. Une disponibilité de ressources humaines qualifiées, adéquates et adaptées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire |
| 3.2. Une disponibilité d'équipements adéquats, adaptés et fonctionnels à tous les niveaux de la pyramide sanitaire |
| 3.3. Une disponibilité de produits pharmaceutiques, les produits sanguins, les vaccins et autres intrants stratégiques de qualité sont disponibles |
| 3.4. Un renforcement de la qualité des prestations |
| 3.5. Un renforcement de la résilience du pays face aux catastrophes et urgences sanitaires |
| 4. En matière de lutte contre la maladie (8) |
| 4.1. Une réduction de la mortalité liée au paludisme de 50% d'ici 2020 |
| 4.2. Une réduction de la mortalité liée au VIH/sida de 75% d'ici 2020 |
| 4.3. Une réduction de la proportion de la population présentant une malnutrition de 25% |
| 4.4. Une augmentation de la couverture vaccinale pour tous les antigènes pour les populations cibles |
| 4.5. Un renforcement de la lutte contre les maladies à potentiel épidémique |
| 4.6. Une réduction de la mortalité liée à la tuberculose |
| 4.7. Une réduction de la mortalité liée aux maladies non transmissibles d'ici 2020 |
| 4.8. Une réduction de la mortalité liée aux maladies tropicales négligées d'ici 2020 |
| 5. En matière de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes (4) |
| 5.1. Une réduction de la mortalité maternelle est réduite d'ici 2020 |
| 5.2. Un renforcement de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes et des femmes |
| 5.3. Une amélioration de l'utilisation des méthodes modernes de contraception est |
| 5.4. Une réduction de la mortalité du nouveau-né et de l'enfant |
| 6. En matière de prévention et promotion de la santé et de l'hygiène publique (4) |
| 6.1. Un renforcement et une application de de l'hygiène à tous les niveaux |
| 6.2. Un renforcement de l'hygiène hospitalière dans tous les établissements sanitaires |
| 6.3. Une amélioration de la santé environnementale |
| 6.4. Un renforcement de la promotion de la santé dans tous les secteurs |

I-3- Missions-vision du Ministère

Vision du ministère

La vision du ministère qui prend en compte les grands objectifs nationaux et sectoriels fixe le cap sur :

1. Le réarmement moral des personnels de santé

2. Le renforcement en urgence du niveau de soins de première référence dans la ville d'Abidjan et sa périphérie (Formations sanitaires érigées en Hôpitaux généraux)
3. Le lancement d'un programme spécial d'extension de la couverture en ESPC dans la ville d'Abidjan et sa périphérie
4. La réhabilitation et le rééquipement des maternités de la Ville d'Abidjan et de ses environs
5. Construction et équipement de centres de riposte aux épidémies
6. La réhabilitation et le rééquipement des services des urgences des structures sanitaires
7. La réorganisation des circuits de prise en charge des cas des urgences dans les établissements sanitaires d'Abidjan et ses environs
8. L'introduction de modalités nouvelles de gestion des services des urgences dans toutes les structures sanitaires
9. Le développement des dispositifs de régulation intra hospitaliers pour réduire les engorgements
10. Le meilleur redéploiement des personnels soignants sur toute l'étendue du territoire
11. Une distribution géographique équilibrée des établissements sanitaires
12. Le développement d'une stratégie de déploiement d'établissements sanitaires spécialisés sur l'ensemble du territoire (Cardiologie, médecine digestive, radiothérapie, médecine nucléaire, tête et cou...)
13. La prise en charge adéquate des accidentés de la voie publique (AVP)
14. La formation continue du personnel de santé et la mise en stage dans les villes de l'Intérieur des étudiants en médecine en fin de formation

Missions du ministère (Décret portant attributions du MSHP)

Les attributions du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sont décrites dans le décret N° 2014-554 du 1er octobre 2014 portant organisation du MSLS. Suivant les termes de ce texte, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a pour mission principale, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques en matière de santé, d'hygiène publique et de lutte contre le Sida.

I-4- Identification des programmes

- I.1 PROGRAMME I : Administration générale
- I.2 PROGRAMME II : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins
- I.3 PROGRAMME III : Renforcement de la lutte contre la maladie

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projet annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

| N° | PROGRAMME | SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJET PIP | PROJET HORS PIP |
|----|---|---|---|--|--|--------------------|
| P1 | ADMINISTRATI ON GENERALE | <ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale de la Santé (DGS) - Directions centrales - Services rattachés - Directions Régionales - Directions Départementales | | | <ul style="list-style-type: none"> - Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - RSS-GAVI (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique | UE |
| P2 | AMELIORATIO N DE L'OFFRE ET DE L'ACCESSIBILI TE AUX SOINS | <ul style="list-style-type: none"> - Centre de Santé Rural (CSR) - Centre de Santé Urbain (CSU) - Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS) - Formation Sanitaire Urbaine (FSU) - Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) - Maternité Urbaine (MU) - Dispensaire Urbain (DU) - Dispensaire Rurale (DR) - Maternité Rurale (MR) - Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) - Centre Antituberculeux (CAT) - Centre Hospitalier Régional (CHR) - Hôpitaux Généraux (HG) | <ul style="list-style-type: none"> - Centre Hospitalier Universitaire (CHU) - Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) - Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) - Institut Raoul Follereau (IRF) - Institut National de la Santé Publique (INSP) - Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) - Laboratoire National de la Santé Publique (LNSP) - Institut National de l'Hygiène Publique (INHP), | <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la Société Civile (Croix Bleue, Croix Rouge, Don Orione, AIBEF, les Amis de Thérèse HAURY) - Services de Santé Privés et Confessionnels - FSU Communautaire - CSU Communautaire | <ul style="list-style-type: none"> - Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. des Infrastruct. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhic./DAF - Appui Prévention et Pec des Violences Sexuelles - Prog. Special réhab. Equip. Des HG - Réhab équip INSP - Equipdu CNTS - Réhab équip laboratoire - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP | |

| N° | PROGRAMME | SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJET PIP | PROJET HORS PIP |
|----|---|------------------------------------|---|--|--|--|
| | | - Hôpitaux psychiatrique (HP) | - Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) | | <ul style="list-style-type: none"> - Réhab équip CHU de BOUAKE - Equip CCTOS CHU COCODY - Equip. Ext ICA - Réhab, rééquip SAMU - Réfection et rééquip IRF - Conseils Régionaux. - Communes - national - Réfection et Equi - INFAS - PRSS/ECHO | |
| P3 | LA LUTTE CONTRE LA MALADIE ET LES PROBLEMES DE SANTE PRIORITAIRES | | - FNLS | | <ul style="list-style-type: none"> - PNN - PNL P - PNLUB - PEV - PNSI - PNSSU - PNEVG_EA - PNL T - PNPSBD - PNL Cé - PNLTHA - PNPMT - PSN - PNPEC - PNMNT - PNPMT - PNL T - PNLTA - PNDAP - PNL Ca - PLS-PHV - PNL - PNLSGHFL | <ul style="list-style-type: none"> - OMS - UNICEF - PEPFAR - UNFPA - HKI - FAO - HDI - FMDL - OOAS - PAM - CICR - ROTARY Inter - GAVI - FONDS MONDIAL - ASSO MED PREV (AMP) - UICTMRI - ESTHER - OMS - PEPFAR |

| N° | PROGRAMME | SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJET PIP | PROJET HORS PIP |
|----|-----------|------------------------------------|--|--|---|---|
| | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - PNPCMNT - PNSM - PNLMM - PNSR/PF - PNLHV. | <ul style="list-style-type: none"> - UNICEF - BANQUE MONDIALE |

II.1.2- Tableau de performance

| Programme 1 : Administration générale | | | | | | | | |
|---|---|--------------|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|---|
| Objectif global ou stratégique : Assurer une organisation et une gestion efficace efficiente des ressources en vue de contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations | Indicateur : Proportion d'établissements sanitaires supervisés par l'Equipe Régionale (ER) de la Direction Régionale de la Santé au cours du dernier trimestre (DGS) | | | | | | | |
| | Indicateurs | Unité | Situation de référence (2015) | Cibles | | | | Commentaires sur l'évolution des indicateurs |
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Objectif spécifique 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé pour accroître son efficacité | Pourcentage des établissements affichant les tarifs homologués | nbre | N/D | N/D | 30% | 40% | 50% | Nbre d'établissement affichant les tarifs homologués (numérateur) / Nombre total d'établissements contrôlés (dénominateur) Source de vérification : Rapports de contrôle IGS/DAF |
| Objectif spécifique 2 : Améliorer le cadre gestionnaire du système de santé en vue d'une utilisation efficiente des ressources | Part des dépenses directes des ménages dans les dépenses totales de santé | % | 48,57 (CS -2014) | 48,57 | 48,57 | 48,57 | 48,57 | Total des dépenses directes des ménages (numérateur)/ dépense totale de santé (dénominateur) Source de vérification : document des CNS |
| | Personnel de santé /Ratio Population pour 1000Hbts | ‰ | 0,9 | 0,96 | 1,03 | 1,09 | 1,15 | Personnel de santé /Ratio Population pour 1000Hbts DRH |
| Objectif spécifique 3 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire en vue de la mise en place du processus de décisions basées sur les résultats | Promptitude du rapport mensuel de collecte des données | % | 70 | 85 | 100 | 100 | 100 | Annuaire des Statistiques Sanitaires, rapports d'activités DPPEIS |
| | Complétude du rapport mensuel de collecte des données | % | 98,70 | 100 | 100 | 100 | 100 | Annuaire des Statistiques Sanitaires, rapports d'activités DPPEIS |

| Programmes 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins | | | | | | | | |
|---|---|--------------|------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|--|
| Objectif global ou stratégique: Améliorer l'offre et la qualité des prestations des services de santé. | Indicateurs : Taux d'utilisation des services de santé (DPPEIS/DEPS) | | | | | | | |
| | Indicateurs | Unité | Situation de référence 2015 | Cibles | | | | Commentaires sur l'évolution des indicateurs |
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Accroître l'offre des services de santé | Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un centre de santé | % | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire/ Population totale |
| Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité | Nombre de poche de sang distribués | nbre | 155 000 | 170 500 | 187 550 | 206 305 | 226 936 | Rapport de COGES du CNTS |
| | Taux de disponibilité des médicaments essentiels | % | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Rapport d'activités DPM/PNDAP |
| | Taux de disponibilité d'intrants stratégiques | % | 92% | 92% | 92% | 92% | 92% | Rapport d'activités DPM/PNDAP |

| Programmes 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie | | | | | | | | |
|--|--|-------|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---|
| Objectif global ou stratégique : Renforcer la lutte contre les maladies prioritaires et les urgences de santé publique | Indicateurs : Ratio de décès maternels enregistrés | | | | | | | |
| | Indicateurs | Unité | Situation de référence (2015) | Cibles | | | | Commentaires sur l'évolution des indicateurs |
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Objectif spécifique 1 Maîtriser les risques liés à la grossesse par la prévention et la prise en charge des problèmes de santé de la femme en âge de procréer | Taux d'accouchement assisté par une personne qualifiée | % | 59,4 | 64,5 | 69,9 | 74,8 | 79,9 | (nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre de naissances attendues) x 100 |
| | Prévalence contraceptive (toutes méthodes modernes) | % | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | (Nombre de femmes utilisant au moins une méthode de contraception moderne/Nbre total des femmes en âge de procréer et à risque d'être enceinte au même moment (15 – 49 ans)) x100 |
| Objectif spécifique 2 Améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant | Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3 | % | 90 | 90 | 92 | 93 | 94 | Nombre d'enfant ayant reçu un le vaccin DTC-Hép B Hib3 PEV |
| Objectif spécifique 3 Accroître la couverture nationale en services de prévention et de prise en charge du VIH/sida | Nombre de PVVIH sous ARV (File active) | nbre | 158 002 | 216 156 | 272 978 | 331 643 | 392 182 | Nombre d PVVIH qui sont séropositive/ Nombre de PVVIH qui ont besoin traitement (DIPE/ONUSIDA 2009) PNLS |
| Objectif spécifique 4 Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme | Nombre de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP) | % | 80 | 90 | 90 | 90 | 90 | Rapport d'activité du programme paludisme PNLP |
| | Pourcentage de relais communautaire | % | 90 | 90 | 95 | 95 | 95 | Rapport d'activité du programme paludisme PNLP |
| Objectif spécifique 5 Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge de la tuberculose | Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement | % | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | Rapport d'activité du programme tuberculose/SNIS PNLT |
| | Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris | % | 60 | 75 | 80 | 85 | 90 | Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus*100 |

II.1.3- Tableau financier global

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|----------|----------|---------------------|----------------|----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 1. RESSOURCES | 196 007 | 250 133 | 288 551 | 343 461 | 348 043 | 358 484 | 369 239 | 38 493 | 0 | 0 | 386 536 | 358 484 | 369 239 |
| 1.1 Ressources Intérieures | 194 619 | 218 083 | 253 348 | 289 037 | 287 124 | 295 738 | 304 610 | 15 240 | 0 | 0 | 302 364 | 295 738 | 304 610 |
| 1.1.1 Budget Etat | 190 089 | 213 553 | 248 818 | 289 037 | 287 124 | 295 738 | 304 610 | 15 240 | 0 | 0 | 302 364 | 295 738 | 304 610 |
| 1.1.2 Recettes propres (structures) | 4 530 | 4 530 | 4 530 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2 Ressources Extérieures | 1 388 | 32 050 | 35 203 | 54 424 | 60 919 | 62 747 | 64 629 | 23 253 | 0 | 0 | 84 172 | 62 747 | 64 629 |
| 1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts) | 1 388 | 32 050 | 35 203 | 54 424 | 60 919 | 62 747 | 64 629 | 23 253 | 0 | 0 | 84 172 | 62 747 | 64 629 |
| 1.2.2 Appuis budgétaires ciblés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. CHARGES | 196 007 | 250 133 | 288 551 | 343 461 | 348 043 | 358 484 | 369 239 | 38 493 | 0 | 0 | 386 536 | 358 484 | 369 239 |
| 2.1 Personnel | 76 344 | 101 955 | 130 542 | 139 424 | 147 531 | 151 957 | 156 516 | 0 | 0 | 0 | 147 531 | 151 957 | 156 516 |
| 2.1.1 Solde y compris EPN | 76 344 | 101 955 | 130 542 | 139 424 | 147 531 | 151 957 | 156 516 | 0 | 0 | 0 | 147 531 | 151 957 | 156 516 |
| 2.1.2 Contractuels hors solde | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.2 Biens et services | 47 952 | 30 029 | 75 128 | 50 378 | 49 560 | 51 047 | 52 578 | 0 | 0 | 0 | 49 560 | 51 047 | 52 578 |
| 2.3 Transferts et subventions | 7 268 | 25 779 | 6 659 | 24 764 | 25 548 | 26 314 | 27 104 | 0 | 0 | 0 | 25 548 | 26 314 | 27 104 |
| 2.4 Investissement* | 64 443 | 92 370 | 76 222 | 128 895 | 125 404 | 129 166 | 133 041 | 38 493 | 0 | 0 | 163 897 | 129 166 | 133 041 |
| Trésor | 63 055 | 60 320 | 12 509 | 74 471 | 64 485 | 66 420 | 68 412 | 15 240 | 0 | 0 | 79 725 | 66 420 | 68 412 |
| Financement extérieur (Dons/Emprunts) | 1 388 | 32 050 | 35 203 | 54 424 | 60 919 | 62 747 | 64 629 | 23 253 | 0 | 0 | 84 172 | 62 747 | 64 629 |

II.2- Budget Programme

Les ressources réparties dans les tableaux suivants sont hors ressources propres.

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

En million de FCFA

| PROGRAMME 1 | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|-------------------|----------|----------|---------------------|---------------|---------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Personnel | 8 202 | 11 907 | 15 519 | 16 556 | 17 849 | 18 384 | 18 936 | 0 | 0 | 0 | 17 849 | 18 384 | 18 936 |
| Biens services | 19 872 | 15 249 | 31 048 | 14 409 | 18 081 | 18 623 | 19 182 | 0 | 0 | 0 | 18 081 | 18 623 | 19 182 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 3 234 | 4 788 | 13 906 | 31 527 | 31 654 | 32 604 | 33 582 | 0 | 0 | 0 | 31 654 | 32 604 | 33 582 |
| TOTAL | 31 307 | 31 944 | 60 473 | 62 492 | 67 584 | 69 611 | 71 700 | 0 | 0 | 0 | 67 584 | 69 611 | 71 700 |

En million de FCFA

| PROGRAMME 2 | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Personnel | 65 421 | 74 766 | 109 183 | 117 298 | 123 730 | 127 442 | 131 266 | 0 | 0 | 0 | 123 730 | 127 442 | 131 266 |
| Biens services | 11 795 | 13 008 | 22 801 | 18 925 | 21 326 | 21 966 | 22 625 | 240 | 247 | 255 | 21 566 | 22 213 | 22 879 |
| Transfert | 18 770 | 17 689 | 19 500 | 21 121 | 19 719 | 20 311 | 20 920 | 0 | 0 | 0 | 19 719 | 20 311 | 20 920 |
| Investissement | 11 261 | 10 121 | 12 898 | 34 349 | 20 387 | 20 999 | 21 629 | 38 253 | 39 401 | 40 583 | 58 640 | 60 399 | 62 211 |
| TOTAL | 107 247 | 115 584 | 164 382 | 191 693 | 185 162 | 190 717 | 196 439 | 38 493 | 39 648 | 40 837 | 223 655 | 230 365 | 237 276 |

En million de FCFA

| PROGRAMME 3 | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|----------------|-------------------|----------|----------|---------------------|---------------|----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 |
| Personnel | 2 736 | 3 971 | 5 175 | 5 521 | 5 952 | 6 130 | 6 314 | 0 | 0 | 0 | 5 952 | 6 130 | 6 314 |
| Biens services | 13 000 | 19 300 | 19 300 | 19 300 | 14 300 | 14 729 | 15 171 | 0 | 0 | 0 | 14 300 | 14 729 | 15 171 |
| Transfert | 440 | 440 | 443 | 1 436 | 1 442 | 1 485 | 1 530 | 0 | 0 | 0 | 1 442 | 1 485 | 1 530 |
| Investissement | 8 524 | 6 005 | 38 767 | 63 019 | 73 603 | 76 273 | 78 561 | 0 | 0 | 0 | 73 603 | 76 273 | 78 561 |
| TOTAL | 24 700 | 29 716 | 63 685 | 89 276 | 95 297 | 98 618 | 101 576 | 0 | 0 | 0 | 95 297 | 98 618 | 101 576 |

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

| PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|-------|--------|------------------|-----------------------------|-------|-------|----------------------|------|------|------------------------|-------|-------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| OBJECTIF 1 : Accroître l'utilisation des services de santé de qualité par les populations | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif spécifique 1.1 : Renforcer la gouvernance du secteur santé | | | | | | | | | | | | | |
| SOUS PROGRAMME /Action 1: Renforcer les mécanismes de coordination intra et intersectoriels des interventions de tous les acteurs du système de santé | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 5 333 | 6 333 | 23 069 | 5 725 | 7 625 | 7 854 | 8 089 | 0 | 0 | 0 | 7 625 | 7 854 | 8 089 |
| ■ Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique | 28 | 28 | 28 | 28 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| ■ Achever la Réforme Hospitalière | 18 | 18 | 18 | 13 | 13 | 13 | 14 | 0 | 0 | 0 | 13 | 13 | 14 |
| ■ développer la médecine de proximité/de famille | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 16 | 0 | 0 | 0 | 15 | 15 | 16 |
| ■ Développer la médecine hospitalière | 0 | 0 | 50 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Améliorer la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire | 0 | 0 | 50 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales | 29 | 29 | 29 | 35 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| ■ Former les équipes régionales de santé et les équipes cadre de district en supervision | 15 | 15 | 15 | 7 | 7 | 7 | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 |
| ■ Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans au niveau régional (DR, CTAIL) | 368 | 368 | 382 | 363 | 308 | 317 | 327 | 0 | 0 | 0 | 308 | 317 | 327 |
| ■ Superviser les structures sanitaires au niveau départemental (DD) | 849 | 849 | 858 | 750 | 770 | 793 | 817 | 0 | 0 | 0 | 770 | 793 | 817 |
| ■ Assurer l'évaluation et l'accréditation des structures (CRESAC) | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 206 | 212 | 0 | 0 | 0 | 200 | 206 | 212 |
| ■ Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers les Points Focaux Sida des ministères et institutions | 74 | 74 | 86 | 83 | 83 | 85 | 88 | 0 | 0 | 0 | 83 | 85 | 88 |
| ■ Coordonner les activités du Ministère et fournir un appui technique aux structures opérationnelles (Directions et Services centraux) | 3 737 | 4 737 | 21 338 | 4 191 | 6 129 | 6 313 | 6 502 | 0 | 0 | 0 | 6 129 | 6 313 | 6 502 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 9 220 | 26 385 | 25 490 | 26 255 | 27 042 | 0 | 0 | 0 | 25 490 | 26 255 | 27 042 |
| Trésor | 0 | 0 | 9 220 | 23 847 | 23 847 | 24 562 | 25 299 | 0 | 0 | 0 | 23 847 | 24 562 | 25 299 |
| ■ Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS-ECHO) | 0 | 0 | 9 220 | 12 847 | 12 847 | 13 232 | 13 629 | 0 | 0 | 0 | 12 847 | 13 232 | 13 629 |
| ■ Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)/2ème C2D) | 0 | 0 | 0 | 11 000 | 11 000 | 11 330 | 11 670 | 0 | 0 | 0 | 11 000 | 11 330 | 11 670 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 2 538 | 1 643 | 1 692 | 1 743 | 0 | 0 | 0 | 1 643 | 1 692 | 1 743 |
| ■ Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS-ECHO) | 0 | 0 | 0 | 643 | 643 | 662 | 682 | 0 | 0 | 0 | 643 | 662 | 682 |
| ■ Apporter un Appui à la redynamisation du secteur santé (Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé (PARSSI)) | 0 | 0 | 0 | 1 895 | 1 000 | 1 030 | 1 061 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 1 030 | 1 061 |
| Sous Total Action 1 | 5 333 | 6 333 | 32 289 | 32 110 | 33 115 | 34 108 | 35 132 | 0 | 0 | 0 | 33 115 | 34 108 | 35 132 |
| SOUS PROGRAMME /Action 2: Accroître le niveau de financement du secteur de la santé et l'efficience dans son utilisation | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 8 202 | 11 907 | 15 519 | 16 556 | 17 849 | 18 384 | 18 936 | 0 | 0 | 0 | 17 849 | 18 384 | 18 936 |
| ■ Gérer le personnel du programme1 | 8 202 | 11 907 | 15 519 | 16 556 | 17 849 | 18 384 | 18 936 | 0 | 0 | 0 | 17 849 | 18 384 | 18 936 |
| Biens services | 14 391 | 8 772 | 7 409 | 8 143 | 9 989 | 10 289 | 10 597 | 0 | 0 | 0 | 9 989 | 10 289 | 10 597 |
| ■ Elaborer annuellement les DPPD/PAP, budgets-programmes et RAP | 112 | 197 | 112 | 80 | 151 | 156 | 160 | 0 | 0 | 0 | 151 | 156 | 160 |
| ■ Former les administrateurs de crédit en GAR/CDMT | 42 | 42 | 22 | 22 | 41 | 42 | 43 | 0 | 0 | 0 | 41 | 42 | 43 |
| ■ actualiser annuellement le CDMT | 15 | 100 | 40 | 30 | 60 | 62 | 64 | 0 | 0 | 0 | 60 | 62 | 64 |
| ■ Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP) | 55 | 55 | 50 | 28 | 50 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 52 | 53 |
| ■ Faire le suivi des financements extérieurs et la Gestion des agréments | 82 | 82 | 52 | 39 | 56 | 58 | 59 | 0 | 0 | 0 | 56 | 58 | 59 |
| ■ Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières | 180 | 120 | 120 | 96 | 266 | 274 | 282 | 0 | 0 | 0 | 266 | 274 | 282 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire | 0 | 700 | 700 | 700 | 700 | 721 | 743 | 0 | 0 | 0 | 700 | 721 | 743 |
| ■ Améliorer le système d'évaluation, de contrôle et d'audit du secteur de la santé | 36 | 36 | 36 | 35 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| ■ Assurer annuellement des missions de contrôle | 42 | 42 | 18 | 0 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 |
| ■ Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé | 3 940 | 4 019 | 2 735 | 3 174 | 2 732 | 2 814 | 2 898 | 0 | 0 | 0 | 2 732 | 2 814 | 2 898 |
| ■ Direction du Patrimoine/ Gestion des dépenses centralisés | 9 912 | 3 489 | 3 574 | 3 969 | 5 962 | 6 141 | 6 325 | 0 | 0 | 0 | 5 962 | 6 141 | 6 325 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 3 034 | 4 638 | 4 586 | 5 079 | 6 121 | 6 305 | 6 494 | 0 | 0 | 0 | 6 121 | 6 305 | 6 494 |
| Trésor | 3 034 | 4 638 | 4 586 | 5 079 | 6 121 | 6 305 | 6 494 | 0 | 0 | 0 | 6 121 | 6 305 | 6 494 |
| ■ Appuyer les activités institutionnelles du MSHP | 0 | 0 | 0 | 500 | 842 | 867 | 893 | 0 | 0 | 0 | 842 | 867 | 893 |
| ■ Construire la Police Sanitaire | 35 | 66 | 66 | 55 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| ■ Appuyer les collectivités décentralisées | 2 999 | 4 572 | 4 520 | 4 524 | 5 249 | 5 406 | 5 569 | 0 | 0 | 0 | 5 249 | 5 406 | 5 569 |
| ■ appui aux Projets Dev sanit & social - District de Yamoussoukro | 74 | 13 | 45 | 40 | 74 | 76 | 79 | 0 | 0 | 0 | 74 | 76 | 79 |
| ■ appui aux Projets Dev sanit & social - Commune | 514 | 788 | 795 | 731 | 885 | 912 | 939 | 0 | 0 | 0 | 885 | 912 | 939 |
| ■ appui aux Projets Dev sanit & social - Cons.Regional | 2 411 | 3 771 | 3 680 | 3 753 | 4 290 | 4 419 | 4 551 | 0 | 0 | 0 | 4 290 | 4 419 | 4 551 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2 | 25 627 | 25 318 | 27 514 | 29 778 | 33 959 | 34 978 | 36 027 | 0 | 0 | 0 | 33 959 | 34 978 | 36 027 |
| SOUS PROGRAMME /Action 3: Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire de qualité | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 147 | 143 | 570 | 541 | 467 | 481 | 495 | 0 | 0 | 0 | 467 | 481 | 495 |
| ■ Mettre en œuvre le plan d'informatisation et d'interconnexion du MSHP | 8 | 4 | 6 | 9 | 9 | 9 | 10 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 10 |
| ■ Elaborer annuellement les Comptes de la Santé (CS) | 87 | 87 | 62 | 50 | 87 | 90 | 92 | 0 | 0 | 0 | 87 | 90 | 92 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Coordination Nationale pour le Développement et l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTÉ) | 0 | 0 | 50 | 30 | 53 | 55 | 56 | 0 | 0 | 0 | 53 | 55 | 56 |
| ■ Suivre et évaluer le PNDS | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| ■ Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique | 15 | 15 | 15 | 15 | 31 | 32 | 33 | 0 | 0 | 0 | 31 | 32 | 33 |
| ■ Mettre en œuvre la Carte Sanitaire | 27 | 27 | 427 | 427 | 277 | 285 | 294 | 0 | 0 | 0 | 277 | 285 | 294 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 200 | 150 | 100 | 63 | 43 | 44 | 46 | 0 | 0 | 0 | 43 | 44 | 46 |
| Trésor | 200 | 150 | 100 | 63 | 43 | 44 | 46 | 0 | 0 | 0 | 43 | 44 | 46 |
| ■ Mettre en œuvre l'archivage électronique | 200 | 150 | 100 | 63 | 43 | 44 | 46 | 0 | 0 | 0 | 43 | 44 | 46 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3 | 347 | 293 | 670 | 604 | 510 | 525 | 541 | 0 | 0 | 0 | 510 | 525 | 541 |
| TOTAL PROGRAMME 1 | | | | | | | | | | | | | |
| | 31 307 | 31 944 | 60 473 | 62 492 | 67 584 | 69 611 | 71 700 | 0 | 0 | 0 | 67 584 | 69 611 | 71 700 |

| PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--------------|--------|--------|---------------|--------------------------|--------|---------|-------------------|--------|--------|---------------------|--------|---------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| OBJECTIF : AMELIORER L'OFFRE ET LA QUALITE DES PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE | | | | | | | | | | | | | |
| • Objectif spécifique 1 : Accroître l'offre et la qualité des services de santé | | | | | | | | | | | | | |
| SOUS PROGRAMME /Action 1: Construire, réhabiliter, mettre aux normes et équiper les structures de santé et les unités de maintenance | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 43 743 | 63 506 | 82 767 | 88 298 | 95 194 | 98 050 | 100 992 | 0 | 0 | 0 | 95 194 | 98 050 | 100 992 |
| ■ Gérer le personnel du programme 2 hors EPN | 43 743 | 63 506 | 82 767 | 88 298 | 95 194 | 98 050 | 100 992 | 0 | 0 | 0 | 95 194 | 98 050 | 100 992 |
| Biens services | 70 | 70 | 75 | 65 | 66 | 68 | 70 | 0 | 0 | 0 | 66 | 68 | 70 |
| ■ Assurer la maintenance préventive et curative des équipements au niveau des régions sanitaires (CRIEM) | 70 | 70 | 75 | 65 | 66 | 68 | 70 | 0 | 0 | 0 | 66 | 68 | 70 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 10 027 | 8 474 | 9 456 | 23 151 | 8 150 | 8 395 | 8 646 | 19 860 | 20 456 | 21 069 | 28 010 | 28 850 | 29 716 |
| Trésor | 10 027 | 8 474 | 9 456 | 23 151 | 8 150 | 8 395 | 8 646 | 15 000 | 15 450 | 15 914 | 23 150 | 23 845 | 24 560 |
| ■ Construire les structures de santé | 4 810 | 4 396 | 3 389 | 10 637 | 4 020 | 4 141 | 4 265 | 0 | 0 | 0 | 4 020 | 4 141 | 4 265 |
| ■ Construire et Equiper les Directions Régionales et les nouveaux Districts | 82 | 206 | 231 | 151 | 81 | 83 | 86 | 0 | 0 | 0 | 81 | 83 | 86 |
| ■ Construire l'Hopital Général de Gagnoa | 228 | 90 | 58 | 111 | 150 | 155 | 159 | 0 | 0 | 0 | 150 | 155 | 159 |
| ■ Construire le Centre de Santé Urbain Gnagbodougnoa | 0 | 100 | 100 | 150 | 100 | 103 | 106 | 0 | 0 | 0 | 100 | 103 | 106 |
| ■ Construction du Centre de Santé de Languibonou | 0 | 0 | 0 | 75 | 59 | 61 | 63 | 0 | 0 | 0 | 59 | 61 | 63 |
| ■ Construire l'Hopital d'Angré | 0 | 4 000 | 3 000 | 5 000 | 3 000 | 3 090 | 3 183 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 3 090 | 3 183 |
| ■ Construire l'Hôpital Moscati de Yakro | 4 500 | 0 | 0 | 3 300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Construire et Equiper les Blocs opératoires Hôpital général Grand Bassam et de Tafiré | 0 | 0 | 0 | 750 | 530 | 546 | 562 | 0 | 0 | 0 | 530 | 546 | 562 |
| ■ Construire le Siège du Fonds National de Lutte contre le SIDA | 0 | 0 | 0 | 100 | 50 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 52 | 53 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| ■ Construire et équiper les blocs opératoires du CHU de Treichville | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 50 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 52 | 53 |
| ■ Réhabiliter et équiper les structures de santé | 5 117 | 4 018 | 5 999 | 9 944 | 3 575 | 3 682 | 3 793 | 0 | 0 | 0 | 3 575 | 3 682 | 3 793 |
| ■ Réhabiliter et rééquiper les 4 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et les six autres EPN de santé | 4 529 | 3 600 | 5 028 | 8 911 | 3 297 | 3 396 | 3 498 | 0 | 0 | 0 | 3 297 | 3 396 | 3 498 |
| ■ Réhabiliter et rééquiper les 17 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) et les Hôpitaux Généraux (HG) | 490 | 350 | 353 | 415 | 110 | 113 | 117 | 0 | 0 | 0 | 110 | 113 | 117 |
| ■ Réhabiliter et rééquiper 600 Etablissements Sanitaires de Premier Contacts (ESPC) | 18 | 0 | 372 | 250 | 80 | 82 | 85 | 0 | 0 | 0 | 80 | 82 | 85 |
| ■ Réhabilitation des infrastructures sanitaires | 45 | 33 | 211 | 300 | 40 | 41 | 42 | 0 | 0 | 0 | 40 | 41 | 42 |
| ■ Réhabiliter et Equiper des Directions Régionales | 35 | 35 | 35 | 28 | 28 | 29 | 30 | 0 | 0 | 0 | 28 | 29 | 30 |
| ■ Réhabiliter et rééquiper la DIEM | 0 | 0 | 0 | 40 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Mettre aux normes les structures de santé | 100 | 60 | 68 | 2 330 | 535 | 551 | 568 | 0 | 0 | 0 | 535 | 551 | 568 |
| ■ Mettre aux normes les plateaux techniques des CHR et les hôpitaux de référence | 100 | 60 | 68 | 80 | 50 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 52 | 53 |
| ■ Mettre aux normes les plateaux techniques des Formations Sanitaires Urbaines (FSU) érigées en HG dans la ville d'Abidjan | 0 | 0 | 0 | 2 250 | 485 | 500 | 515 | 0 | 0 | 0 | 485 | 500 | 515 |
| ■ Appuyer les investissements du secteur de la santé | 0 | 0 | 0 | 240 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 450 | 15 914 | 15 000 | 15 450 | 15 914 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 860 | 5 006 | 5 156 | 4 860 | 5 006 | 5 156 |
| ■ Construction et Equipement du CHR de Yopougon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 860 | 5 006 | 5 156 | 4 860 | 5 006 | 5 156 |
| Sous Total Action 1 | 53 840 | 72 050 | 92 298 | 111 514 | 103 410 | 106 513 | 109 708 | 19 860 | 20 456 | 21 069 | 123 270 | 126 969 | 130 778 |

| SOUS PROGRAMME /Action 2: Créer et réhabiliter des établissements sanitaires spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--|--|--|--|--|
| Personnel | 1 535 | 881 | 2 145 | 2 226 | 2 155 | 2 220 | 2 286 | 0 | 0 | 0 | 2 155 | 2 220 | 2 286 | | | | | |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | |
| Transfert | 1 410 | 1 537 | 1 668 | 3 100 | 3 060 | 3 152 | 3 246 | 0 | 0 | 0 | 3 060 | 3 152 | 3 246 | | | | | |
| ■ Construire l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville | 0 | 0 | 0 | 1 800 | 1 800 | 1 854 | 1 910 | 0 | 0 | 0 | 1 800 | 1 854 | 1 910 | | | | | |
| ■ Accroître la prise en charge des maladies du cœur (ICA) | 610 | 725 | 725 | 600 | 550 | 567 | 583 | 0 | 0 | 0 | 550 | 567 | 583 | | | | | |
| ■ Assurer la prise en charge des malades de la lèpre (IRF) | 800 | 812 | 943 | 700 | 710 | 731 | 753 | 0 | 0 | 0 | 710 | 731 | 753 | | | | | |
| Investissement | 565 | 978 | 1 371 | 9 961 | 9 582 | 9 869 | 10 166 | 18393 | 18945 | 19513 | 27 975 | 28 814 | 29 679 | | | | | |
| Trésor | 565 | 978 | 1 371 | 7 807 | 8 882 | 9 148 | 9 423 | 0 | 0 | 0 | 8 882 | 9 148 | 9 423 | | | | | |
| ■ Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'ABIDJAN (ICA) | 315 | 521 | 420 | 661 | 401 | 413 | 425 | 0 | 0 | 0 | 401 | 413 | 425 | | | | | |
| ■ Rééquiper et faire la Réfection de l'Insitut Raoul Follereau (IRFCI) | 100 | 237 | 256 | 546 | 401 | 413 | 425 | 0 | 0 | 0 | 401 | 413 | 425 | | | | | |
| ■ Améliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI) | 0 | 0 | 475 | 500 | 860 | 886 | 912 | 0 | 0 | 0 | 860 | 886 | 912 | | | | | |
| ■ Construire et équiper le centre national de médecine nucléaire d'Abidjan | 150 | 220 | 220 | 1 100 | 220 | 227 | 233 | 0 | 0 | 0 | 220 | 227 | 233 | | | | | |
| ■ Construction Centre de Radiothérapie | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 7 000 | 7 210 | 7 426 | 0 | 0 | 0 | 7 000 | 7 210 | 7 426 | | | | | |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 2 154 | 700 | 721 | 743 | 18 393 | 18 945 | 19 513 | 19 093 | 19 666 | 20 256 | | | | | |
| ■ Construction Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 393 | 18 945 | 19 513 | 18 393 | 18 945 | 19 513 | | | | | |
| ■ Améliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI) | 0 | 0 | 0 | 2 154 | 700 | 721 | 743 | 0 | 0 | 0 | 700 | 721 | 743 | | | | | |
| Sous Total Action 2 | 3 510 | 3 396 | 5 184 | 15 287 | 14 797 | 15 241 | 15 698 | 18 393 | 18 945 | 19 513 | 33 190 | 34 186 | 35 211 | | | | | |

| SOUS PROGRAMME /Action 3: Assurer la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| Personnel | 2 761 | 1 188 | 3 043 | 3 879 | 4 319 | 4 449 | 4 582 | 0 | 0 | 0 | 4 319 | 4 449 | 4 582 |
| Biens services | 0 | 1 402 | 6 700 | 4 512 | 4 515 | 4 650 | 4 790 | 0 | 0 | 0 | 4 515 | 4 650 | 4 790 |
| ■ Approvisionner la NPSP en médicament | 0 | 0 | 2 731 | 1 443 | 1 443 | 1 486 | 1 531 | 0 | 0 | 0 | 1 443 | 1 486 | 1 531 |
| ■ Liquider la PSP | 0 | 0 | 1 900 | 1 000 | 1 003 | 1 033 | 1 064 | 0 | 0 | 0 | 1 003 | 1 033 | 1 064 |
| ■ Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin | 0 | 1 402 | 2 069 | 2 069 | 2 069 | 2 131 | 2 195 | 0 | 0 | 0 | 2 069 | 2 131 | 2 195 |
| Transfert | 3 341 | 1 874 | 2 159 | 2 739 | 2 240 | 2 307 | 2 376 | 0 | 0 | 0 | 2 240 | 2 307 | 2 376 |
| ■ Assurer une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins | 866 | 866 | 1 070 | 1 497 | 1 580 | 1 627 | 1 676 | 0 | 0 | 0 | 1 580 | 1 627 | 1 676 |
| ■ Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques | 203 | 203 | 204 | 596 | 114 | 117 | 121 | 0 | 0 | 0 | 114 | 117 | 121 |
| ■ Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique | 2 272 | 805 | 885 | 646 | 546 | 562 | 579 | 0 | 0 | 0 | 546 | 562 | 579 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 |
| ■ Assurer la couverture de nouveaux de GAVI | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 | 0 | 0 | 0 | 1 598 | 1 646 | 1 695 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3 | 6 102 | 4 464 | 11 902 | 11 130 | 12 672 | 13 052 | 13 444 | 0 | 0 | 0 | 12 672 | 13 052 | 13 444 |
| SOUS PROGRAMME /Action 4: Assurer la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires de base et du premier niveau de référence | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 11 725 | 11 536 | 16 026 | 14 048 | 16 445 | 16 938 | 17 447 | 0 | 0 | 0 | 16 445 | 16 938 | 17 447 |
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les CHR | 1 675 | 1 675 | 1 658 | 1 492 | 1 602 | 1 650 | 1 700 | 0 | 0 | 0 | 1 602 | 1 650 | 1 700 |
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les HG | 1 675 | 3 572 | 3 763 | 3 210 | 3 291 | 3 390 | 3 491 | 0 | 0 | 0 | 3 291 | 3 390 | 3 491 |
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les Hpsy | 1 675 | 145 | 155 | 141 | 301 | 310 | 319 | 0 | 0 | 0 | 301 | 310 | 319 |
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les FSU, CSU, DU, MU, PMI, SSSU | 1 675 | 3 846 | 4 431 | 4 022 | 4 072 | 4 194 | 4 320 | 0 | 0 | 0 | 4 072 | 4 194 | 4 320 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les CAT | 1 675 | 288 | 320 | 292 | 284 | 293 | 301 | 0 | 0 | 0 | 284 | 293 | 301 |
| ■ Assurer la prise en charge curative dans les CSR | 1 675 | 2 010 | 1 987 | 1 629 | 1 633 | 1 682 | 1 732 | 0 | 0 | 0 | 1 633 | 1 682 | 1 732 |
| ■ Assurer la prise en charge curative des personnes vivants avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV) | 1 675 | 0 | 3 712 | 3 262 | 5 262 | 5 420 | 5 582 | 0 | 0 | 0 | 5 262 | 5 420 | 5 582 |
| Transfert | 621 | 671 | 1 301 | 1 276 | 2 770 | 2 853 | 2 939 | 0 | 0 | 0 | 2 770 | 2 853 | 2 939 |
| ■ Assurer la prise en charge curative (CROIX ROUGE, CROIX BLEUE, DON ORIONE, AIBEF, ONG Les Amis de Thérèse HAURY) | 126 | 126 | 126 | 113 | 113 | 116 | 120 | 0 | 0 | 0 | 113 | 116 | 120 |
| ■ Assurer la prise en charge curative (Hôpital confessionnel et privé, HP Dabou) | 175 | 175 | 175 | 163 | 157 | 162 | 167 | 0 | 0 | 0 | 157 | 162 | 167 |
| ■ Assurer la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire) | 320 | 370 | 1 000 | 1 000 | 2 500 | 2 575 | 2 652 | 0 | 0 | 0 | 2 500 | 2 575 | 2 652 |
| Investissement | 612 | 612 | 1 879 | 915 | 843 | 868 | 894 | 0 | 0 | 0 | 843 | 868 | 894 |
| Trésor | 612 | 612 | 1 879 | 915 | 843 | 868 | 894 | 0 | 0 | 0 | 843 | 868 | 894 |
| ■ Assurer la riposte aux épidémies (Urgence Epidemie) | 612 | 612 | 1 879 | 915 | 843 | 868 | 894 | 0 | 0 | 0 | 843 | 868 | 894 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4 | 12 958 | 12 819 | 19 206 | 16 239 | 20 058 | 20 660 | 21 280 | 0 | 0 | 0 | 20 058 | 20 660 | 21 280 |
| SOUS PROGRAMME /Action 5: Assurer la prise en charge des affections dans les EPN hospitaliers | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 15 997 | 8 448 | 19 083 | 20 883 | 19 967 | 20 566 | 21 183 | 0 | 0 | 0 | 19 967 | 20 566 | 21 183 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 300 | 300 | 309 | 318 | 0 | 0 | 0 | 300 | 309 | 318 |
| ■ Secours d'Urgence aux Accidentés de la Voie Publique (AVP) | 0 | 0 | 0 | 300 | 300 | 309 | 318 | 0 | 0 | 0 | 300 | 309 | 318 |
| Transfert | 7 677 | 7 884 | 8 304 | 6 840 | 4 618 | 4 757 | 4 899 | 0 | 0 | 0 | 4 618 | 4 757 | 4 899 |
| ■ Accroître la prise en charge des malades au niveau des 4 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) | 4 922 | 5 076 | 5 476 | 4 355 | 2 965 | 3 054 | 3 146 | 0 | 0 | 0 | 2 965 | 3 054 | 3 146 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU) | 2 755 | 2 808 | 2 828 | 2 485 | 1 653 | 1 703 | 1 754 | 0 | 0 | 0 | 1 653 | 1 703 | 1 754 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 5 | 23 674 | 16 332 | 27 387 | 28 023 | 24 885 | 25 632 | 26 400 | 0 | 0 | 0 | 24 885 | 25 632 | 26 400 |
| SOUS PROGRAMME /Action 6: Assurer la formation et renforcer les capacités des agents de santé | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 1 385 | 743 | 2 145 | 2 012 | 2 095 | 2 158 | 2 223 | 0 | 0 | 0 | 2 095 | 2 158 | 2 223 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 240 | 247 | 255 | 240 | 247 | 255 |
| ■ Former les agents de santé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 240 | 247 | 255 | 240 | 247 | 255 |
| Transfert | 5 721 | 5 723 | 6 068 | 7 166 | 7 031 | 7 242 | 7 459 | 0 | 0 | 0 | 7 031 | 7 242 | 7 459 |
| ■ Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique | 464 | 463 | 463 | 400 | 250 | 258 | 265 | 0 | 0 | 0 | 250 | 258 | 265 |
| ■ Former les agents de santé | 900 | 903 | 903 | 700 | 715 | 736 | 759 | 0 | 0 | 0 | 715 | 736 | 759 |
| ■ Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (ETUDIANTS HOSPITALIERS, INTERNES DES HÔPITAUX, ELEVES INFAS) | 4 357 | 4 357 | 4 702 | 6 066 | 6 066 | 6 248 | 6 435 | 0 | 0 | 0 | 6 066 | 6 248 | 6 435 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 6 | 7 106 | 6 466 | 8 213 | 9 178 | 9 126 | 9 400 | 9 682 | 240 | 247 | 255 | 9 366 | 9 647 | 9 936 |

| SOUS PROGRAMME /Action 7: Renforcer les équipements logistiques des structures sanitaires (chaîne de froid, véhicule, motos) | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 57 | 57 | 192 | 322 | 214 | 220 | 227 | 0 | 0 | 0 | 214 | 220 | 227 |
| Trésor | 57 | 57 | 192 | 322 | 214 | 220 | 227 | 0 | 0 | 0 | 214 | 220 | 227 |
| ■ Acquérir des stérilisateurs | 0 | 0 | 0 | 200 | 100 | 103 | 106 | 0 | 0 | 0 | 100 | 103 | 106 |
| ■ Acquérir 30 ambulances médicalisées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Acquérir 200 ambulances de transferts | 35 | 35 | 120 | 50 | 70 | 72 | 74 | 0 | 0 | 0 | 70 | 72 | 74 |
| ■ Acquérir 100 véhicules doubles cabines | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Acquérir 100 Véhicules de supervisions | 22 | 22 | 72 | 72 | 44 | 45 | 47 | 0 | 0 | 0 | 44 | 45 | 47 |
| ■ Acquérir 2 000 motos | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 7 | 57 | 57 | 192 | 322 | 214 | 220 | 227 | 0 | 0 | 0 | 214 | 220 | 227 |
| TOTAL PROGRAMME 2 | | | | | | | | | | | | | |
| | 107 247 | 115 584 | 164 382 | 191 693 | 185 162 | 190 717 | 196 439 | 38 493 | 39 648 | 40 837 | 223 655 | 230 365 | 237 276 |

| PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--------------|-------|--------|---------------|--------------------------|--------|--------|-------------------|------|------|---------------------|--------|--------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| L'objectif global : Lutte contre les maladies et les problèmes de santé prioritaires. | | | | | | | | | | | | | |
| SOUS PROGRAMME /Action 1: Intensifier la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 |
| Biens services | 0 | 6 300 | 6 300 | 6 300 | 4 800 | 4 944 | 5 092 | 0 | 0 | 0 | 4 800 | 4 944 | 5 092 |
| ■ Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF | 0 | 6 300 | 6 300 | 6 300 | 4 800 | 4 944 | 5 092 | 0 | 0 | 0 | 4 800 | 4 944 | 5 092 |
| Transfert | 440 | 440 | 443 | 1 117 | 1 091 | 1 124 | 1 157 | 0 | 0 | 0 | 1 091 | 1 124 | 1 157 |
| ■ Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida | 144 | 144 | 147 | 127 | 101 | 104 | 107 | 0 | 0 | 0 | 101 | 104 | 107 |
| ■ Elaborer et mettre en oeuvre le plan d'action du FNLS | 296 | 296 | 296 | 990 | 990 | 1 020 | 1 050 | 0 | 0 | 0 | 990 | 1 020 | 1 050 |
| Investissement | 711 | 274 | 19 230 | 40 729 | 41 845 | 43 100 | 44 393 | 0 | 0 | 0 | 41 845 | 43 100 | 44 393 |
| Trésor | 711 | 274 | 1 798 | 4 888 | 6 666 | 6 866 | 7 072 | 0 | 0 | 0 | 6 666 | 6 866 | 7 072 |
| ■ Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC) | 373 | 96 | 390 | 1 692 | 2 376 | 2 447 | 2 521 | 0 | 0 | 0 | 2 376 | 2 447 | 2 521 |
| ■ Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP) | 60 | 60 | 1 056 | 2 628 | 3 135 | 3 229 | 3 326 | 0 | 0 | 0 | 3 135 | 3 229 | 3 326 |
| ■ Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT) | 70 | 70 | 73 | 411 | 813 | 837 | 863 | 0 | 0 | 0 | 813 | 837 | 863 |
| ■ Renforcer de Lutte contre le SIDA chez les Populations Hautement Vulnérables | 43 | 7 | 43 | 48 | 36 | 37 | 38 | 0 | 0 | 0 | 36 | 37 | 38 |
| ■ Prévenir et prendre en charge les IST/VIH/SIDA des Prof. du sexe | 18 | 18 | 18 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS) | 100 | 0 | 0 | 0 | 197 | 203 | 209 | 0 | 0 | 0 | 197 | 203 | 209 |
| ■ Assurer la coordination de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial | 32 | 8 | 203 | 109 | 109 | 112 | 116 | 0 | 0 | 0 | 109 | 112 | 116 |
| ■ : Appuyer la Décentralisation de la Lutte contre le SIDA | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 17 432 | 35 841 | 35 179 | 36 234 | 37 321 | 0 | 0 | 0 | 35 179 | 36 234 | 37 321 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Mettre sous traitement ARV au moins 80% des PVVIH (adultes et enfants) éligibles | 0 | 0 | 14 399 | 1 493 | 19 793 | 20 387 | 20 998 | 0 | 0 | 0 | 19 793 | 20 387 | 20 998 |
| ■ Acquérir des antituberculeux de deuxième ligne pour la prise en charge de 50 malades tuberculeux multi-résistants chaque année | 0 | 0 | 1 539 | 1 539 | 3 202 | 3 298 | 3 397 | 0 | 0 | 0 | 3 202 | 3 298 | 3 397 |
| ■ Distribuer gratuitement les moustiquaires imprégnées | 0 | 0 | 1 397 | 32 809 | 12 184 | 12 550 | 12 926 | 0 | 0 | 0 | 12 184 | 12 550 | 12 926 |
| ■ Assurer la coordination de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial | 0 | 0 | 97 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1 | 1 153 | 7 016 | 25 975 | 48 148 | 47 738 | 49 170 | 50 645 | 0 | 0 | 0 | 47 738 | 49 170 | 50 645 |
| SOUS PROGRAMME /Action 2: Renforcer la lutte contre les autres maladies non transmissibles et tropicales négligées | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 2 734 | 3 969 | 5 173 | 5 519 | 5 950 | 6 128 | 6 312 | 0 | 0 | 0 | 5 950 | 6 128 | 6 312 |
| ■ Gérer le personnel du programme 3 hors EPN | 2 734 | 3 969 | 5 173 | 5 519 | 5 950 | 6 128 | 6 312 | 0 | 0 | 0 | 5 950 | 6 128 | 6 312 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 319 | 351 | 362 | 372 | 0 | 0 | 0 | 351 | 362 | 372 |
| ■ Renforcer la lutte contre le tabac, alcoolisme et autres addictions | 0 | 0 | 0 | 319 | 351 | 362 | 372 | | | | 351 | 362 | 372 |
| Investissement | 4 099 | 4 755 | 6 020 | 19 549 | 20 033 | 20 634 | 21 253 | 0 | 0 | 0 | 20 033 | 20 634 | 21 253 |
| Trésor | 4 099 | 4 755 | 6 020 | 6 133 | 6 033 | 6 214 | 6 400 | 0 | 0 | 0 | 6 033 | 6 214 | 6 400 |
| ■ Renforcer le Programme Elargi de Vaccination | 2 857 | 2 857 | 3 681 | 3 297 | 2 830 | 2 915 | 3 002 | 0 | 0 | 0 | 2 830 | 2 915 | 3 002 |
| ■ Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS) | 46 | 72 | 72 | 72 | 62 | 64 | 66 | 0 | 0 | 0 | 62 | 64 | 66 |
| ■ Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer | 40 | 108 | 109 | 109 | 85 | 88 | 90 | 0 | 0 | 0 | 85 | 88 | 90 |
| ■ Lutter contre le Cancer du Sein/Access Roche | 0 | 0 | 193 | 276 | 276 | 284 | 293 | 0 | 0 | 0 | 276 | 284 | 293 |
| ■ Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales | 22 | 68 | 68 | 68 | 68 | 70 | 72 | 0 | 0 | 0 | 68 | 70 | 72 |
| ■ Lutter contre l'Hépatite Virale/ Access Roche | 0 | 0 | 356 | 664 | 464 | 478 | 492 | 0 | 0 | 0 | 464 | 478 | 492 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| ■ Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète | 40 | 105 | 105 | 70 | 70 | 72 | 74 | 0 | 0 | 0 | 70 | 72 | 74 |
| ■ Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme | 129 | 129 | 129 | 144 | 101 | 104 | 107 | 0 | 0 | 0 | 101 | 104 | 107 |
| ■ Renforcer le Programme National de Lutte contre la schistosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lymphatique | 150 | 148 | 148 | 101 | 274 | 282 | 291 | 0 | 0 | 0 | 274 | 282 | 291 |
| ■ Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre | 58 | 84 | 84 | 107 | 91 | 94 | 97 | 0 | 0 | 0 | 91 | 94 | 97 |
| ■ Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose – PNSOLO | 50 | 108 | 108 | 108 | 88 | 91 | 93 | 0 | 0 | 0 | 88 | 91 | 93 |
| ■ Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine – PNETHA | 170 | 170 | 55 | 55 | 161 | 166 | 171 | 0 | 0 | 0 | 161 | 166 | 171 |
| ■ Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulcère Buruli | 200 | 305 | 305 | 256 | 156 | 161 | 166 | 0 | 0 | 0 | 156 | 161 | 166 |
| ■ Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA) | 44 | 44 | 44 | 35 | 35 | 36 | 37 | 0 | 0 | 0 | 35 | 36 | 37 |
| ■ Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle | 40 | 143 | 146 | 121 | 90 | 93 | 95 | 0 | 0 | 0 | 90 | 93 | 95 |
| ■ Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques | 49 | 163 | 166 | 100 | 86 | 89 | 91 | 0 | 0 | 0 | 86 | 89 | 91 |
| ■ Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD) | 144 | 158 | 158 | 132 | 68 | 70 | 72 | 0 | 0 | 0 | 68 | 70 | 72 |
| ■ Renforcer le Programme National Santé Mentale | 60 | 93 | 93 | 118 | 78 | 80 | 83 | 0 | 0 | 0 | 78 | 80 | 83 |
| ■ Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola | 0 | 0 | 0 | 300 | 950 | 979 | 1 008 | 0 | 0 | 0 | 950 | 979 | 1 008 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 13 416 | 14 000 | 14 420 | 14 853 | 0 | 0 | 0 | 14 000 | 14 420 | 14 853 |
| ■ Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola | 0 | 0 | 0 | 13 416 | 14 000 | 14 420 | 14 853 | 0 | 0 | 0 | 14 000 | 14 420 | 14 853 |
| Sous Total Action 2 | 6 833 | 8 724 | 11 193 | 25 387 | 26 334 | 27 124 | 27 937 | 0 | 0 | 0 | 26 334 | 27 124 | 27 937 |
| SOUS PROGRAMME /Action 3: Appliquer les bonnes pratiques nutritionnelles et les mesures préventives | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|----------|--------------|--------------|--------------|
| Investissement | 310 | 310 | 454 | 1 464 | 1 165 | 1 200 | 1 236 | 0 | 0 | 0 | 1 165 | 1 200 | 1 236 |
| Trésor | 310 | 310 | 418 | 1 428 | 1 125 | 1 159 | 1 194 | 0 | 0 | 0 | 1 125 | 1 159 | 1 194 |
| ■ Renforcer le Programme National de Nutrition | 300 | 300 | 408 | 1 408 | 1 107 | 1 140 | 1 174 | 0 | 0 | 0 | 1 107 | 1 140 | 1 174 |
| ■ Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF:Survie de l'Enfant /Santé Nutrition | 10 | 10 | 10 | 20 | 18 | 19 | 19 | 0 | 0 | 0 | 18 | 19 | 19 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 36 | 36 | 40 | 41 | 42 | 0 | 0 | 0 | 40 | 41 | 42 |
| ■ Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF:Survie de l'Enfant /Santé Nutrition | 0 | 0 | 36 | 36 | 40 | 41 | 42 | 0 | 0 | 0 | 40 | 41 | 42 |
| Sous Total Action 3 | 310 | 310 | 454 | 1 464 | 1 165 | 1 200 | 1 236 | 0 | 0 | 0 | 1 165 | 1 200 | 1 236 |
| SOUS PROGRAMME /Action 4: Améliorer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 13 000 | 13 000 | 13 000 | 13 000 | 9 500 | 9 785 | 10 079 | 0 | 0 | 0 | 9 500 | 9 785 | 10 079 |
| ■ Renforcer la Mise en oeuvre Gratuité Accouchement / DAF | 6 600 | 6 600 | 6 600 | 6 600 | 4 850 | 4 996 | 5 145 | 0 | 0 | 0 | 4 850 | 4 996 | 5 145 |
| ■ Renforcer la Mise en oeuvre Gratuité Césarienne / DAF | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 4 650 | 4 790 | 4 933 | 0 | 0 | 0 | 4 650 | 4 790 | 4 933 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 3 404 | 650 | 13 047 | 1 137 | 10 430 | 11 205 | 11 541 | 0 | 0 | 0 | 10 430 | 11 205 | 11 541 |
| Trésor | 3 404 | 650 | 3 047 | 1 137 | 430 | 905 | 932 | 0 | 0 | 0 | 430 | 905 | 932 |
| ■ Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale | 116 | 199 | 196 | 199 | 94 | 97 | 100 | 0 | 0 | 0 | 94 | 97 | 100 |
| ■ Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles | 20 | 41 | 41 | 25 | 25 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 |
| ■ Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accelération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Neonatale en Côte d'Ivoire | 0 | 78 | 78 | 532 | 68 | 532 | 548 | 0 | 0 | 0 | 68 | 532 | 548 |
| ■ Améliorer la Santé de la Reproduction et Planing Familial/C2D | 3 000 | 0 | 2 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ■ Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI) | 221 | 221 | 221 | 241 | 132 | 136 | 140 | 0 | 0 | 0 | 132 | 136 | 140 |
| ■ Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU) | 47 | 111 | 111 | 140 | 111 | 114 | 118 | 0 | 0 | 0 | 111 | 114 | 118 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|----------------|
| Financement extérieur | 0 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 10 300 | 10 609 | 0 | 0 | 0 | 10 000 | 10 300 | 10 609 |
| ■ Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accelération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Neonatale en Côte d'Ivoire | 0 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 10 300 | 10 609 | 0 | 0 | 0 | 10 000 | 10 300 | 10 609 |
| Sous Total Action 4 | 16 404 | 13 650 | 26 047 | 14 137 | 19 930 | 20 990 | 21 620 | 0 | 0 | 0 | 19 930 | 20 990 | 21 620 |
| SOUS PROGRAMME /Action 5: Promouvoir et faire la prévention de la santé et l'hygiène publique | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 16 | 16 | 140 | 130 | 134 | 138 | 0 | 0 | 0 | 130 | 134 | 138 |
| Trésor | 0 | 16 | 16 | 140 | 130 | 134 | 138 | 0 | 0 | 0 | 130 | 134 | 138 |
| ■ Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique | 0 | 0 | 0 | 100 | 70 | 72 | 74 | 0 | 0 | 0 | 70 | 72 | 74 |
| ■ Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé | 0 | 0 | 0 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Renforcer le Prog d'Appui à l'accélération de l'accès Durable à l'eau, à l'hygiène et à l'assainis. (PADEHA)/Santé | 0 | 16 | 16 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| ■ Renforcer la sécurité des patients | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 5 | 0 | 16 | 16 | 140 | 130 | 134 | 138 | 0 | 0 | 0 | 130 | 134 | 138 |
| TOTAL PROGRAMME 3 | 24 700 | 29 716 | 63 685 | 89 276 | 95 297 | 98 618 | 101 576 | 0 | 0 | 0 | 95 297 | 98 618 | 101 576 |

**SECTION 33 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique (cf. décret N° 2014-839 du 17 décembre 2014 portant organisation du MESRS).

A ce titre, en relation avec certains départements ministériels, il est chargé de :

- la mise en œuvre et du suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- la gestion des universités et des grandes écoles publiques ;
- l'organisation des examens et concours de niveau post-baccalauréat ;
- la mise en œuvre et du suivi de la politique de recherche scientifique ;
- la gestion des instituts et centres de recherche.

a) Diagnostic

Pour assurer la **gouvernance et l'administration** du département, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique dispose outre le Cabinet, d'organes de concertation et de régulation définis par la loi n° 95-696 du 07 septembre 1995 relative à l'enseignement, de services rattachés au cabinet, de directions générales et de directions centrales.

L'enseignement supérieur, en 2014-2015 comptait 50 établissements publics dont 5 universités et 2 grandes écoles sous la tutelle du MESRS et 43 grandes écoles hors MESRS. Les établissements privés sont au nombre de 191 dont 29 universités et 162 grandes écoles avec 80% de l'ensemble de ces établissements concentrés dans le District d'Abidjan.

Dans la même période, l'effectif des étudiants était estimé à 192 842, soit 850,59 étudiants pour 100 000 habitants reparti comme suit :

- **97 846 étudiants** inscrits dans les établissements publics, **soit 50,73%** de l'ensemble des étudiants ;
- **94 996 étudiants** dans des établissements privés **soit 49,26%**.

La répartition des effectifs étudiants dans les domaines d'études pour l'année 2014-2015 indique que 33,40% de l'effectif des étudiants sont inscrits dans les domaines scientifiques (Sciences et technologies, Sciences de la Santé, Sciences Agronomiques) et 66,60% dans les domaines dits "littéraires" (Sciences Economiques et de Gestion, Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration, Lettre, Langues et Arts, Sciences de l'Homme et de la Société, Sciences de l'Education et de la Formation).

Au plan des **ressources humaines**, ce département compte un effectif global de 5 837 dont 1 360 femmes soit 23%. Cet effectif se compose de 3 598 enseignants-chercheurs (550 femmes soit 15,29%), 218 chercheurs (49 femmes soit 22,48%) et 2 021 personnels administratifs et techniques.

Le personnel en service au niveau de l'administration centrale était de 337 agents dont 28 enseignants-chercheurs et chercheurs, 271 PAT et d'encadrement et 38 autres enseignants pour l'année 2015.

Le ratio étudiant/enseignant est de 24 étudiants pour un enseignant pour l'ensemble des établissements publics. Mais, il varie d'un établissement à un autre. Ainsi, pour l'année académique 2014-2015, l'Université Félix Houphouët Boigny compte environ 25 étudiants pour un enseignant contre 27 pour l'Université Nangui Abrogoua, 21 pour l'Université Alassane Ouattara, 18 pour l'Université Jean LOROUGNON GUEDE, 20 pour l'Université PELEFORO GON COULIBALY, 10 pour l'INPHB et 07 pour l'ENS. Il convient de faire remarquer que ce sont des ratios moyens qui cachent d'importantes disparités entre les filières au niveau des Universités. Par exemple, l'on note 74 étudiants pour un enseignant à l'UFR SJAP de l'UFHB, 57 étudiants pour un enseignant à l'UFR SEG de l'UFHB, 55 étudiants pour un enseignant à l'UFR SED de l'UAO 03 étudiants pour un enseignant à l'UFR Odontostomatologie de l'UFHB, 05 étudiants pour un enseignant à l'UFR SGE de l'UNA, 06 étudiants pour un enseignant à l'UFR Sciences Médicales de l'UAO etc. A l'international, la norme établie par l'UNESCO est de 30 étudiants par enseignant et par filière.

Le faible ratio « étudiant/enseignant » constaté à l'INPHB et certaines UFR notamment celles de la santé, est le résultat d'une sous-exploitation des capacités d'accueil de ces structures en termes d'étudiants et d'enseignants et d'une insuffisance des équipements pédagogiques.

Au titre des œuvres universitaires, le MESRS dispose de cinq (05) centres régionaux des œuvres universitaires (CROU) : CROU-A1, CROU-A2 à Abidjan, CROU-B à Bouaké, CROU-D à Daloa et CROU-K à Korhogo. Le ratio global étudiant/lit qui est de 1 lit pour 17 étudiants rend compte de l'insuffisance des capacités d'accueil des résidences universitaires.

Au titre des œuvres sociales, l'on note que l'enveloppe des bourses allouée à l'Enseignement Supérieur (5,47% en 2016) est affectée seulement à 11% des étudiants. Par ailleurs, les bourses hors Côte d'Ivoire qui ne concernent que six cent (600) étudiants, prélèvent 3,735 milliards sur des crédits globaux de 11,289 milliards.

La Recherche Scientifique, conçue pour être le véritable moteur du développement culturel, social et économique de la Côte d'Ivoire est un support indispensable aux formations dispensées dans les Universités et Grandes Ecoles et à l'élévation du niveau scientifique, culturel, technologique et professionnel de la nation ivoirienne. Elle vise à accroître les connaissances et à mettre au point des innovations technologiques dans tous les domaines.

Les structures de recherches sous tutelle du MESRS sont de 3 types :

- Les Instituts et centres de recherche autonomes (le Centre de Recherches Océanologique (CRO), l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI),
- Les Instituts et centres de recherche rattachés aux universités (CRE, IREN, CIRES, IRMA, CEMV, IRD, IAP,) ;
- Les Instituts et centres de recherche de type particulier (Lamto Géophysique, CNRA, AFRICA RICE, CSRS).

Parallèlement, il existe des structures de recherches, hors tutelle du MESRS, au sein d'autres départements Ministériels et d'entreprises privées.

Au niveau du financement du MESRS, l'Etat a fait des efforts pour ce sous-secteur de l'éducation formation qui a ainsi vu son budget passer de 143 268 889 784 milliards FCFA en 2014 à 206 170 013 563 milliards CFA en 2016, soit un accroissement annuel moyen de 20% de son budget. La part du budget du MESRS en % du budget du secteur éducation formation est passée de 16,35% en 2006 à 21,19% en 2014, puis 18,70% en 2016. Mais, il faut surtout noter la hausse du budget d'investissement (essentiellement due à la réhabilitation des infrastructures existantes) qui représente en 2016 41% du budget du secteur.

Aussi, la part du budget du secteur Education/formation par rapport au PIB est de 4,7% et pour le sous-secteur MESRS, elle représente 1,21%.

b) Identification des problèmes

Les crises successives ont entamé l'excellence du niveau de formation et la qualité du dispositif. Le résultat de la dégradation du système d'enseignement supérieur se traduit par une série de difficultés à relever, en l'occurrence :

- L'inadaptation de la loi de 1995 relative à l'enseignement au contexte actuel (réforme LMD, université numérique) ;
- L'insuffisance des capacités d'accueil et des ressources humaines d'encadrement en raison des effectifs pléthoriques des étudiants;
- Une faible efficacité interne qui se caractérise par des taux d'échec et de redoublement très élevés dans certaines filières ;
- Une inadéquation des programmes de formation aux besoins du marché qui a pour conséquence un taux élevé de chômage des diplômés du supérieur (faible efficacité externe);
- L'insuffisance des équipements pédagogiques et didactiques ayant pour conséquence une dégradation de la qualité de l'enseignement ;

- Les difficultés de mise en œuvre du système LMD notamment la semestrialisation ;
- La faible utilisation des TIC dans l'apprentissage ;
- La gouvernance approximative des structures due à l'absence d'application effective des textes réglementaires ;
- Le manque de vitalité du cadre formel d'échanges entre les universités et les entreprises (commission paritaire) ;
- Les violences en milieu universitaire ;
- Les grèves intempestives des personnels enseignants, administratifs et techniques ainsi que des étudiants ;
- L'insuffisance des offres socio-culturelles, sportives et des équipements des infrastructures ;
- L'insuffisance des capacités d'accueil des CROU d'Abidjan, de Bouaké et Daloa dont quelques résidences universitaires ont été réhabilitées et ouvertes à la faveur du départ nouveau en 2012. L'indicateur 'ratio global étudiant/lit' qui est de 1 lit pour 17 traduit cette insuffisance.
- La constance de l'enveloppe des bourses allouée à l'Enseignement Supérieur alors que le nombre d'étudiants ne cesse de croître. En effet, de 2010 à 2015, le montant des bourses est resté à 11 milliards chaque année alors que l'effectif des étudiants est passé de 66 237 à 192 842 sur la même période, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 28%.

L'analyse de la situation du secteur de la **Recherche Scientifique** fait ressortir les insuffisances majeures suivantes :

- L'absence d'une Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- L'absence de mécanismes de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique pour renforcer les échanges entre les laboratoires nationaux et étrangers dans le cadre de la coopération internationale;
- Une insuffisance de la collaboration entre les institutions publiques, privées traitant de la question de la recherche ;
- L'Insuffisance des accords de partenariats avec les secteurs de l'industrie et des services ;
- Un déficit de chercheurs et du personnel de soutien ;
- La faiblesse du processus de renforcement des capacités du personnel ;
- L'insuffisance des infrastructures et des équipements de recherche ;
- L'absence d'une agence de valorisation des résultats de la recherche;
- L'inexistence d'incubateurs de recherche ;
- L'insuffisance des transferts de technologie ;
- Le faible développement de l'innovation technologique ;

- La faiblesse notoire du budget alloué à la Recherche Scientifique au regard des ambitions et des projections sur le futur ;
- La forte dépendance financière de la recherche scientifique ivoirienne vis-à-vis des pays du Nord ;
- Le faible financement des activités de recherche.

c) Les réponses apportées

Pour améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système en vue de la réalisation de la performance de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, les réponses suivantes ont été apportées :

➤ **En matière d'enseignement supérieur :**

Mesures pour l'amélioration de l'accès

- La réhabilitation et l'équipement des infrastructures des Universités et des résidences universitaires de Cocody et de Bouaké ;
- La construction des résidences universitaires de Korhogo ;
- La réhabilitation et l'équipement de l'INPHB ;
- La réhabilitation et l'équipement de l'ENS ;
- L'extension et de l'équipement des Universités JEAN LOROUGNON GUEDE ET PELELFORO GON COULIBALY ;
- La construction de l'université de Man ;
- L'acquisition de sites universitaires à San-Pedro et à Bondoukou ;
- La réalisation des études topographiques et l'élaboration des dossiers de purge des droits coutumiers du site de la Ville Universitaire d'Adiaké sur un site de 940 ha ;
- L'identification de nouveaux sites universitaires à Abengourou, Odienné et Daoukro ;
- La création de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) (cf. Décret N° 2015-775 du 09 décembre 2015 portant création, attributions, organisation et fonctionnement) ;
- La formation des enseignants à la mise en ligne des cours ;
- L'utilisation accrue des TIC.

Mesures à caractère administratif et académique

- *TIC, RITER et Campus numérique Francophone*

Le développement du RITER a permis de mettre en réseau interne et externe les structures de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. C'est un outil indispensable pour la réforme LMD et pour la Recherche.

- *Gouvernance des institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique*
Il s'agit de la mise en place des dispositifs nouveaux permettant un management pertinent capable de relever le défi d'un pilotage performant des universités et des grandes écoles. Ce sont :
 - L'organisation d'un séminaire de révision de la loi de 1995 relative à l'enseignement pour l'adapter au contexte actuel (réforme LMD, université virtuelle) ;
 - La rédaction des projets d'établissement (contrats d'établissement) par les Universités et les grandes écoles publiques ;
 - L'élaboration du projet de la charte fonctionnelle du MESRS ;
 - L'élaboration de la carte universitaire, outil d'aide à la décision pour le pilotage du dispositif du système d'enseignement supérieur.

- *Renforcement des capacités et Réforme LMD*
La mise en œuvre de cette réforme s'est faite par:
 - La sensibilisation de toutes les parties prenantes du système ;
 - La maîtrise de l'utilisation des crédits d'évaluation dans un parcours de formation modulaire ;
 - L'adaptation des offres de formation aux marchés de l'emploi pour améliorer l'employabilité des diplômés.
 - La finalisation et l'harmonisation des curricula dans le cadre de la réforme LMD ;
 - Le développement des filières professionnalisées.

Mesures à caractère socioculturel, éducatif et sportif

La problématique de la jeunesse estudiantine est au cœur du dispositif de normalisation de la vie sociale et politique engagé de façon résolue par le Gouvernement. Ainsi, les infrastructures socioculturelles, éducatives et sportives ont été réhabilitées et construites afin d'occuper sainement les étudiants, en dehors de leurs activités académiques et de les éloigner de l'oisiveté, mère de nombreux vices et dérives.

- *Redynamisation des activités culturelles*

Ce sont la reconstitution des différents Clubs artistiques, littéraires et scientifiques existant au sein des Universités (CUAC) et la remise en place de l'Orchestre de l'Université d'Abidjan dont l'acquisition du matériel et la formation du groupe sont en cours.

- *Redynamisation des activités éducatives et sportives*

Quelques associations sportives des CROU ont été réactivées et réorganisées afin que de véritables équipes universitaires naissent et compétissent à l'échelle régionale, voire internationale.

➤ **En matière de recherche scientifique et d'innovation technologique**

Mesures à caractère administratif

- *La gouvernance des institutions de recherche scientifique*

Le projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique ainsi que des dispositions législatives et réglementaires portant création des établissements publics à caractère scientifique et technique ont été élaborés.

- *La Création des écoles doctorales*

La création d'écoles doctorales dans les universités et grandes écoles va accroître le potentiel en ressources humaines capable d'animer les différents pôles de compétences.

- *Le développement des pôles scientifiques et d'innovation*

Ces pôles scientifiques permettront de renforcer les capacités de recherche-développement des universités, des grandes écoles et des structures de recherche.

- *La Définition de la politique nationale de recherche*

Un plan d'actions a été élaboré dans le cadre de la politique nationale de la recherche scientifique.

Mesures pour redynamiser les structures

- *L'évaluation des structures de recherche scientifique*

L'inventaire exhaustif du potentiel national de la recherche scientifique et technologique est à poursuivre.

- *La structuration de la recherche par grandes thématiques (pôles de compétences)*

Quatorze (14) programmes de recherche ont été créés au titre des huit (8) pôles de compétences.

- *La modernisation du dispositif de la recherche scientifique*

L'acquisition et la construction de nouvelles infrastructures ainsi que leur équipement à travers la création de nouveaux moyens communautaires de la recherche scientifique sont en cours de réalisation.

Mesures pour la valorisation des produits de la recherche

- *Le développement du technopole*

Le technopole a été rattaché à l'INP-HB afin d'accélérer son développement.

- *La valorisation des produits de la recherche*

Des études ont été réalisées pour la *création des incubateurs d'entreprises et des start-ups et des unités de recherche industrielles.*

d) Défis et priorités

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique doivent jouer un rôle primordial pour la transformation de la côte d'ivoire en un pays émergent et contribuer de manière significative à assurer un bien être social a tous.

Pour ce faire, ils doivent favoriser d'une part la création d'emplois et de richesse par le soutien au monde rural et la promotion du secteur privé productif comme moteur de croissance et d'autre part, l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base, la préservation de l'environnement, la promotion de l'égalité de genre et la protection sociale.

Les défis à relever en matière *d'enseignement supérieur*, consistent à :

- Elaborer et faire adopter la loi relative à l'enseignement supérieur à partir de la loi de 1995 relative à l'enseignement ;
- Améliorer la qualité de la gouvernance dans l'administration centrale et les structures d'enseignement et de recherche (outils de gouvernance : scolarité, finances, ressources humaines, patrimoine, carte universitaire etc.);
- Inscrire les établissements d'enseignement dans la démarche qualité (élaboration de référentiels, auto-évaluation, évaluation externe, certification, accréditation, etc.) ;
- Rendre effectif la semestrialisation dans le cadre de la réforme LMD ;
- Mettre en place un système d'information et de gestion de l'Enseignement supérieur (SIGA);
- Construire les nouvelles universités programmées (Man, San-Pedro, Bondoukou, Adiaké) ;
- Développer le numérique éducatif (UVCI, enseignement à distance, MOOC);
- Réguler les flux d'apprenants entre les trois sous secteurs de l'éducation formation ;
- Améliorer l'employabilité des diplômés ;
- Promouvoir la cohésion sociale en vue de créer un climat de paix.

Les défis à relever en matière de **recherche scientifique** consistent à :

- Faire adopter le projet de Loi portant programmation et orientation de la recherche scientifique ;
- Inscrire les centres et instituts de recherche dans la démarche qualité (élaboration de référentiels, auto-évaluation, évaluation externe, certification, accréditation, etc.) ;
- Améliorer la Gouvernance des structures de recherche (outils de gouvernance : finances, ressources humaines, patrimoine etc.);
- Développer les pôles scientifiques et d'innovation ;
- Adapter les activités de recherche aux besoins du développement national ;

- Promouvoir et établir des partenariats avec les secteurs de l'industrie et des services ;
- Valoriser les acquis de la recherche (incubateurs d'entreprises, unités industrielles, start-ups, fermes agropastorales) ;
- Diversifier les sources de financement.

I-2- Politique sectorielle

a) Contexte

Après la crise postélectorale, le gouvernement de CI a entrepris un vaste programme de réhabilitation et d'équipement des Universités publiques et des Centres Régionaux des Œuvres Universitaires (CROU).

Malgré la réalisation de cette opération d'envergure (départ nouveau, septembre 2012), le problème d'insuffisance des infrastructures d'accueil d'enseignement supérieur se pose toujours avec acuité à cause du nombre d'étudiants qui augmente d'année en année.

Les dernières statistiques de l'annuaire 2014-2015, démontre clairement cette assertion, car l'enseignement supérieur de Côte d'Ivoire enregistre près de 192 842 étudiants dont 97 846 étudiants inscrits dans les établissements publics.

Dans sa quête d'apporter une solution efficace à la problématique d'accessibilité à un enseignement supérieur de qualité et qualifiant, même professionnalisant à termes, le MESRS a obtenu l'assentiment du gouvernement, lors des conférences ministérielles sur le budget 2015, la mise en œuvre du projet du télé-enseignement par la création de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire.

Par ailleurs le MESRS s'est inscrit dans la démarche qualité qui se fonde sur des standards internationaux, allant de pair avec des innovations capables d'insuffler une dynamique nouvelle à la politique du département.

b) Présentation de la politique du Ministère

Les orientations du ministère ci-dessous énumérées s'inscrivent dans la mise en œuvre de deux (2) axes stratégiques du PND 2016-2020 que sont :

- L'accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social
- L'accélération des transformations structurelles de l'économie par l'industrialisation

c) Les principales orientations

En matière d'enseignement supérieur, il s'agit d'assurer l'accessibilité à un enseignement supérieur de qualité par (i) la poursuite de la déconcentration/décentralisation de l'enseignement supérieur, (ii) l'amélioration du partenariat avec l'enseignement supérieur privé, (iii) la mise en place de politiques favorisant l'accès aux filières scientifiques, (iv) la mise en œuvre du système LMD (Licence Master Doctorat), l'amélioration de la professionnalisation universitaire, (v) le renforcement de l'encadrement et des équipements pédagogiques, (vi) l'amélioration du ratio étudiants/enseignants, (vii) l'amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants et des étudiants, (viii) le développement et le renforcement de la coopération interuniversitaire, (ix) le renforcement des systèmes de contrôle, de suivi et d'évaluation des activités et des résultats, (x) l'accroissement et renforcement de l'utilisation de TIC.

Au niveau de la recherche scientifique, il s'agit de développer une recherche scientifique et technologique diversifiée et novatrice, capable de répondre aux besoins de la population en matière de développement par (i) la réforme du cadre juridique et institutionnel de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, (ii) la promotion de la recherche /développement, (iii) le soutien à l'innovation technologique, (iv) le renforcement des capacités du secteur de la recherche, (v) le renforcement du partenariat entre les structures nationales de recherche et organismes privés productifs ou de recherche aux niveaux national et international, (vi) la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche et (vii) l'établissement d'un cadre de collaboration avec les acteurs de développement.

d) Objectifs

En matière d'enseignement supérieur

Objectif Général : Assurer l'accessibilité à un enseignement supérieur de qualité

Objectifs spécifiques :

- Améliorer l'accès à l'Enseignement Supérieur
- Améliorer la qualité de l'Enseignement Supérieur

En matière de recherche scientifique

Objectif Général : Développer une recherche scientifique et technologique diversifiée et novatrice, capable de répondre aux besoins de la population en matière de développement

Objectifs Spécifiques :

- Promouvoir la recherche scientifique et technique au service du développement • Promouvoir et valoriser les résultats de la recherche
- Promouvoir et valoriser les résultats de la recherche
- e) **Les résultats attendus à moyen terme**
 - La nouvelle Loi relative à l'enseignement supérieur est élaborée et adaptée ;
 - La charte fonctionnelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique est adoptée ;
 - Les contrats d'établissement (contrat de performance) sont signés entre les Universités, les grandes écoles publiques et l'Etat ;
 - Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont inscrits dans la démarche qualité ;
 - La réhabilitation, l'extension et l'équipement de l'INPHB sont réalisés ;
 - Toutes les résidences universitaires existantes sont réhabilitées et opérationnelles ;
 - L'extension et l'équipement des Universités JEAN LOROUGNON GUEDE et PELELORO GON COULIBALY sont réalisés;
 - L'Université de Man est ouverte et fonctionnelle ;
 - Les universités de San-Pedro et de Bondoukou sont construites et fonctionnelles ;
 - Le numérique éducatif est développé (UVCI, enseignement à distance);
 - La semestrialisation du système LMD est effective dans toutes les universités ;
 - Le milieu universitaire est apaisé ;
 - L'insertion professionnelle des apprenants est assurée ;
 - Le projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique est adopté ;
 - Les quatorze (14) programmes de recherche créés au titre des huit (8) pôles de compétences sont mis en œuvre ;
 - Les incubateurs d'entreprises, les start-ups et les unités de recherche industrielle sont fonctionnels ;
 - Les produits de la recherche scientifique et de l'innovation technologique sont valorisés.

I-3- Mission-vision du Ministère

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique (*cf. Décret N° 2014-839 du 17 décembre 2014 portant organisation du MESRS*).

A ce titre, il assure, en liaison avec les autres départements ministériels concernés, l'enseignement et la formation au niveau supérieur et développe la recherche scientifique et l'innovation technologique en vue de contribuer efficacement au développement durable de la Côte d'Ivoire.

Pour la mise en œuvre de cette politique, il dispose outre le Cabinet, une Inspection Générale (01), des Directions Centrales rattachées directement au Cabinet (07), des Directions Générales (03), des Directions Centrales rattachées aux Directions Générales (06), des Universités publiques (07), des Grandes Écoles publiques (02), des Centres Régionaux des Œuvres Universitaires (05), des Centres et Instituts de recherche (02).

La vision du MESRS en matière d'**Enseignement Supérieur** est d'assurer l'accessibilité à un enseignement supérieur mettant l'accent sur le numérique éducatif, la qualité et la pertinence des formations et d'orienter la **Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique** vers le développement et l'industrialisation de la Côte d'Ivoire.

Cette vision se traduit par une meilleure performance et une plus grande crédibilité de l'ensemble du système national d'enseignement supérieur et de recherche, en prise directe avec les réalités socio-économiques du pays.

I-4- Identification des programmes

La mission du Ministère se décline en **quatre (4) programmes** :

Programme 1 : Administration générale

Programme 2 : Enseignement supérieur

Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation technologique

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projet annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJETS PIP (Opérations Spécifiques) | PROJETS HORS PIP |
|---|--|--|--|---|---------------------|
| P1 : Administration générale | <ul style="list-style-type: none"> ▪ CABINET ▪ Inspection Générale (IG) ▪ Direction des Affaires Financières (DAF) ▪ Direction de la Planification et de l'Evaluation (DPE) ▪ Direction des Ressources Humaines (DRH) ▪ Direction de la Réglementation et de la Coopération Internationale (DRCI) ▪ Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) | | | | |

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJETS PIP (Opérations Spécifiques) | PROJETS HORS PIP |
|--|---|---|---------------------------------------|--|------------------|
| P2 : Enseignement supérieur | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Employabilité (DGESE) ▪ Direction Générale de l'Université Virtuelle et des Moyens Informatiques (DGUVMI) ▪ Direction de l'Enseignement Supérieur (DESUP) ▪ Direction de l'Employabilité (DE) ▪ Direction de la Décentralisation des Universités (DDU) ▪ Direction de l'Université Virtuelle (DUV) ▪ Direction des Moyens Informatiques (DMI) | Université F H B COCODY Université N A ABOBO-ADJAME Université A O BOUAKE Université J L G DALOA Université P G C KORHOGO Université de MAN Université Virtuelle Côte d'Ivoire INPHB YAMOOUSSOUKRO ENS ABIDJAN PDU | | Appui à la Réforme du Système LMD/C2D Construction Université de Bondoukou Construction Université de Man Construction Université de San-Pedro Réhabilitation Université Cocody Réhab et Equip Univ Korhogo/Ukgo Réhabilitation & équipement Université Daloa Réhabilitation & équipement Université Bouaké Réhab et Equip Univ Abobo-Adjamé/UAA Réhabilitation et équipement INP-HB/C2D Réhabilitation et équipement ENS Extension ENSEA | |
| P3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Direction des Bourses (DB) | CROU-ABIDJAN 1 CROU-ABIDJAN 2 CROU-BOUAKE CROU-DALOA CROU-KORHOGO | | Réhab et Equip Cités Univ Daloa Réhab et Equip Cités Univ Bouaké /CROU-B Réhabilitation Cités Universitaires / CROU-A | |
| P4 : Recherche scientifique et innovation technologique | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (DGRSIT) ▪ Direction de la Recherche Scientifique (DRS) ▪ Direction de la Valorisation de la Recherche (DVR) | CRO IPCI | CNRA | Mise en réseau Internet des Structures de Recherche Réhab Bât et Equip siège CRE Réhabilitation et équipement STATION LAMTO Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) Dévpt Centre de Ressources Biologiques (Bio banques/IPCI) Réhab et Equip Institut Pasteur/IPCI Acquisit Réhab Ferme aquacole Gd-Lahou/CRO Construction et Equip Labo CRO Réhab Station Expérimentale Layo/CRO | |

II.1.2- Tableau de performance

| Programmes 1 : Administration Générale | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------------|------|--------|------|---|--|
| Objectif global ou stratégique : promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats et la performance | | Indicateur 1 : taux d'utilisation du SIGFAE (100%) | | | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| | | Indicateur 2 : proportion de personnes qualifiées dans les services du MESRS | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | | Cibles | | | |
| 2015 Prog | 2016 Prog. | | 2017 | 2018 | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 1.1 Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières | Nombre d'enseignants-chercheurs recrutés | 425 | 540 | 620 | 725 | 830 | Nombre de chercheurs recrutés / Nombre de postes budgétaires disponibles_ Rapport CNRES | |
| | Nombre d'enseignants-chercheurs promus | 338 | 378 | 487 | 546 | 691 | Nbre d'enseignants reçus au Cames/Total d'Enseignants Présentés au CAMES Voir UNIVERSITES | |
| | Taux d'encadrement | 1/28 | 1/28 | 1/27 | 1/27 | 1/26 | Nombre d'enseignant /Nombre d'étudiant Voir UNIVERSITES | |
| | Taux d'exécution du budget d'investissement | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Montant Total des budgets PIP exécuté/ Total des financements prévu DPIP | |
| | Proportion des personnels formés | 20% | 30% | 30% | 30% | 30% | Nombre des personnes Formés/ Nombre Personnes prévues Source DARH | |
| | Taux d'exécution du budget fonctionnement | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Budget Exécuté / Budget Voté Source DAF/MESRS | |
| | Taux de livraison du matériel | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Nbre de Bureaux Equipés source DAF | |

| Programmes 1 | | Indicateurs de performance | 2015 Prog | 2016 Prog. | 2017 | 2018 | 2019 | Commentaires |
|--------------------------------|---|---|-----------|------------|------|--------|--------|---|
| Objectif spécifique 1.2 | Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | Charte disponible | 01 | 00 | 01 | 00 | 00 | En Projet / Cabinet/DRCI |
| | | Plan stratégique disponible | 01 | 00 | 00 | 00 | 00 | En Projet / Cabinet/DDU/DPE |
| Objectif spécifique 1.3 | Améliorer la disponibilité des données statistiques sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | Délai de production des annuaires | 01an | 1 an | 1 an | 8 mois | 6 mois | Délai de production de l'annuaire |
| | | Rapports d'analyse des annuaires | 02 | 02 | 02 | 02 | 02 | Délai de production de l'annuaire |
| Objectif spécifique 1.4 | Améliorer le partenariat avec le secteur privé et les organismes internationaux | Pourcentage de dette payée | 6% | 6% | 6% | 10% | 20% | Montant total payé en année n / Montant total de la dette |
| Objectif spécifique 1.5 | Mettre en œuvre le nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques | Nombre des ACD, Ordonnateurs et DAF/EPN formés | 0 | 50 | 50 | 50 | 50 | 30 personnes (Ordonnateurs + DAF) formés / Nbre prévu |
| | | Proportion de services ou directions ou EPN élaborant son budget au format CDMT | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Nbre de budgets de services Format CDMT/Nbre Prévu |

Programmes 2 : Enseignement Supérieur

| Objectif global ou stratégique : améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur pour le développement du capital humain et du savoir | | Indicateur 1 : taux de réussite, taux d'abandon, taux de redoublement | | | | | | |
|--|---|--|-------------------------------|-------------|---------------|------|------|--|
| | | Indicateur 2 : taux d'employabilité | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | | Cibles | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| 2015 Prog | 2016 Prog. | | 2017 | 2018 | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 2.1 | Améliorer la qualité des formations de l'Enseignement Supérieur | Taux d'admissibilité au BTS | 49% | 50% | 52% | 53% | 55% | Nbre de candidats admis/ Nbre Total de candidats |
| | | Taux de réussite dans les universités | 50% | 55% | 60% | 65% | 70% | Dans 3 universités publiques |
| | | Proportion d'unité ou filière appliquant le LMD | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Nbre de Domaines ayant révisé leur curricula format LMD |
| | | taux d'employabilité (Proportion des diplômés de l'enseignement supérieur en quête d'emploi) | | | | | | Mesures des traitements de cet indicateur est cours dans le nouvel organigramme du MESRS |

| Programmes 2 | | Indicateurs de performance | 2015 Prog | 2016 Prog. | 2017 | 2018 | 2019 | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
|-------------------------|--|--|-----------|------------|-------|--------|--------|---|
| Objectif spécifique 2.2 | Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur | Taux de réhabilitation (marché de base) | 100% | 100% | 80% | 90% | 100% | Source_ DDU/DAF/MESRS |
| | | Taux de réhabilitation (marché additionnel) | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Source_ DDU/DAF/MESRS |
| | | Taux de réhabilitation (post réhabilitation) | 50% | 100% | 100% | 100% | 100% | Source_ DDU/DAF/MESRS |
| | | Taux d'exécution financière des réhabilitations | 80% | 100% | 100% | 100% | 100% | Source_ DDU/DAF/MESRS |
| | | Nombre de nouvelles Universités fonctionnelles | 00 | 02 | 01 | 01 | 01 | Source_ DDU/DAF/MESRS |
| | | Nombre d'universités et grandes écoles publiques interconnectées | 05 | 02 | 01 | 01 | 01 | Source_DIST/MESRS |
| | | Nombre d'apprenants bénéficiant d'une formation à distance | 00 | 1 500 | 2 000 | 3 000 | 4 000 | Source_UVCI/MESRS |
| | | Nombre d'étudiants inscrits à l'Université virtuelle de CI. | 00 | 5 000 | 7 000 | 10 000 | 10 000 | Source_UVCI/MESRS |
| Objectif spécifique 2.3 | Améliorer l'orientation des étudiants dans les unités et filières de formation | Pourcentage de bachelières inscrites dans les filières scientifiques | 25% | 25% | 30% | 35% | 40% | Source_DPE/MESRS |
| | | Proportion de bacheliers inscrits dans les filières professionnelles | 30% | 35% | 35% | 40% | 40% | Source_DPE/MESRS |

Programmes 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine

| Objectif global ou stratégique : Améliorer les conditions sociales de vie des étudiants. | | Indicateur 1 : Proportion d'étudiants hébergés | | | | | | |
|---|---|--|------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|--|
| | | Indicateur 2 : Nombre de repas servis par jour | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | | Cibles | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| 2015 Prog | 2016 Prog. | | 2017 | 2018 | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 3.1 | Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants | Ratio étudiant/lit | 20 | 15 | 10 | 8 | 5 | CROU |
| | | Nombre de repas servis | 5 000 000 | 6 000 000 | 7 000 000 | 8 000 000 | 10 000 000 | CROU |
| | | Taux de fréquentation des centres de santé | 50% | 50% | 50% | 50% | 50% | CROU |
| | | Nombre d'activités socioculturelles réalisées | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | CROU |
| | | Nombre de véhicules mis à disposition des étudiants de l'intérieur (daloa et khgo) | 02 | 02 | 02 | 02 | 02 | CROU |

| Programmes 3 | | Indicateurs de performance | 2015 Prog | 2016 Prog. | 2017 | 2018 | 2019 | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
|-------------------------|---|---|-----------|------------|------|------|------|---|
| Objectif spécifique 3.2 | Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants | Nombre d'étudiants boursiers hors CI bénéficiant des frais de transport | 600 | 600 | 600 | 600 | 600 | Total de Billets émis /Nbre de demandes de Billets des Etudiants boursiers à l'étranger |
| | | Nombre de campagne de sensibilisation à la non-violence | 05 | 05 | 05 | 05 | 05 | Rapport des Campagnes de sensibilisation du Cabinet MESRS |
| Objectif spécifique 3.3 | Améliorer la gestion des bourses d'étude | Part des bourses/budget global MESRS | 10% | 10% | 10% | 12% | 15% | Montant des Bourses / Montant Total du Budget du MESRS |
| | | Proportion de jeunes filles bénéficiaires de bourse | 30% | 30% | 30% | 30% | 30% | Rapport de la commission des bourses |
| | | Pourcentage d'Etudiants bénéficiaires de bourse dans les filières Scientifiques | 25% | 25% | 30% | 30% | 35% | Rapport de la commission des bourses |
| | | Pourcentage d'étudiants boursiers payés par un établissement bancaire | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Projets de bancarisation non encore financé |

Programmes 4 : Recherche scientifique et innovation technologique

| Objectif global ou stratégique : Développer une recherche scientifique et technologique diversifiée et novatrice capable de répondre aux besoins des populations en matière de développement | | Indicateur 1 : Nombre de programmes novateurs exécutés par Pôles | | | | | | |
|---|--|---|------------------------|------|--------|-----|-----|--|
| | | Indicateur 2 : Taux d'accroissement de l'indice du développement humain | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | | Cibles | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| 2015 Prog | 2016 Prog. | | 2017 | 2018 | 2019 | | | |
| Objectif spécifique 4.1 | Renforcer la capacité de recherche du système national de recherche scientifique et d'innovation technologique | Nombre de nouveaux chercheurs recrutés | 60 | 75 | 91 | 110 | 125 | CNRES/DRH |
| | | Nombres de chercheurs promus | 17 | 35 | 40 | 63 | 84 | CNRES/DRH |
| | | Pourcentage de chercheurs et de personnel d'appui formés | 10% | 10% | 10% | 20% | 30% | CNRES/DRH |
| | | Nombre de structures réhabilitées et équipées | 03 | 03 | 03 | 03 | 03 | DPE/DAF |
| | | Nombres de laboratoires construits | 01 | 01 | 02 | 02 | 02 | DPE/DAF |
| Objectif spécifique 4.2 | Vulgariser et valoriser les résultats de la recherche | Nombre de productions scientifiques | 350 | 400 | 450 | 500 | 600 | DPRS |
| | | Nombre de résultats de recherche valorisés | 20 | 20 | 25 | 25 | 30 | DPVRIT |
| | | Nombre de campagnes de promotion de la recherche | 01 | 02 | 02 | 02 | 02 | DPVRIT |
| | | Nombre de parcs technologiques et de centres d'incubation | 00 | 2 | 2 | 3 | 3 | DPVRIT |

II.1.3- Tableau financier global

| En Million de FCFA | HISTORIQUES | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|------------|------------|---------------------|----------------|----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 1. RESSOURCES | 155 581 | 155 611 | 162 816 | 200 607 | 187 252 | 172 024 | 176 104 | 8 545 | 130 | 130 | 195 797 | 172 154 | 176 234 |
| 1.1 Ressources Intérieures | 148 581 | 148 311 | 156 776 | 188 022 | 174 667 | 172 024 | 176 104 | 8 545 | 130 | 130 | 183 212 | 172 154 | 176 234 |
| 1.1.1 Budget Etat | 148 581 | 148 311 | 156 776 | 188 022 | 174 667 | 172 024 | 176 104 | 8 545 | 130 | 130 | 183 212 | 172 154 | 176 234 |
| 1.1.2 Recettes propres (structures) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2 Ressources Extérieures | 7 000 | 7 300 | 6 040 | 12 585 | 12 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 585 | 0 | 0 |
| 1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts) | 7 000 | 7300 | 6040 | 5900 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2.2 Appuis budgétaires ciblés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. CHARGES | 155 581 | 155 611 | 162 816 | 200 607 | 187 252 | 172 024 | 176 104 | 8 545 | 130 | 130 | 195 797 | 172 154 | 176 234 |
| 2.1 Personnel | 46 826 | 53 661 | 68 595 | 71 030 | 80 700 | 81 933 | 84 392 | 0 | 0 | 0 | 80 701 | 81 934 | 84 392 |
| 2.1.1 Solde y compris EPN | 46 826 | 53 661 | 68 595 | 71 030 | 80 700 | 81 933 | 84 392 | 0 | 0 | 0 | 80 701 | 81 934 | 84 392 |
| 2.1.2 Contractuels hors solde | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.2 Biens et services | 7 691 | 7 685 | 7 788 | 8 788 | 10 498 | 10 831 | 11 182 | 320 | 30 | 30 | 10 818 | 10 861 | 11 212 |
| 2.3 Transferts et subventions | 61 439 | 66 122 | 70 576 | 68 712 | 76 871 | 79 259 | 80 530 | 100 | 100 | 100 | 76 971 | 79 359 | 80 630 |
| 2.4 Investissement* | 39 625 | 28 144 | 15 858 | 52 076 | 19 183 | 0 | 0 | 8 125 | 0 | 0 | 27 308 | 0 | 0 |
| Trésor | 32 625 | 20 844 | 9 818 | 52 076 | 16 393 | 0 | 0 | 8 125 | 0 | 0 | 24 518 | 0 | 0 |
| Financement extérieur (Dons/Emprunts) | 7 000 | 7 300 | 6040 | 0 | 2 790 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 2 790 | 0 | 0 |

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCES | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|--------|-------------------|-----------|-----------|---------------------|---------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Programme 1: Gouvernance et Administration Générale | 13 836 | 17 207 | 17 288 | 21 285 | 24 892 | 25 631 | | 155 | 30 | 30 | 25 047 | 25 661 | 30 |
| Personnel | 7 016 | 10 485 | 10 959 | 14 867 | 14 982 | 15 431 | 15 894 | 0 | 0 | 0 | 14 982 | 15 431 | 15 894 |
| Biens et services | 4 699 | 4 711 | 4 200 | 4 998 | 5 515 | 5 676 | 5 846 | 155 | 30 | 30 | 5 670 | 5 706 | 5 876 |
| Transferts | 2 011 | 2 011 | 2 075 | 1 420 | 4 395 | 4 523 | 4 655 | 0 | 0 | 0 | 4 395 | 4 523 | 4 655 |
| Investissements | 110 | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Trésor</i> | 110 | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Extérieur</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCES | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------------|----------------|----------------|-------------------|------------|------------|---------------------|----------------|----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Programme 2: Enseignement Supérieur | 108 174 | 109 437 | 116 759 | 149 293 | 133 842 | 119 414 | 122 179 | 8 115 | 100 | 100 | 141 957 | 119 514 | 122 279 |
| Personnel | 37 828 | 41 130 | 55 325 | 53 944 | 63 102 | 64 995 | 66 945 | 0 | 0 | 0 | 63 102 | 64 995 | 66 945 |
| Biens et services | 2 027 | 2 194 | 2 813 | 2 912 | 3 276 | 3 432 | 3 597 | 90 | 0 | 0 | 3 366 | 3 432 | 3 597 |
| Transferts | 39 960 | 43 370 | 46 570 | 47 182 | 50 355 | 50 987 | 51 638 | 100 | 100 | 100 | 50 455 | 51 087 | 51 738 |
| Investissement | 28 359 | 22 743 | 12 051 | 45 256 | 17 110 | 0 | 0 | 7 925 | 0 | 0 | 25 035 | 0 | 0 |
| <i>Trésor</i> | 21 359 | 15 443 | 6 011 | 32 671 | 4 525 | 0 | 0 | 7 925 | 0 | 0 | 12 450 | 0 | 0 |
| <i>Extérieur</i> | 7 000 | 7 300 | 6 040 | 12 585 | 12 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 585 | 0 | 0 |

| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCES | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|---------------|-------------------|----------|----------|---------------------|---------------|---------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Programme 3: Œuvres Universitaires et Vie étudiante | 27 338 | 22 619 | 21 255 | 24 155 | 21 608 | 21 386 | 21 768 | 0 | 0 | 0 | 21 608 | 21 386 | 21 768 |
| Personnel | 879 | 773 | 777 | 563 | 684 | 705 | 726 | 0 | 0 | 0 | 684 | 705 | 726 |
| Biens et services | 690 | 535 | 552 | 714 | 1 552 | 1 562 | 1 573 | 0 | 0 | 0 | 1 552 | 1 562 | 1 573 |
| Transferts | 16 124 | 17 063 | 17 818 | 16 797 | 18 780 | 19 119 | 19 469 | 0 | 0 | 0 | 18 780 | 19 119 | 19 469 |
| Investissements | 9 645 | 4 247 | 2 108 | 6 080 | 593 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 593 | 0 | 0 |
| <i>Trésor</i> | 9 645 | 4 247 | 2 108 | 6 080 | 593 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 593 | 0 | 0 |
| <i>Extérieur</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCES | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------------------|--------------|--------------|-------------------|----------|----------|---------------------|--------------|--------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Programme 4: Recherche Scientifique et Innovation Technologique | 6 234 | 6 348 | 7 515 | 5 874 | 6 910 | 5 593 | 5 760 | 275 | 0 | 0 | 7 185 | 5 593 | 5 760 |
| Personnel | 1 103 | 1 272 | 1 534 | 1 656 | 1 933 | 803 | 827 | 0 | 0 | 0 | 1 933 | 803 | 827 |
| Biens et services | 276 | 246 | 223 | 164 | 156 | 160 | 165 | 75 | 0 | 0 | 231 | 160 | 165 |
| Transferts | 3 343 | 3 677 | 4 113 | 3 314 | 3 342 | 4 630 | 4 768 | 0 | 0 | 0 | 3 342 | 4 630 | 4 768 |
| Investissements | 1 512 | 1 153 | 1 646 | 740 | 1 480 | 0 | 0 | 200 | 0 | 0 | 1 680 | 0 | 0 |
| <i>Trésor</i> | 1 512 | 1 153 | 1 646 | 740 | 1 480 | 0 | 0 | 200 | 0 | 0 | 1 680 | 0 | 0 |
| <i>Extérieur</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

| CHIFFRAGE DU DPPD-PAP DU MESRS 2017-2019 | HISTORIQUES | | | Budget Actuel | Projection de Référence | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--|--------|--------|------------------|-------------------------|--------|--------|----------------------|------|------|---------------------|--------|--------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Objectif 1-1 | Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-1-1: | Gestion des services centraux | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 7 016 | 10 485 | 10 959 | 14 867 | 14 982 | 15 431 | 15 894 | 0 | 0 | 0 | 14 982 | 15 431 | 15 894 |
| Biens services | 361 | 421 | 461 | 396 | 407 | 419 | 432 | 50 | 0 | 0 | 457 | 419 | 432 |
| Assurer la coordination des activités des différents secteurs du MESRS | 38 | 38 | 71 | 45 | 61 | 62 | 64 | 0 | 0 | 0 | 61 | 62 | 64 |
| Organiser les journées de sensibilisation à la non violence | 0 | 25 | 25 | 17 | 18 | 18 | 19 | 0 | 0 | 0 | 18 | 18 | 19 |
| Mettre en place la démarche qualité dans l'ESRS | | | | | | | | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Conduire la politique de coopération internationale à caractère scientifique, technique et universitaire avec les autres Directions et le MAE | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Promouvoir et Coordonner les échanges avec les universités et organismes de recherche dans le monde | | | | | | | | | | | | | |
| Définir une politique de coopération d'ESRS internationale | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organiser les conférences et missions hors Côte d'Ivoire | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 118 | 122 | 0 | 0 | 0 | 115 | 118 | 122 |
| Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère | | | | | | | | | | | | | |
| Développer et assurer les relations avec les autres média | 14 | 14 | 30 | 21 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Contribuer à la promotion et à la diffusion des activités du MESRS | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----|---|---|--------|--------|--------|
| Mettre en oeuvre la stratégie d'informatisation du Ministère et des structures sous-tutelle | | | | | | | | | | | | | |
| Assurer le suivi-Evaluation des projets d'informatisation au sein du ministère | | | | | | | | | | | | | |
| Réaliser l'interconnexion des directions opérationnelles et les Etablissements , Concevoir et réaliser le système d'informortisation et de gestion intégrée de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | 0 | 0 | 0 | 32 | 25 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 |
| Créer la bibliothèque Nationale Virtuelle, le Portail Numérique et assurer les équipement et la maintenance informatique du MESRS | | | | | | | | | | | | | |
| Contrôler et évaluer le système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique | 17 | 20 | 20 | 13 | 15 | 15 | 16 | 0 | 0 | 0 | 15 | 15 | 16 |
| | 52 | 52 | 43 | 36 | 36 | 37 | 38 | 0 | 0 | 0 | 36 | 37 | 38 |
| | 47 | 53 | 59 | 51 | 69 | 71 | 73 | 0 | 0 | 0 | 69 | 71 | 73 |
| Régler les conflits et Tenir les Rencontres avec les Structures et Organes des Syndicats du Système du MESRS | 11 | 14 | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Faire la Maintenance du matériel scientifique du MESRS | 12 | 14 | 14 | 9 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Contrôler la gestion et suivre les investissements de la Politique de Décentralisation des Universités | 12 | 12 | 40 | 20 | 19 | 20 | 20 | 0 | 0 | 0 | 19 | 20 | 20 |
| Suivre la mise en œuvre de la carte Universitaire | 15 | 20 | 20 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coordonner les projets et les conventions | 7 | 9 | 10 | 7 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Transfert | 91 | 91 | 155 | 125 | 125 | 125 | 125 | 0 | 0 | 0 | 125 | 125 | 125 |
| Payer les Honoraires du BNTD | 91 | 91 | 155 | 125 | 125 | 125 | 125 | 0 | 0 | 0 | 125 | 125 | 125 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-1-1 | 7 469 | 10 998 | 11 574 | 15 388 | 15 514 | 15 976 | 16 451 | 50 | 0 | 0 | 15 564 | 15 976 | 16 451 |

| Libellé Action 1-1-2: | Gestion des ressources humaines du MESRS | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|---|---|-------|-------|-------|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 75 | 99 | 106 | 71 | 100 | 103 | 106 | 0 | 0 | 0 | 100 | 103 | 106 |
| Assurer le fonctionnement de la DARH | 20 | 44 | 31 | 21 | 34 | 35 | 36 | 0 | 0 | 0 | 34 | 35 | 36 |
| Réaliser les travaux de la commission nationale pour le recrutement d'Enseignants- Chercheurs | 45 | 45 | 45 | 30 | 35 | 36 | 37 | 0 | 0 | 0 | 35 | 36 | 37 |
| Former les personnels du MESRS | 10 | 10 | 30 | 20 | 31 | 32 | 33 | 0 | 0 | 0 | 31 | 32 | 33 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-1-2 | 75 | 99 | 106 | 71 | 100 | 103 | 106 | 0 | 0 | 0 | 100 | 103 | 106 |
| Libellé Action 1-1-3: | Gestion du budget du MESRS | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 3 907 | 3 845 | 3 258 | 4 208 | 4 712 | 4 849 | 4 995 | 0 | 0 | 0 | 4 712 | 4 849 | 4 995 |
| Préparer, mettre en place et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des organismes sous tutelle | 29 | 37 | 44 | 29 | 35 | 36 | 37 | 0 | 0 | 0 | 35 | 36 | 37 |
| Payer les primes de recherche dans dans l'administration centrale | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 |
| Assurer la coordination et le suivi du Patrimoine des secteurs du MESRS | 27 | 35 | 12 | 8 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Créer le Fichier unique pour la gestion du patrimoine du MESRS | 15 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Assurer la passation des marchés publics du MESRS | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 | 28 | 29 | 0 | 0 | 0 | 28 | 28 | 29 |
| Gerer les Dépenses Centralisées du MESRS | 264 | 121 | 330 | 260 | 379 | 390 | 402 | 0 | 0 | 0 | 379 | 390 | 402 |
| Payer les Abonnements (EAU-ELECTRICITE-TELEPHONE) de l'Administration Centrale du MESRS | 3 503 | 3 573 | 2 839 | 3 306 | 4 086 | 4 208 | 4 335 | 0 | 0 | 0 | 4 086 | 4 208 | 4 335 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----|---|---|--------|--------|--------|
| Payer les Abonnements (EAU-ELECTRICITE-TELEPHONE) des EPN du MESRS | 68 | 70 | 34 | 605 | 171 | 176 | 181 | 0 | 0 | 0 | 171 | 176 | 181 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 110 | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 110 | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper l'immeuble symphonie | 48 | 0 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper l'immeuble OSDI | 62 | 0 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-1-3 | 4 016 | 3 845 | 3 311 | 4 216 | 4 712 | 4 849 | 4 995 | 0 | 0 | 0 | 4 712 | 4 849 | 4 995 |
| Libellé Action 1-1-4: | Renforcement des équipements des services en mobiliers de bureau et matériels informatiques | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Biens services | 50 | 20 | 30 | 30 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Renforcer les directions en mobilier de bureau | 25 | 10 | 15 | 15 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Renforcer les directions en matériel informatique | 25 | 10 | 15 | 15 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-1-4 | 50 | 20 | 30 | 30 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Total objectif 1-1 | 11 610 | 14 961 | 15 022 | 19 705 | 20 346 | 20 949 | 21 573 | 50 | 0 | 0 | 20 396 | 20 949 | 21 573 |

| Objectif 1-2 Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|----|----|----|----|----|----|----|---|---|----|----|----|
| Libellé Action 1-2-1: | Renforcement du cadre juridique et institutionnelle | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 55 | 70 | 95 | 76 | 46 | 47 | 49 | 25 | 0 | 0 | 71 | 47 | 49 |
| Elaborer les textes juridiques et Régler les contentieux | 30 | 21 | 45 | 16 | 16 | 16 | 17 | 0 | 0 | 0 | 16 | 16 | 17 |
| Réviser la loi de 1995 relative à l'enseignement | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| Elaborer la charte fonctionnelle (manuel des procédures) du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 0 | 19 | 20 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Définir une politique de coopération d'ESRS internationale | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-2-1 | 55 | 70 | 95 | 76 | 46 | 47 | 49 | 25 | 0 | 0 | 71 | 47 | 49 |
| Libellé Action 1-2-2: | Renforcement du dispositif de pilotage et d'évaluation du système d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 35 | 35 | 30 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Elaborer le plan stratégique décennal de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Définir et mettre en œuvre les procédures de contrôle, de suivi et d'évaluation (Etablissements publics et privés) | 35 | 35 | 30 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-----|-----|----|----|----|----|----|---|---|----|----|----|
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-2-2 | 35 | 35 | 30 | 20 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Total objectif 1-2 | 90 | 105 | 125 | 96 | 66 | 68 | 70 | 25 | 0 | 0 | 91 | 68 | 70 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Objectif 1-3 | Améliorer la disponibilité des données statistiques sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-3-1: | Elaboration, édition et diffusion des annuaires statistiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 70 | 70 | 71 | 48 | 60 | 62 | 64 | 0 | 0 | 0 | 60 | 62 | 64 |
| Planifier les actions du MESRS | 22 | 22 | 20 | 21 | 25 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 |
| Produire l'annuaire statistique de l'E.S | 25 | 25 | 29 | 16 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| Produire l'annuaire de la R.S | 23 | 23 | 23 | 11 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-3-1 | 70 | 70 | 71 | 48 | 60 | 62 | 64 | 0 | 0 | 0 | 60 | 62 | 64 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-3-2: | Mise en place de systèmes d'informations (SISI+d'un système d'information et de gestion (SIG))au MESRS | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Réaliser l'étude de mise en place du SIG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----|---|---|-------|-------|-------|
| Mettre en place un Système d'Informations et de Suivi des Investissements (SISI) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-3-2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Total objectif 1-3 | 70 | 70 | 71 | 48 | 60 | 62 | 64 | 50 | 0 | 0 | 110 | 62 | 64 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Objectif 1-4 | Améliorer le partenariat avec le secteur privé et les organismes internationaux | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-4-1: | Apurement des arriérés dus aux établissements privés d'enseignement supérieur | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 005 | 4 000 | 4 120 | 4 244 | 0 | 0 | 0 | 4 000 | 4 120 | 4 244 |
| Apurer les passifs frais de scolarité privés MESRS | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 005 | 4 000 | 4 120 | 4 244 | 0 | 0 | 0 | 4 000 | 4 120 | 4 244 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-4-1 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 005 | 4 000 | 4 120 | 4 244 | 0 | 0 | 0 | 4 000 | 4 120 | 4 244 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-4-2: | Apurement des arriérés dus aux organismes internationaux | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 420 | 420 | 420 | 281 | 270 | 278 | 286 | 0 | 0 | 0 | 270 | 278 | 286 |
| Payer les contributions aux écoles internationales | 420 | 420 | 420 | 281 | 270 | 278 | 286 | 0 | 0 | 0 | 270 | 278 | 286 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----|----|----|-------|-------|-------|
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-4-2 | 420 | 420 | 420 | 281 | 270 | 278 | 286 | 0 | 0 | 0 | 270 | 278 | 286 |
| Total objectif 1-4 | 1 920 | 1 920 | 1 920 | 1 286 | 4 270 | 4 398 | 4 530 | 0 | 0 | 0 | 4 270 | 4 398 | 4 530 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Objectif 1-5 | Mettre en œuvre le nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-5-1: | Renforcement des capacités des ACD et ordonnateurs des EPN et des structures sous-tutelle du MESRS à la maîtrise des techniques de contrôle, de suivi et d'évaluation | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 40 | 40 | 40 | 50 | 60 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 60 | 52 | 53 |
| Former les ACD et les gestionnaires de crédit, les ordonnateurs et les DAF des EPN | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 41 | 42 | 0 | 0 | 0 | 40 | 41 | 42 |
| Préparer la conférence budgétaire interne | 0 | 0 | 0 | 10 | 20 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 20 | 10 | 11 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-5-1 | 40 | 40 | 40 | 50 | 60 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 60 | 52 | 53 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-5-2: | Renforcement des capacités des membres de l'équipe sectorielle CDMT pour la mise en œuvre du nouveau cadre de gestion budgétaire (CDMT) | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | |
| Biens services | 105 | 110 | 110 | 90 | 90 | 93 | 95 | 30 | 30 | 30 | 120 | 123 | 125 |
| Organiser des ateliers et des stages de formation à l'endroit de l'Equipe sectorielle CDMT | 40 | 50 | 50 | 60 | 60 | 62 | 64 | 0 | 0 | 0 | 60 | 62 | 64 |
| Appuyer techniquement l'équipe sectorielle CDMT du MESRS | 65 | 60 | 60 | 30 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|-----------|-----------|---------------|---------------|---------------|
| Réaliser le suivi des activités CDMT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-5-2 | 105 | 110 | 110 | 90 | 90 | 93 | 95 | 30 | 30 | 30 | 120 | 123 | 125 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 1-5-3: | Suivi et évaluation de l'exécution des budgets programmes par l'équipe sectorielle CDMT | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 11 |
| Définir et valider les indicateurs de suivi | 0 | 0 | 0 | 10 | | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 11 |
| Equiper le comité sectorielle en matériel roulant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 1-5-3 | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 11 |
| Total objectif 5 | 145 | 150 | 150 | 150 | 150 | 155 | 159 | 30 | 30 | 30 | 180 | 185 | 189 |
| TOTAL PROGRAMME 1 | 13 836 | 17 207 | 17 288 | 21 285 | 24 892 | 25 631 | 26 396 | 155 | 30 | 30 | 25 047 | 25 661 | 26 426 |

| PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--------|--------|------------------|-------------------------|--------|--------|----------------------|------|------|---------------------|--------|--------|
| | HISTORIQUES | | | Budget actuel | Projection de Référence | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Libellé Objectif 2-1 | Améliorer la qualité des formations de l'Enseignement Supérieur | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-1-1: | Amélioration de la gestion des universités et grandes écoles Publiques | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 37 828 | 41 130 | 55 325 | 53 944 | 63 102 | 64 995 | 66 945 | 0 | 0 | 0 | 63 102 | 64 995 | 66 945 |
| Biens services | 1 882 | 2 051 | 2 623 | 2 741 | 3 159 | 3 312 | 3 473 | 0 | 0 | 0 | 3 159 | 3 312 | 3 473 |
| Organiser les examens et concours | 1 826 | 1 923 | 2 537 | 2 699 | 3 124 | 3 276 | 3 436 | 0 | 0 | 0 | 3 124 | 3 276 | 3 436 |
| Coordonner la gestion de l'orientation et des examens | 19 | 67 | 28 | 16 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Commission Nationale d'Equivalence des Diplômes | 0 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Suivre les établissements privés d'enseignement supérieur | 16 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Définir et contrôler les normes pédagogiques | | | | | | | | | | | | | |
| Coordonner et contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, techniques et académiques | 21 | 36 | 47 | 25 | 15 | 15 | 16 | 0 | 0 | 0 | 15 | 15 | 16 |
| Transfert | 39 960 | 43 370 | 46 570 | 47 182 | 50 355 | 50 987 | 51 638 | 50 | 50 | 50 | 50 405 | 51 037 | 51 688 |
| Assurer les formations, les enseignements et mener les activités de recherche universitaire | 14 924 | 17 334 | 17 749 | 9 484 | 8 809 | 9 073 | 9 346 | 0 | 0 | 0 | 8 809 | 9 073 | 9 346 |
| Payer les frais de scolarité aux établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc | 25 036 | 26 036 | 28 821 | 28 821 | 28 821 | 28 821 | 28 821 | 0 | 0 | 0 | 28 821 | 28 821 | 28 821 |
| Payer les heures complémentaires dans les universités et grandes écoles | | | | 4 327 | 6 317 | 6 506 | 6 702 | 50 | 50 | 50 | 6 367 | 6 556 | 6 752 |
| Payer les heures supplémentaires dans les universités et grandes écoles | | | | 1 050 | 1 075 | 1 108 | 1 141 | 0 | 0 | 0 | 1 075 | 1 108 | 1 141 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|----|----|----|---------|---------|---------|
| Payer les primes de recherche dans les universités et grandes écoles | | | | 3 500 | 5 333 | 5 479 | 5 629 | 0 | 0 | 0 | 5 333 | 5 479 | 5 629 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-1 | 79 670 | 86 551 | 104 518 | 103 867 | 116 615 | 119 293 | 122 055 | 50 | 50 | 50 | 116 665 | 119 343 | 122 105 |
| Libellé Action 2-1-2: Mise en œuvre de la réforme LMD | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 2000 | 2400 | 6040 | 12585 | 12 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12585 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 2 000 | 2 400 | 6 040 | 12 585 | 12 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 585 | 0 | 0 |
| Appui à la réforme du système LMD/C2D | 2 000 | 2 400 | 5 900 | 7 585 | 7 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 585 | 0 | 0 |
| Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes (Cpsante Enseign Sup)/ C2D | 0 | 0 | 140 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-2 | 2 000 | 2 400 | 6 040 | 12 585 | 12 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 585 | 0 | 0 |
| Libellé Action 2-1-3: Révision des curricula | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 26 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Organiser des ateliers d'harmonisation des curricula (Enseignement Public + Privé) | 26 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-3 | 26 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|----|----|----|----|----|----|----|---|---|----|----|----|
| Libellé Action 2-1-4: | Réorganisation de l'offre de formation pour l'adapter aux besoins de développement économique et social | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 50 | 15 | 20 | 28 | 10 | 10 | 11 | 20 | 0 | 0 | 30 | 10 | 11 |
| Réorganiser les offres de formation | 50 | 15 | 20 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Définir les nouvelles procédures d'orientation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 |
| Mettre en œuvre la politique de l'Employabilité des Diplômés | 0 | 0 | 20 | 13 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-4 | 50 | 15 | 20 | 28 | 10 | 10 | 11 | 20 | 0 | 0 | 30 | 10 | 11 |
| Libellé Action 2-1-5: | Instauration du Tutorat dans les Universités et Grandes Ecoles | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sensibiliser les enseignants au tutorat | 0 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-5 | 0 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Libellé Action 2-1-6: | Renforcement du Technopole et Restauration de la Compétitivité de l'INP-HB | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 24 | 18 | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Concevoir et mettre en œuvre le Technopole de Yamoussoukro | 24 | 18 | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--------|---------|---------|---------|---------|---------|-----|----|----|---------|---------|---------|
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-1-6 | 24 | 18 | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Total Objectif 2-1 | 81 770 | 89 014 | 110 623 | 116 520 | 129 220 | 119 314 | 122 077 | 120 | 50 | 50 | 129 340 | 119 364 | 122 127 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Objectif 2-2 | Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-2-1: | Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 24 706 | 11 800 | 4 126 | 28 818 | 1 550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 550 | 0 | 0 |
| Trésor | 19 706 | 6 900 | 4 126 | 28 818 | 1 550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 550 | 0 | 0 |
| Construire l'Université Internationale de Grand Bassam | 0 | 100 | 250 | 75 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter l'Université Cocody | 3 647 | 1 250 | 625 | 20 029 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et Equiper l'Université de Korhogo | 2 220 | 1 026 | 500 | 1 803 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et Equiper l'Université de Daloa | 1 903 | 1 026 | 500 | 1 243 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et Equiper l'Université de BOUAKE | 3 039 | 1 250 | 625 | 2 674 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et Equiper l'Université d'Abobo Adjamé | 8 847 | 2 000 | 1 500 | 2 894 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rénover l' Institut National Polytechnique (INP HB) | 0 | 100 | 125 | 100 | 1 550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 550 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper l'ENS | 50 | 148 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--------|-------|--------|-------|---|---|-------|---|---|-------|---|---|
| Financement extérieur | 5 000 | 4 900 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rénover l' Institut National Polytechnique (INP HB)/C2D | 5 000 | 4 900 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-2-1 | 24 706 | 11 800 | 4 126 | 28 818 | 1 550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 550 | 0 | 0 |
| Libellé Action 2-2-2: | Extension et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 1 382 | 523 | 2 875 | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 0 | 7 875 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 1 382 | 523 | 2 875 | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 0 | 7 875 | 0 | 0 |
| Renforcement des infrastructures UPGC Korhogo (Amphi N°03 / Bloc TP & Ferme) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Kohogo | | | 100 | 50 | 271 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 271 | 0 | 0 |
| Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Daloa | | | 157 | 80 | 436 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 436 | 0 | 0 |
| Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody | 0 | 0 | 500 | 132 | 1 312 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 312 | 0 | 0 |
| Renforcement des Equipements/Université NANGUI ABROGOUA | 0 | 0 | 306 | 106 | 600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 600 | 0 | 0 |
| Renforcement et Equipement des Infrastructures/ UNIV Bouaké | | | 125 | 95 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 | 0 | 0 |
| Renforcement des Infrastructures Techniq et Admini de l'ENS | 0 | 0 | 93 | 30 | 161 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 161 | 0 | 0 |
| Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS | 0 | 0 | 100 | 30 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Extension du réseau Wifi_ Universités Publiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | | | 5 000 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-2-2 | 0 | 0 | 1 382 | 523 | 2 875 | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 0 | 7 875 | 0 | 0 |

| Libellé Action 2-2-3: | Construction et équipement de 3 nouvelles universités | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|-----|----|---|---|---|----|---|---|----|---|---|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 1 653 | 8 543 | 253 | 80 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Trésor | 1 653 | 8 543 | 253 | 80 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Assurer le suivi de la mise en œuvre de la décentralisation des universités | 453 | 453 | 253 | 80 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Suivre la mise en place des infrastructures et équipements des établissements d'enseignement supérieur | | | | | | | | | | | | | |
| Construire l'Université de Bondoukou | 200 | 1 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Construire l'Université de Man | 900 | 5 190 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Construire l'Université de San Pedro | 100 | 1 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-2-3 | 1 653 | 8 543 | 253 | 80 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-2-4 | Construction et équipement de la ville universitaire d'Adiaké | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-2-4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--------|-------|--------|-------|----|----|-------|----|----|-------|----|----|
| Libellé Action 2-2-5 | Renforcement de l'utilisation des TIC | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 45 | 30 | 22 | 23 | 23 | 0 | 0 | 0 | 22 | 23 | 23 |
| Coordonner le Développement du Télé-Enseignement, la Création de l'Université Virtuelle et la définition d'une politique cohérente d'informatisation des services du Ministère et Structures sous-tutelle | 0 | 0 | 25 | 17 | 11 | 12 | 12 | 0 | 0 | 0 | 11 | 12 | 12 |
| Développer la formation à distance, Créer et opérationnaliser l'Université Numérique et évaluer périodiquement la mise de l'université virtuelle de CI | 0 | 0 | 20 | 13 | 11 | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 11 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Assurer le fonctionnement de l'Université Virtuelle | | | | | 0 | | | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Investissement | 0 | 0 | 250 | 3 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 250 | 3 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Créer une université virtuelle | 0 | 0 | 250 | 3 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Développer la formation à distance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-2-5 | 0 | 0 | 295 | 3 230 | 122 | 23 | 23 | 50 | 50 | 50 | 172 | 73 | 73 |
| Total objectif 2-2 | 26 359 | 20 343 | 6 056 | 32 651 | 4 547 | 23 | 23 | 5 135 | 50 | 50 | 9 682 | 73 | 73 |
| Libellé Objectif 2-3 | Améliorer l'orientation des étudiants dans les unités et filières de formation | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-3-1 | Renforcement du dialogue Intersectoriel éducation/formation (Task Force) | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 |
| Contribuer aux travaux de la revue RESEN et PAMT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contribuer au fonctionnement de la TASK FORCE Education/Formation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|----|----|----|----|----|----|----|---|---|----|----|----|
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-3-1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-3-2: | Organisation du salon de l'enseignement supérieur (SES-CI) | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 | 48 | 0 | 0 | 0 | 45 | 46 | 48 |
| Organiser les journées portes ouvertes sur l'enseignement supérieur (Salon de l'ES) | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 | 48 | 0 | 0 | 0 | 45 | 46 | 48 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-3-2 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 | 48 | 0 | 0 | 0 | 45 | 46 | 48 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 2-3-3 | Renforcement et équipement des services d'accueil et d'orientation des étudiants | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-3-3 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|----|----|----|----|----|----|-------|---|---|-------|----|----|
| Libellé Action 2-3-4 | Mise en place d'une politique de promotion des filières scientifiques | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prendre des textes réglementaires pour la promotion des filières scientifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Favoriser l'accès des jeunes filles aux filières scientifiques (octroi de bourses, logements, équipements) | 0 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-3-4 | 0 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Libellé Action 2-3-5 | Instauration des prix d'excellence. | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 25 | 25 | 28 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| Prendre des textes relatifs aux conditions d'attribution | 0 | 25 | 25 | 28 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| Organiser la cérémonie d'attribution des prix d'excellence | | | | | | | | | | | | | |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|------------|------------|----------------|----------------|----------------|
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 |
| Créer un Projet de Centres d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 | 2 840 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 2-3-5 | 0 | 25 | 25 | 28 | 30 | 31 | 32 | 2 840 | 0 | 0 | 2 870 | 31 | 32 |
| Total Objectif 2-3 | 45 | 80 | 80 | 123 | 75 | 77 | 80 | 2 860 | 0 | 0 | 2 935 | 77 | 80 |
| TOTAL PROGRAMME 2 | 108 174 | 109 437 | 116 759 | 149 293 | 133 842 | 119 414 | 122 179 | 8 115 | 100 | 100 | 141 957 | 119 514 | 122 279 |

| PROGRAMME 3 : ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTINE | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------|------------------|-------------------------|-------|-------|----------------------|------|------|---------------------|-------|-------|
| | HISTORIQUES | | | Budget actuel | Projection de Référence | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Libellé Objectif 3-1 | Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 3-1-1: | Gestion des Œuvres Universitaires | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 879 | 773 | 777 | 563 | 684 | 705 | 726 | 0 | 0 | 0 | 684 | 705 | 726 |
| Biens services | 613 | 479 | 454 | 454 | 1 202 | 1 202 | 1 202 | 0 | 0 | 0 | 1 202 | 1 202 | 1 202 |
| Coordonner les activités des Centres Régionaux des Œuvres Universtaires | 23 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Gérer les transports des étudiants boursiers à l'étranger | 400 | 435 | 435 | 435 | 670 | 670 | 670 | 0 | 0 | 0 | 670 | 670 | 670 |
| Payer les pécules des étudiants stagiaires de L'ENS et de Korhogo | 190 | 19 | 19 | 19 | 532 | 532 | 532 | 0 | 0 | 0 | 532 | 532 | 532 |
| Transfert | 4 934 | 5 872 | 6 627 | 5 606 | 7 589 | 7 816 | 8 051 | 0 | 0 | 0 | 7 589 | 7 816 | 8 051 |
| Assurer les services et prestations propres à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants | 4 934 | 5 872 | 6 627 | 5 606 | 7 586 | 7 814 | 8 048 | 0 | 0 | 0 | 7 586 | 7 814 | 8 048 |
| Organiser des Activités Socio Sportives et Culturelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organiser des Campagnes de Sensibilisation des Etudiants à la Non Violence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Payer les primes de recherche | | | | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-1-3 | 6 425 | 7 125 | 7 858 | 6 624 | 9 475 | 9 723 | 9 979 | 0 | 0 | 0 | 9 475 | 9 723 | 9 979 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-------|-------|----|---|---|---|---|---|----|---|---|
| Libellé Action 3-1-2: | Réhabilitation et équipement des résidences universitaires et des infrastructures socio culturelles et sportives | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 9 645 | 3 447 | 1 750 | 5 955 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 9 645 | 3 447 | 1 750 | 5 955 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper le CROU-A | 7 452 | 1 500 | 750 | 3 402 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper le CROU-B | 1 246 | 1 000 | 500 | 1 536 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et équiper le CROU-D | 947 | 947 | 500 | 1 018 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-1-2 | 9 645 | 3 447 | 1 750 | 5 955 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Libellé Action 3-1-3 | Extension et équipement des résidences universitaires et des infrastructures socio culturelles et sportives | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 70 | 50 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 70 | 50 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 |
| Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa | 0 | 0 | 70 | 50 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-1-3 | 0 | 0 | 70 | 50 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 |

| Libellé Action 3-1-4 | Construction et équipement des résidences universitaires et des infrastructures socio culturelles et sportives | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---|---|---|--------|--------|--------|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 800 | 288 | 75 | 533 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 533 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 800 | 288 | 75 | 533 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 533 | 0 | 0 |
| Construction et équipement CROU-B | 0 | 400 | 229 | 75 | 533 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 533 | 0 | 0 |
| Construction et équipement CROU-K | 0 | 400 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-1-4 | 0 | 800 | 288 | 75 | 533 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 533 | 0 | 0 |
| Total objectif 3-1 | 16 070 | 11 372 | 9 966 | 12 704 | 10 068 | 9 723 | 9 979 | 0 | 0 | 0 | 10 068 | 9 723 | 9 979 |
| Libellé Objectif 3-2 | Améliorer la gestion des bourses d'étude | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 3-2-1: | Augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée aux bourses et secours financiers en Côte d'Ivoire et à l'Etranger | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 77 | 56 | 98 | 60 | 50 | 51 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 51 | 53 |
| Coordonner les activités de préparation et d'attribution des bourses | 45 | 24 | 61 | 30 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants | 32 | 32 | 37 | 30 | 30 | 31 | 32 | 0 | 0 | 0 | 30 | 31 | 32 |
| Transfert | 11 191 | 11 191 | 11 191 | 11 191 | 11 191 | 11 303 | 11 418 | 0 | 0 | 0 | 11 191 | 11 303 | 11 418 |
| Attribuer des bourses aux étudiants en CIV | 7 456 | 7 456 | 7 456 | 7 456 | 7 456 | 7 456 | 7 456 | 0 | 0 | 0 | 7 456 | 7 456 | 7 456 |
| Attribuer des bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV | 3 735 | 3 735 | 3 735 | 3 735 | 3 735 | 3 847 | 3 962 | 0 | 0 | 0 | 3 735 | 3 847 | 3 962 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-2-1 | 11 268 | 11 247 | 11 289 | 11 251 | 11 240 | 11 354 | 11 471 | 0 | 0 | 0 | 11 240 | 11 354 | 11 471 |

| Libellé Action 3-2-2 | Appui aux meilleurs étudiants en leur attribuant des bourses d'excellence | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 200 | 300 | 309 | 318,27 | 0 | 0 | 0 | 300 | 309 | 318,27 |
| Offrir des bourses d'excellence aux étudiants | 0 | 0 | 0 | 200 | 300 | 309 | 318,27 | 0 | 0 | 0 | 300 | 309 | 318,27 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 3-2-2 | 0 | 0 | 0 | 200 | 300 | 309 | 318 | 0 | 0 | 0 | 300 | 309 | 318 |
| Total Objectif 3-2 | 11 268 | 11 247 | 11 289 | 11 251 | 11 240 | 11 354 | 11 471 | 0 | 0 | 0 | 11 240 | 11 354 | 11 471 |
| TOTAL PROGRAMME 3 | 27 338 | 22 619 | 21 255 | 23 955 | 21 308 | 21 077 | 21 450 | 0 | 0 | 0 | 21 308 | 21 077 | 21 450 |

PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

| | HISTORIQUES | | | Budget actuel | Projection de Référence | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--|-------|-------|------------------|-------------------------|-------|-------|----------------------|------|------|---------------------|-------|-------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Libellé Objectif 4-1 | Renforcer la capacité de recherche du système national de recherche scientifique et d'innovation technologique | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 4-1-1: | Gestion des Centres et Instituts de Recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 1 103 | 1 272 | 1 534 | 1 656 | 1 933 | 803 | 827 | 0 | 0 | 0 | 1 933 | 803 | 827 |
| Biens services | 120 | 129 | 103 | 77 | 66 | 67 | 69 | 20 | 0 | 0 | 86 | 67 | 69 |
| Coordonner et suivre la politique de recherche scientifique, promouvoir et valoriser la recherche et l'innovation technologique | 15 | 20 | 31 | 29 | 16 | 16 | 17 | 0 | 0 | 0 | 16 | 16 | 17 |
| Mettre en œuvre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche | 69 | 62 | 62 | 42 | 45 | 46 | 47 | 20 | 0 | 0 | 65 | 46 | 47 |
| Coordonner et contrôler l'exécution des activités de recherche | | | | | | | | | | | | | |
| Organiser les travaux de validation des programmes de recherche | | | | | | | | | | | | | |
| Mettre en œuvre la politique, assurer le traitement et la diffusion de l'information scientifique et technologique | 27 | 37 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Assurer l'équipement et la maintenance informatique du MESRS | | | | | | | | | | | | | |
| Elaborer le schéma directeur informatique du MESRS | | | | | | | | | | | | | |
| Effectuer des recherches sur la flore | 9 | 9 | 10 | 7 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 |
| Transfert | 3 185 | 3 519 | 4 048 | 2 771 | 2 798 | 4 070 | 4 192 | 0 | 0 | 0 | 2 798 | 3 960 | 4 079 |
| Réaliser les activités de recherche dans les Centres et instituts de Recherche | 3 160 | 3 494 | 4 033 | 2 761 | 2 682 | 3 950 | 4 068 | 0 | 0 | 0 | 2 682 | 3 950 | 4 068 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----|---|---|-------|-------|-------|
| Mettre en place le réseau informatique | 25 | 25 | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 11 |
| Payer les primes de recherche des instituts et centres de recherche | | | | 0 | 106 | 109 | 113 | 0 | 0 | 0 | 106 | 109 | 113 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réaliser les activités de recherche (CNRA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-1 | 4 408 | 4 920 | 5 685 | 4 504 | 4 796 | 4 940 | 5 088 | 20 | 0 | 0 | 4 816 | 4 831 | 4 975 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 4-1-2: | Définition et adoption de secteurs prioritaires de la recherche scientifique et technologique | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Prendre les textes légaux et réglementaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organiser un séminaire de restructuration de la recherche | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 350 | 350 | 400 | 175 | 85 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Trésor | 350 | 350 | 400 | 175 | 85 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Mettre en œuvre Prog.recherche des pôles de compétence | 350 | 350 | 400 | 175 | 85 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-2 | 350 | 350 | 400 | 175 | 85 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 | 115 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |

| Libellé Action 4-1-3: | Renforcement des capacités techniques des structures de recherche | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|---|---|-------|-----|-----|
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 39 | 20 | 13 | 0 | 8 | 8 | 8 | 25 | 0 | 0 | 33 | 8 | 8 |
| Organiser des sessions de formation de 5 jours pour le personnel d'appui à la recherche des 4 centres de recherche à la maintenance au laboratoire | 39 | 20 | 13 | 0 | 8 | 8 | 8 | 25 | 0 | 0 | 33 | 8 | 8 |
| Transfert | 158 | 158 | 65 | 544 | 544 | 560 | 577 | 0 | 0 | 0 | 544 | 560 | 577 |
| Appuyer financièrement la recherche scientifique et l'innovation technologique | 158 | 158 | 65 | 544 | 544 | 560 | 577 | 0 | 0 | 0 | 544 | 560 | 577 |
| Investissement | 0 | 0 | 103 | 65 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 103 | 65 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Interconnexion des sites de Recherche + Creation d'un Site Web de Connexion Internet/DIST | 0 | 0 | 103 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mettre en réseau Internet les Structures de Recherche | | | | 65 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-3 | 197 | 178 | 180 | 609 | 581 | 568 | 585 | 25 | 0 | 0 | 606 | 568 | 585 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 4-1-4-: | Réhabilitation et équipement des infrastructures de recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 687 | 113 | 893 | 300 | 1 265 | 0 | 0 | 200 | 0 | 0 | 1 465 | 0 | 0 |
| Trésor | 687 | 113 | 893 | 300 | 1 265 | 0 | 0 | 200 | 0 | 0 | 1 465 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-----|-----|-----|-------|---|---|-----|---|---|-------|---|---|
| Réhabiliter le Bâtiment et Equiper le siège CRE | 137 | 0 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabiliter et Equiper Institut Pasteur/IPCI | 400 | 26 | 479 | 150 | 1 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 0 | 0 |
| Rehabilitation et Equipement CRO | 0 | 0 | 198 | 40 | 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 120 | 0 | 0 |
| Réhabilitation et équipement STATION LAMTO | 150 | 87 | 100 | 45 | 80 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 80 | 0 | 0 |
| Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE | 0 | 0 | 83 | 65 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 | 0 | 0 |
| Réhabilitation et Equipement du CEMV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 200 | 0 | 0 | 200 | | |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-4 | 687 | 113 | 893 | 300 | 1 265 | 0 | 0 | 200 | 0 | 0 | 1 465 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 4-1-5 | Extension et équipement des infrastructures de recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 375 | 660 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 375 | 660 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Développer le centre de ressources biologique (Biobanque) (IPCI) | 375 | 660 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Extension des Infrastructures de la Station Géophysique de Lamto | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-5 | 375 | 660 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|---|---|-------|-------|-------|
| Libellé Action 4-1-6 | Construction et équipement des infrastructures de recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 100 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 100 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Construire et Equiper Labo CRO | 100 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-1-6 | 100 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Objectif 4-1 | 6 117 | 6 251 | 7 158 | 5 588 | 6 728 | 5 508 | 5 673 | 275 | 0 | 0 | 7 003 | 5 398 | 5 560 |
| Libellé Objectif 4-2 | Vulgariser et valoriser les résultats de la recherche | | | | | | | | | | | | |
| Libellé Action 4-2-1: | Renforcement des capacités de valorisation des résultats de la recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 94 | 97 | 107 | 87 | 83 | 85 | 88 | 0 | 0 | 0 | 83 | 85 | 88 |
| Promouvoir et valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation technologique | 19 | 37 | 45 | 25 | 26 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 26 | 26 | 27 |
| Mettre en place un bureau de valorisation des résultats de la Recherche et l'Innovation technologique | 15 | 0 | 2 | 2 | 12 | 12 | 13 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | 13 |
| Organiser un concours de detection des jeunes Talents | 15 | 15 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organiser la semaine de la promotion de la recherche ivoirienne (SEPRI) | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 | 48 | 0 | 0 | 0 | 45 | 46 | 48 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 250 | 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|---|---|-------|-------|-------|
| Trésor | 0 | 0 | 250 | 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Programme d'Appui à l'Amélioration de l'Employabilité et Insertion des jeunes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créer et Mettre en œuvre les fermes Agro-Pastorales | 0 | 0 | 250 | 200 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-2-1 | 94 | 97 | 357 | 287 | 183 | 85 | 88 | 0 | 0 | 0 | 183 | 85 | 88 |
| Libellé Action 4-2-2: | Renforcement des capacités de vulgarisation des résultats de la recherche | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Editer et imprimer l'annuaire de la Recherche | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement Extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total Action 4-2-2 | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Objectif 4-2 | 117 | 97 | 357 | 287 | 183 | 85 | 88 | 0 | 0 | 0 | 183 | 85 | 88 |
| TOTAL PROGRAMME 4 | 6 234 | 6 348 | 7 515 | 5 874 | 6 910 | 5 593 | 5 760 | 275 | 0 | 0 | 7 185 | 5 483 | 5 647 |

**SECTION 34 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Créé dès 1959 avec la formation du premier Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Ministère de l'Enseignement Technique avait pour mission de former les cadres, les techniciens et les ouvriers dont le pays avait besoin pour assurer la prise en main du secteur industriel naissant et promouvoir le développement du monde rural. En 1970, ce département ministériel a vu ses missions s'étendre à la Formation Professionnelle. Cette période a permis au secteur de la formation de connaître un essor tant au plan quantitatif que qualitatif. Cela s'est traduit par la mise à disposition de cadres, de techniciens, d'ouvriers spécialisés et d'ingénieurs spécialisés dont l'économie naissante avait besoin. Cet essor a connu un ralentissement considérable dans les années 1980 du fait de la crise économique et des différents changements institutionnels imposés par celle-ci.

La situation s'est aggravée avec la crise sociopolitique que le pays a connue depuis 1999 et qui a atteint son paroxysme en septembre 2002, avec la crise militaro-politique puis en novembre 2010 avec la crise postélectorale. Cette situation a eu pour effet la destruction des outils de formation et de production.

Cependant, le Gouvernement, conscient du rôle moteur joué par le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, dans la croissance économique, a pris des mesures visant le développement de cet ordre d'enseignement (PSR-ETFP 2012-2021, PAMT 2012-2015, PND, Réforme ETFP 2016-2030).

Si ces initiatives ont permis d'amorcer la mise à niveau du dispositif de l'ETFP, d'énormes difficultés subsistent qui justifient la nécessité d'un diagnostic.

a. Diagnostic

Les forces

Le secteur de l'ETFP présente d'importants atouts qui tiennent, entre autres :

- au maintien de dispositif de l'ETFP ;
- à la continuité des formations dans le système d'ETFP ;
- à la reconstitution du ministère en charge de l'ETFP ;
- à la présence de structures d'encadrement ;

- à l'existence de programmes de formation (101) ;
- au taux de réussite aux examens maintenu à un niveau supérieur à 50% ;
- aux ressources financières (additionnelles) générées par certains établissements de l'ETFP.

En dépit de ces atouts, l'ETFP présente de nombreuses difficultés accentuées par la longue crise qu'a connue le pays. De manière générale, celles-ci sont liées à :

Les faiblesses

- une faiblesse relative des effectifs ;
- une insuffisance des ressources financières allouées (par le budget de l'état) à l'ETFP ;
- une absence de cadre réglementaire dans la gestion des ressources financières générées par les établissements de l'ETFP ;
- une faible capacité d'accueil ;
- une faible couverture du territoire national ;
- une faiblesse qualitative caractérisée à la fois par des offres de formation insuffisantes, des contenus de formation désuets et pas toujours adaptés aux besoins de qualification de l'économie nationale ;
- un faible niveau de formation des enseignants, de faibles taux de rendement interne ;
- une vétusté et une obsolescence des équipements ;
- une absence de matériels roulants pour les structures opérationnels et d'encadrement ;
- de nombreuses difficultés à trouver des stages pour la majorité des apprenants ;
- une Inexistence de plateforme d'échange et de collaboration avec les autres ministères qui font de la formation professionnelle ;
- un mode de gouvernance peu efficace ;
- une insuffisance de collaboration avec les acteurs du secteur productif ;
- une priorisation du secteur moderne (6,5% de la population active) au détriment du secteur agricole (43%) et du secteur informel (34%) qui occupent la plus grande proportion de la population active ;
- une insuffisance de matières d'œuvre pour les formations pratiques ;
- la fermeture des internats ;
- l'interruption du processus de mise en œuvre de profil de carrière des enseignants ;
- un taux de rejet élevé des apprenants.

b. Identification des problèmes

De manière spécifique, l'état des lieux du secteur de l'ETFP révèle d'importantes faiblesses qui se situent à trois (3) niveaux :

Au niveau de l'administration générale

- Absence d'un système intégré de collecte et de gestion des données ;
- Insuffisance de formation des administrateurs de crédits, des économistes et des intendants, à l'élaboration et à l'exécution des budgets ;
- Absence de plan de développement des ressources humaines du METFP ;
- Insuffisance de renforcement des capacités du personnel du METFP (Personnel Enseignants, personnel Administratif et d'encadrement).

Au niveau de l'enseignement technique

- Problème de la régulation des flux de jeunes demandeurs de formation ;
- Difficultés d'orientation à l'université et dans les grandes écoles publiques ;
- Absence de réforme des Baccalauréats techniques ;
- Insuffisance des capacités d'accueil ;
- Inadaptation du système de gouvernance des lycées techniques.

Au niveau de la formation professionnelle

- Faiblesse du niveau de régulation des flux et du niveau d'absorption des stocks de jeunes demandeurs de formation ;
- Inadéquation formation/emploi ;
- Faible déploiement de l'apprentissage sous toutes ses formes et de la formation par alternance sur toute l'étendue du territoire national ;
- Faible promotion de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat ;
- Inadaptation du cadre institutionnel et réglementaire de l'ETFP, à la mise en œuvre efficace de ses missions ;
- Inadaptation du système de gouvernance des établissements de formation professionnelle.

c. Les réponses apportées

A la lumière de ce diagnostic et des différents problèmes identifiés, le Ministère a engagé des réformes matérialisées dans le PND 2012-2015, le PND 2016-2020 et le plan stratégique de Réforme de l'ETFP 2016-2030, en vue d'apporter des réponses idoines aux différentes préoccupations. Il s'agit essentiellement de :

Volet administration générale

- Mise en place d'un système intégré de collecte et de gestion des données (SIG) ;
- Renforcement des capacités des administrateurs de crédits, des économistes et des intendants ;
- Mise en œuvre du plan de renforcement des ressources humaines de l'ETFP ;
- Adoption d'un nouveau mode de gouvernance et de gestion des établissements ;
- La mise en place du système centralisé d'information (SIG).

Volet enseignement technique

- Régulation des flux de demandeurs ;
- Réforme des Baccalauréats techniques en cours ;
- Adoption d'un nouveau mode de gouvernance et de gestion des lycées techniques ;
- Réhabilitation de lycées techniques ;
- Assainissement et renforcement de l'encadrement des établissements privés.

Volet formation professionnelle

Certaines actions ont été amorcées depuis l'exercice budgétaire 2011, à savoir :

- La mise en œuvre du plan stratégique de réforme du système de l'ETFP en vue d'adapter les formations aux besoins de l'économie nationale ;
- Le développement de partenariat avec le secteur privé ;
- La mise en place de la carte des formations professionnelles et l'appui à l'élaboration des statistiques ;
- L'étude du schéma directeur de la réhabilitation des Infrastructures ;
- Le renforcement de l'adéquation de l'offre et de la demande en matière de Formation Professionnelle ;
- L'acquisition d'un siège pour la Direction des Examens et Concours (DEXC) ;
- La construction, l'extension, la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures ;

- La mise en œuvre du projet de modernisation de la chaîne de fabrication de médailles ;
- L'appui à l'accès des personnes Handicapées à l'ETFP ;
- La mise en œuvre du programme de Formation d'Apprentissage et d'Insertion ;
- La création d'incubateurs dans les établissements de formation professionnelle ;
- La réalisation d'une étude sur la mobilisation et l'organisation du Partenariat public/privé dans le cadre de l'ETFP (Réalisée par la Banque Mondiale) ;
- La réalisation d'une étude sur l'organisation de la formation par alternance et les conditions du déploiement de l'apprentissage par alternance en Côte d'Ivoire (Réalisée par la Banque Mondiale) ;
- La création et l'installation des instances partenariales de la mise en œuvre de la réforme de la Formation Professionnelle ;
- La mise en œuvre de projets pilotes relatifs à la modernisation du dispositif de formation professionnelle et technique en partenariat avec les branches professionnelles (projet C2D/composante Formation Professionnelle ; projet PROFORME/UE - ONUDI) ;
- L'analyse légère des besoins en compétences sur l'ensemble des branches ;
- L'élaboration d'un Plan Rénové de l'offre global de formation ;
- La réhabilitation et équipement du Lycée professionnel de Man.

d. Défis et priorités

Les défis à relever par l'ETFP sont les suivants :

- Résoudre le problème de la régulation des flux et de l'absorption des stocks de jeunes demandeurs de formation ;
- Répondre au plus juste à la demande des acteurs de l'économie, publics ou privés ;
- Déployer l'apprentissage sous toutes ses formes et la formation par alternance sur toute l'étendue du territoire national ;
- Favoriser la création de nouvelles richesses par l'auto-emploi et par l'entrepreneuriat ;
- Adapter le cadre institutionnel et réglementaire du dispositif de Formation Professionnelle et Technique, tout en mettant en évidence la cohérence, l'efficacité et l'efficience, afin de satisfaire les besoins de l'économie ;
- Adapter le système de gouvernance des établissements afin qu'ils jouent pleinement leur rôle d'agent de développement local ;
- Placer les établissements de la formation professionnelle au cœur de la réforme ;
- Réajuster la carte des Formations Professionnelles (secteurs public et privé), afin de pouvoir accompagner efficacement le développement des territoires (Régions) ;

- Préparer le projet de loi d'orientation et réviser les textes réglementaires ;
- Mettre en place un Système Intégré de Gestion de la Formation Professionnelle (SIG-FP) ;
- Elaborer une carte des formations professionnelles sur la base des potentialités des différentes régions ;
- Concevoir les programmes de formation et renforcer les capacités des formateurs du Lycée Professionnel de Grand Lahou ;
- Réhabiliter et équiper le Lycée Professionnel de Grand Lahou et le port d'application ;
- Equiper les centres de Formation Professionnelle Ferkessédougou 1 et réhabiliter le lycée professionnel Ferké ;
- Rééquiper 08 Ateliers de l'Institut Pédagogique National l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) ;
- Réhabiliter et équiper 24 internats (Daoukro, Gagnoa, Grand-Lahou, Jacqueville, Man, Odienné, San Pedro, Adzopé, Agboville, Bouaké, Abengourou, Bondoukou, Bongouanou, Divo, Ferké 1, Guiglo, Katiola, Korhogo, Mankono, Touba, Yamoussoukro, Daloa, Bimbresso) ;
- Construire et équiper une infirmerie dans chacun des 59 établissements de la Formation Professionnelle ;
- Identifier les besoins en formation des groupes vulnérables ou spécifiques ;
- Offrir les formations qualifiantes de courtes durées suivies de l'insertion professionnelle de 24 119 jeunes sur 3 ans (600 000 FCFA pour formation +kit d'insertion par jeune) ;
- Opérationnaliser les branches professionnelles : mettre en place l'équipe des branches professionnelles, élaborer le répertoire et la nomenclature codifiée des spécialités de formation des secteurs de l'économie, élaborer un guide du comité national des branches professionnelles ;
- Elaborer les référentiels de qualification dans chaque branche professionnelle : élaborer les référentiels métiers de spécialité, identifier les compétences nécessaires pour chaque référentiel métier et développer les curricula ;
- Mettre en place des incubateurs d'entreprises dans les établissements (Lycées Professionnels (LP), Centre de Perfectionnement aux Métiers (CPM), Centre d'Enseignement Technique (CET), Centre de Formation Professionnelle (CFP) et faire de la sous-traitance auprès des entreprises ;
- Mettre en œuvre le programme d'apprentissage et d'insertion ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi de l'insertion des formés de la Formation Professionnelle ;
- Produire l'annuaire statistique de la Formation Professionnelle ;
- Réaliser le projet pilote /C2D-EF volet Formation Professionnelle ;
- Créer, rénover et équiper quatre (04) établissements de Formation Professionnelle (Lycées Professionnels Hôtelier (LPH) Yamoussoukro, Centre d'Enseignement Technique (CET) Issia et Bouaflé, CBCG Bouaké) (Projet FSD) ;

- Rénover et équiper le Lycée Professionnel d’Odienné (Projet BID) ;
- Construire et équiper 14 Directions Régionales (Bouaké, Man, Korhogo, Odienné, Touba, Séguéla, Daloa, San Pedro, Yamoussoukro, Abidjan-Nord, Abidjan-Sud Bondoukou, Abengourou, Dimbokro) et 18 Directions Départementales (Mankono, Touba, Minignan, Boundiali, Divo, Aboisso, Agboville, Adzopé, Daoukro, Guiglo, Duekoué, Soubré, Bongouanou, Sassandra, Bouaflé, Ferkessédougou, Katiola, Bouna) ;
- Construire et équiper 10 antennes régionales de l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP) (Abidjan, Abengourou, Bondoukou, Bouaké, Daloa, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro, Yamoussoukro) (/57antenne) ;
- Construire et équiper 10 Antennes régionales pour l'Inspection Générale de l'Enseignement Professionnel dans les 10 pôles de développement ;
- Développer et utiliser des outils modernes de gestion des stocks, de calculs des coûts unitaires et de gestion des Ressources Humaines ;
- Etendre et équiper le CELIA, rénover et équiper le Lycée Professionnel de Ferké et le Lycée Professionnel Industriel de Gagnoa (projet BADEA) ;
- Equiper le CELIA en matériels didactiques de Télécommunication (projet Canadien) ;
- Equiper et installer les cellules de veille technologique et les cellules d'études et d'actions prospectives avec les Secrétaires Exécutifs de la Relation Formation-Emploi (SERFE) (9 Lycées Professionnels) ;
- Equiper le Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricité de Koumassi en matériels didactiques de Froid et Climatisation (projet Canadien) ;
- Réaliser les formations continues des travailleurs des entreprises ;
- Exonérer de frais de scolarité les groupes vulnérables (3000 apprenants/an) et les filles dans les filières industrielles ;
- Doter 300 personnes handicapées inscrits dans la Formation Professionnelle d'équipements spécifiques chaque année ;
- Appuyer les personnes handicapées à accéder à la Formation Professionnelle ;
- Développer la formation continue des acteurs du système ;
- Augmenter le nombre de bénéficiaires de la formation continue par immersion dans les entreprises ;
- Elaborer des normes d'encadrement pédagogique et administratif ;
- Mettre en place un système intégré de collecte et de gestion des données ;
- Assurer la formation des administrateurs de crédit, des économistes et des intendants à l'élaboration et à l'exécution des budgets ;
- Elaborer le plan de développement des ressources humaines du METFP ;

- Renforcer les capacités du personnel du METFP (Personnel Enseignants, personnel Administratif, Inspecteurs) ;
- Construction et équipements de 12 lycées technique- professionnels dans les chefs-lieux de districts ;
- Construction et équipements de 29 Centres de Formation-Production dans les Départements non chef lieux de région ;
- Construction et équipement d'un Institut National d'Innovation Technologique (nouvelles technologies et énergies renouvelables) ;
- Construction et équipement des laboratoires de simulation dans les Cellules de Fabrication mécanique, Construction métallique, Mécanique automobile, Electrotechnique et ELN, informatique, génie civil (BTP), menuiserie et Télécom à l'IPNETP ;
- Construction d'un centre multisectoriel de formation aux métiers de l'Industrie Agro-alimentaire et à la Maintenance Industrielle à Yopougon et Rénover et étendre le centre sectoriel de formation aux métiers des BTP à Daoukro ;
- Mettre en place un système de visio-enseignement au niveau des Lycées Techniques et de lycées Professionnels de l'ETFP ;
- Construction de 4 centres sectoriels (Mines à Man, Agricole à Botro, Transport à Abidjan, Automobiles à Abidjan) projet C2D2 ;
- Construction de la Cité de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle à Yopougon ;
- Enquête sur l'offre et les besoins de formation en côte d'ivoire
- Construction et équipements de 09 professionnels dans les chefs-lieux de région non pourvus.

I-2- Politique sectorielle

a. Contexte

La crise qu'a connue la Côte d'Ivoire, a eu des répercussions néfastes sur tous les secteurs d'activité y compris l'ETFP. Pour juguler cette situation qui a affaibli l'Etat dans ses fondements, le Gouvernement s'est donné pour ambition de hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays émergents à l'horizon 2020.

L'atteinte de cet objectif important passe par la relance de l'économie nationale qui s'appuie sur le capital humain, en vue de l'amélioration de la productivité et la compétitivité des entreprises. D'où la nécessité pour tous les secteurs d'engager des réformes profondes.

Dans cette perspective, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la formation Professionnelle, à l'instar des autres départements ministériels, a entrepris de réorganiser les différents secteurs qui le composent, notamment les secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

b. Présentation de la politique du Ministère

Le Ministère de l'Enseignement Technique et de la formation Professionnelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement technique et de formation professionnelle.

L'objectif général conformément à la vision du Gouvernement est d'une part, (i) de répondre aux besoins en formation des populations pour leur insertion dans la vie active et leur promotion socioprofessionnelle, et d'autre part, (ii) de satisfaire les besoins en personnels qualifiés des entreprises pour améliorer leur performance et leur compétitivité. Dans cette perspective, et conformément au plan stratégique de Réforme de l'ETFP 2016-2030, la nouvelle politique de l'ETFP présente sept (07) axes essentiels, à savoir :

Axe stratégique 1 : **Partenariat Ecole- Entreprise et Insertion professionnelle**

Axe stratégique 2 : **Accès à la formation**

Axe stratégique 3 : **Offre de formation**

Axe stratégique 4 : **Certification des compétences**

Axe stratégique 5 : **Gouvernance du système**

Axe stratégique 6 : **Assainissement et encadrement des établissements privés**

Axe stratégique 7 : **Financement du système d'ETFP**

c. Les résultats attendus à moyen terme

- Le processus de mise en œuvre de la réforme du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est amorcé ;
- Le cadre institutionnel, politique et juridique du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle bénéficie d'un renforcement susceptible d'améliorer la qualité de ses prestations ;
- La formation initiale et continue en matière de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est assurée au profit des populations se trouvant dans le besoin ;
- Les stratégies et programmes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont planifiées, mises en œuvre et évaluées ;

- Les établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont suivis et évalués ;
- Les collectivités décentralisées sont assistées dans le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- L'utilisation des nouvelles technologies est promue dans le cadre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- La formation par apprentissage et la formation par alternance sont promues ;
- Des partenariats en matière de la Formation Professionnelle et Technique au niveau communautaire et international sont signés ;
- La formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des groupes spécifiques sont assurées ;
- La planification, le suivi et l'évaluation des programmes, des projets et des activités du Ministère sont améliorés ;
- Les ressources financières sont rationnellement réparties entre les entités fonctionnelles du Ministère et gérées selon les principes du CDMT ;
- Les ressources humaines du Ministère sont formées et rationnellement réparties sur l'ensemble du territoire de sorte à combler les déficits.

I-3- Mission-vision du Ministère

I-3-1 Mission du Ministère

Conformément au décret N°2016-339 du 25 mai 2016 modifiant les articles 12 et 21 du décret N° 2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, la principale mission dévolue au Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) est la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

A ce titre, il est chargé de :

- Développer l'Enseignement Technique ;
- Répondre aux besoins en Formation professionnelle des populations ;
- Satisfaire les besoins en personnels qualifiés des entreprises en vue d'améliorer leur performance et leur compétitivité.

I-3-2-Vision du Ministère

La vision du METFP est d'amorcer des réformes qui permettront d'avoir un système de Formation Professionnelle et d'Enseignement Technique accessible à tous intégrant le programme de l'école pour tous.

Aussi, cette vision reposera-t-elle sur des ressources humaines compétentes, de qualité, capables de stimuler l'économie nationale et à même de contribuer à faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, avec un ivoirien nouveau.

Plus spécifiquement, cette vision s'articule autour des points suivants :

- Répondre aux demandes en formation de toutes les populations cibles ;
- Transformer les structures de formation de l'ETFP en centres de formation-production en lien avec le secteur privé productif ;
- Introduire de nouveaux modes de formation tels que l'alternance et l'apprentissage ;
- Développer le télé-enseignement ;
- Développer les filières d'avenir, notamment celles relatives au développement durable, aux énergies renouvelables et à l'économie numérique.

Conformément à ses attributions et à la vision du Président de la République, les nouvelles orientations de la politique du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle sont articulées autour de trois (03) programmes, accompagnés d'indicateurs de performance, visant à évaluer l'efficacité et l'efficience des interventions dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, et à mesurer l'évolution de la qualité de l'offre des services.

I-4- Identification des programmes

Les trois (3) programmes retenus sont :

- Programme 1 : **Administration générale**
- Programme 2 : **Enseignement technique**
- Programme 3 : **Formation professionnelle**

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projet annuel Performance (PAP)

II.1- Projet Annuel Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJETS PIP | PROJETS COFINANCES | PROJETS HORS PIP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--------------------|------------------|
| P1 : ADMINISTRATION GENERALE | Cabinet ; Service de Communication et de Documentation (SERCOM) ; Inspection Générale (IG) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Juridiques (DAJ) ; Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ; Direction des Projets, de l'équipement et de la Maintenance (DPEM) ; Comité de Mise en œuvre de la Reforme (CMR) ; Comité Sectoriel du CDMT ; 15 Directions Régionales (DR) ; 18 Directions Départementales (DD). | CPNTIC. | | 1) Mise en place système centralisé d'information (SIG)/DPS ; 2) Mise en place de la carte scolaire/Appui à l'élaboration des statistiques ; 3) Construction et Equipement d'un Centre de Documentation et d'information/CIDFOR. | | |
| P2 : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | Direction de l'Enseignement Technique (DET) ; Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés (DEEP) ; Les établissements d'Enseignement Technique publics : - Lycée Technique d'ABIDJAN ; - Lycée Technique YOPOUGON ; - Lycée Technique BOUAKE. | | | | | |

| PROGRAMMES | SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX | ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) | ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES | PROJETS PIP | PROJETS COFINANCES | PROJETS HORS PIP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|------------------|
| <p>P3 : FORMATION PROFESSIONNELLE</p> | <p>Direction de la Formation Professionnelle initiale (DFPI) ;</p> <p>Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses (DECOB) ;</p> <p>Direction de la Formation Qualifiante, de l'Apprentissage et de l'Insertion (DFQAI) ;</p> <p>Direction de la Formation Continue et des relations avec le Secteur Privé Productif (DFCRSP) ;</p> <p>Direction des filières, de l'Innovation et de la Qualité (DFIQ) ;</p> <p>les Unités Mobiles de Formation (UMF) ;</p> <p>Les Ateliers d'Application et de Production (AAP) ;</p> <p>Tous les établissements de Formation Professionnelle, publics.</p> | <p>AGEFOP ;</p> <p>CIDFOR ;</p> <p>IPNETP ;</p> <p>EIBMA.</p> | | <p>1) Elaboration des référentiels de qualification ;</p> <p>2) Opérationnalisation des Branches Professionnelles ;</p> <p>3) Réhabilitation des Internats des Etablissements de L'ETFP ;</p> <p>4) Acquisition de 23 Unités Mobiles de Formation (UMF) pour les Chefs-Lieux de Régions ;</p> <p>5) Projet de Construction et d'Equipement de 26 Ateliers d'Application et de Production (AAP) ;</p> <p>6) Projet d'expérimentation des Centres Formation Production ;</p> <p>7) C2D1/Construction de 2 centres sectoriels ;</p> <p>8) Etude préparatoire à la construction de 4 centres sectoriels, et Réhabilitation de 5 centres polyvalents (C2D2) ;</p> <p>9) Projet de construction 11 établissements ;</p> <p>10) Rénovation des établissements d'Enseignement Technique et Professionnel ;</p> <p>11) Réhabilitation et Equipement du Lycée Hôtelier d'Abidjan ;</p> <p>12) Réhabilitation des Infrastructures du CMP de GRAND-LAHOU ;</p> <p>13) Réhabilitation et Equipement de 3 CBCG (Treichville, Cocody et Daloa).</p> | <p>Réhabilitation de 3 Lycées Professionnels (GAGNOA, FERKE, CELIA)</p> <p>Projet BADEA 3 / Equipement Complémentaire</p> | |

II.1.2- Tableau de performance

| Programme 1 : Administration Générale | | | | | | | | |
|--|--|--|------------------------|---------------|---------------|------|------|--|
| Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficiente de ses ressources humaines, matérielles et financières. | | Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels | | | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| | | Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | Cibles | | | | |
| t (année en cours) 2016 | t+1 (2017) | | | t+2 (2018) | t+3 (2019) | | | |
| Objectif spécifique 1 | Assurer la coordination générale en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle | Proportion d'entités fonctionnelles assistées dans l'élaboration de projets de texte | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Mode de calcul : (Nombre d'entités fonctionnelles ayant bénéficié d'assistance / nombre total d'entité fonctionnelle ayant formulé une demande d'assistance) X 100 Source de vérification : Cabinet /DAJ |
| | | Nombre d'établissements visités par des missions de supervision de coordination. | 35 | 25 | 35 | 50 | 60 | Mode de calcul : Nombre d'établissements visité (Nombre d'établissements appliquant la politique de l'ETFP/Nombre d'établissements visités) x 100 Source de vérification : Cabinet /IG |
| | | Pourcentage d'établissements appliquant effectivement la politique de l'ETFP dans les établissements. | 48,6% | 35% | 50% | 60% | 75% | |
| | | Niveau de mise en œuvre de la Réforme de l'ETFP | 10% | 25% | 50% | 75% | 100% | Mode de calcul : Nombre de textes réglementaires adoptés relatifs à la Réforme de l'ETFP Existence du plan stratégique adopté par le Gouvernement. Source de vérification : SGG ; JORCI Cabinet ETFP/CMR/DPS |

Programme 1 : Administration Générale

| Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficiente de ses ressources humaines, matérielles et financières. | | Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels | | | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
|---|--|--|------------------------|---------------|---------------|-----|-----|---|
| | | Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | Cibles | | | | |
| t (année en cours) 2016 | t+1 (2017) | | | t+2 (2018) | t+3 (2019) | | | |
| Objectif spécifique 2 | Améliorer la gestion financière, matérielle et des ressources humaines | Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité | 0% | 0% | 10% | 30% | 45% | <u>Mode de calcul</u> : (Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité/Effectif total du personnel du Ministère) x 100 <u>Source de vérification</u> : DRH |
| | | Proportion de personnels affectés et exerçant effectivement sur le lieu d'affectation | 60% | 60% | 70% | 80% | 90% | <u>Mode de calcul</u> : (Nombre de personnels affectés exerçant effectivement/Nombre total de personnel affecté) x 100 <u>Source de vérification</u> : DRH |
| | | Pourcentage des administrateurs de crédit formés en matière de gestion des finances publiques | 0% | 10% | 30% | 50% | 75% | <u>Mode de calcul</u> : (Nombre d'administrateurs de crédits formés/ effectif total des administrateurs de crédits) x 100 <u>Source de vérification</u> : - DAF - Rapport de la formation |
| | | Taux d'absorption des crédits budgétaires | 95% | 95% | 95% | 95% | 95% | <u>Critères de performance</u> : - (Total des allocations budgétaires utilisés/Budget total du Ministère) x 100 |

| Programme 1 : Administration Générale | | | | | | | | |
|--|---|--|------------------------|---------------|---------------|-----|-----|--|
| Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficace de ses ressources humaines, matérielles et financières. | | Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels | | | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| | | Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | Cibles | | | | |
| t (année en cours) 2016 | t+1 (2017) | | | t+2 (2018) | t+3 (2019) | | | |
| Objectif spécifique 3 | Améliorer le système de communication et de documentation | Taux de couverture des activités du Ministère | 60% | 60% | 70% | 80% | 90% | <p>Mode de calcul : (Nombre d'activités ayant fait l'objet de couverture médiatique/Nombre total d'activités censées faire l'objet d'une couverture médiatique) x 100</p> <p>Source de vérification : CABINET/SERCOM</p> |
| | | Existence de mécanisme d'archivage électronique | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | <p>Mode de calcul : Existence d'un mécanisme d'archivage</p> |
| | | Pourcentage de documents électroniques archivés | 10% | 10% | 20% | 50% | 75% | <p>(Nombre de documents archivés électroniquement/Nombre total de documents produits) x 100</p> <p>Source de vérification : CABINET/SERCOM</p> |

| Programme 2 : Enseignement Technique | | | | | | | | |
|---|--|---|-------------------------------|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---|
| Objectif global ou stratégique : | | Indicateur 1 : Niveau de modernisation de l'ETFP | | | | | | |
| Contribuer au développement des compétences afin de préparer un plus grand nombre des formés de l'enseignement technique à accéder à des formations professionnelles de niveau supérieur (BTS et Ingénieurs). | | Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des populations (demandeurs) | | | | | | |
| | | Indicateurs de performance | Situation de référence | Cibles | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| | | | | t (année en cours) 2016 | t+1 (2017) | t+2 (2018) | t+3 (2019) | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'enseignement technique | Proportion des infrastructures construites | 0% | 0% | 0% | 10% | 20% | Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures construites/Nombre d'infrastructures à construire) x 100 (Nombre d'infrastructures réhabilitées/Nombre d'infrastructures à réhabiliter) x 100 (Nombre d'infrastructures équipées/Nombre d'infrastructures à équiper) x 100 Source de vérification : CABINET/DPS/DET |
| | | Proportion des infrastructures Réhabilitées | 75% | 75% | 75% | 80% | 90% | |
| | | Proportion des infrastructures équipées | 25% | 30% | 30% | 50% | 75% | |
| | | Taux d'accroissement des effectifs des établissements de l'enseignement technique | 5% | 10% | 20% | 25% | 30% | |
| Objectif spécifique 2 | Administrer un enseignement technique de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur. | Proportion des acteurs formés | 10% | 20% | 40% | 60% | 75% | Mode de calcul : (Nombre d'acteurs du système formés /nombre total des acteurs du système) x100 Source de vérification : CABINET/DET/ DPS/DRH Mode de calcul : (Nombre de curricula élaborés/nombre total de curricula à élaborer) x100 Source de vérification : CABINET/IPNET/IG/DPS Mode de calcul : (Nombre d'élèves de l'ET admis à l'enseignement supérieur/Nombre de Bacheliers techniques) x 100 Source de vérification : CABINET/DPS/DET/IG/DPS Mode de calcul : (Nombre d'élèves de l'ET ayant achevés leur formation supérieur/Nombre total d'étudiants ayant achevés leur formation supérieure) x 100 Source de vérification : CABINET/DPS/DET/IG/DPS |
| | | Proportion de curricula de formation élaboré | 10% | 20% | 30% | 40% | 50% | |
| | | Proportion d'élèves de l'enseignement technique accédant à l'enseignement supérieur | 10% | 20% | 25% | 30% | 30% | |
| | | Proportion d'étudiants issus de l'enseignement technique ayant achevé la formation supérieure | 20% | 25% | 30% | 50% | 65% | |

| Programme 3 : Formation professionnelle | | | | | | | | |
|---|--|---|-------------------------------|---------------|------|------|------|---|
| Objectif global ou stratégique : Contribuer au développement des compétences afin d'offrir à un plus grand nombre de population la possibilité de s'employer et d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises | | Indicateur 1 : Taux des formés insérés | | | | | | |
| | | Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des entreprises | | | | | | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de la Formation Professionnelle | Indicateurs de performance | Situation de référence | Cibles | | | | Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification |
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Objectif spécifique 1 | Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de la Formation Professionnelle | Proportion des infrastructures construites | 20% | 25% | 40% | 60% | 75% | Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures construits/Nombre d'infrastructures à construire) x 100 |
| | | Proportion des infrastructures Réhabilitées | 30% | 35% | 50% | 65% | 75% | (Nombre d'infrastructures réhabilitées/Nombre d'infrastructures à réhabiliter) x 100 |
| | | Proportion des infrastructures équipées | 30% | 35% | 40% | 65% | 80% | (Nombre d'infrastructures équipées/Nombre d'infrastructures à équiper) x 100 |
| | | Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle | 5% | 10% | 20% | 25% | 30% | Source de vérification : <u>CABINET/DFPI /DPEM/DPS/IG</u> |
| Objectif spécifique 2 | Administrer une Formation Professionnelle de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur. | Proportion des acteurs formés | 10% | 25% | 50% | 75% | 100% | Mode de calcul : (Nombre d'acteurs du système formés /nombre total des acteurs du système) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/IG/DET/ DPS/DRH/DFPI</u> |
| | | Proportion de curricula de formation élaboré | 10% | 20% | 40% | 60% | 80% | Mode de calcul : (Nombre de curricula élaborés/nombre total de curricula à élaborer) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/IG/IPNETP/ DPS/DFPI</u> |
| | | Proportion d'apprenants ayant bénéficiés d'une aide à l'insertion | 10% | 20% | 25% | 30% | 50% | Mode de calcul : (Nombre d'apprenants ayant bénéficiés d'une aide à l'insertion/nombre total d'apprenants à aider en vue de leur insertion) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/IG /DPS/DFPI</u> |

II.1.3- Tableau financier global

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|---------------------|---------------|---------------|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 |
| 1. RESSOURCES | 25 219 | 21 494 | 24 388 | 92 510 | 88 847 | 61 400 | 64 807 | 4 964 | 7 717 | 10 711 | 93 839 | 68 968 | 75 247 |
| 1.1 Ressources intérieures | 25 219 | 21 494 | 24 388 | 88 931 | 84 644 | 61 400 | 64 807 | 4 964 | 7 717 | 10 711 | 89 636 | 68 968 | 75 247 |
| 1.1.1 Budget Etat | 25 219 | 21 494 | 24 388 | 88 685 | 84 378 | 61 127 | 64 525 | 4 964 | 7 717 | 10 711 | 89 370 | 68 694 | 74 965 |
| 1.1.2 Recettes propres (structures) | 0 | 0 | 0 | 246 | 266 | 274 | 282 | 0 | 0 | 0 | 266 | 274 | 282 |
| 1.2 Ressources extérieures | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| 1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts) | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| 1.2.2 Appui budgétaires ciblés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors budget) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. CHARGES | 25 219 | 21 494 | 24 388 | 92 510 | 88 847 | 61 400 | 64 807 | 4 964 | 7 717 | 10 711 | 93 839 | 68 968 | 75 247 |
| 2.1 Personnel | 2 045 | 2 126 | 2 409 | 32 333 | 33 383 | 31 490 | 32 435 | 0 | 0 | 0 | 33 383 | 31 490 | 32 435 |
| 2.1.1 Solde y compris EPN | 2 045 | 2 126 | 2 409 | 32 333 | 33 383 | 31 490 | 32 435 | 0 | 0 | 0 | 33 383 | 31 490 | 32 435 |
| 2.1.2 Contractuels hors solde | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.2 Biens et services du Ministère | 11 071 | 6 872 | 5 333 | 6 931 | 8 076 | 8 245 | 8 492 | 342 | 217 | 211 | 8 346 | 8 462 | 8 703 |
| Biens et services sur Budget Etat | 11 071 | 6 872 | 5 333 | 6 931 | 8 076 | 8 245 | 8 492 | 342 | 217 | 211 | 8 346 | 8 462 | 8 703 |
| 2.3 Transferts et subventions + ressources propres des EPN | 11 862 | 12 295 | 16 131 | 26 470 | 32 272 | 18 555 | 19 001 | 0 | 0 | 0 | 32 272 | 18 555 | 19 001 |
| 2.4 Investissements | 241 | 201 | 515 | 26 776 | 15 115 | 3 110 | 4 879 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 19 838 | 10 460 | 15 108 |
| Trésor | 241 | 201 | 515 | 23 197 | 10 912 | 3 110 | 4 879 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 15 635 | 10 460 | 15 108 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|------------|--------------|---------------------|--------------|--|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | |
| PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE | 3 190 | 3 376 | 3 427 | 4 274 | 4 778 | 4 847 | 4 992 | 321 | 127 | 130 | 5 099 | 4 974 | 5 122 | |
| Personnel | 2 045 | 2 126 | 2 409 | 2 087 | 2 446 | 2 519 | 2 595 | 0 | 0 | 0 | 2 446 | 2 519 | 2 595 | |
| Biens services | 722 | 856 | 689 | 1 347 | 2 021 | 2 082 | 2 144 | 321 | 127 | 130 | 2 342 | 2 209 | 2 274 | |
| Transfert | 366 | 365 | 286 | 315 | 239 | 246 | 253 | 0 | 0 | 0 | 239 | 246 | 253 | |
| Investissement | 57 | 30 | 43 | 25 | 73 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 73 | 0 | 0 | |
| Trésor | 57 | 30 | 43 | 25 | 73 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 73 | 0 | 0 | |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|----------|-------------------|----------|---------------|---------------------|---------------|--|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | |
| PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | 6 986 | 5 180 | 8 517 | 14 677 | 13 907 | 14 324 | 14 754 | 3 | 10 | 1 | 13 910 | 14 334 | 14 755 | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 3 880 | 3 669 | 3 779 | 3 892 | 0 | 0 | 0 | 3 669 | 3 779 | 3 892 | |
| Biens services | 69 | 70 | 131 | 204 | 296 | 304 | 314 | 3 | 10 | 1 | 299 | 314 | 315 | |
| Transfert | 6 917 | 5 111 | 8 386 | 10 593 | 9 943 | 10 241 | 10 548 | 0 | 0 | 0 | 9 943 | 10 241 | 10 548 | |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|---------------------|---------------|---------------|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 |
| PROGRAMME 3: FORMATION PROFESSIONNELLE | 15 043 | 12 937 | 12 444 | 73 559 | 55 312 | 42 229 | 45 061 | 4 640 | 7 580 | 10 580 | 74 830 | 49 659 | 55 370 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 25 866 | 24 459 | 25 192 | 25 948 | 0 | 0 | 0 | 24 459 | 25 192 | 25 948 |
| Biens services | 10 280 | 5 947 | 4 513 | 5 625 | 5 952 | 6 132 | 6 316 | 18 | 80 | 80 | 5 705 | 6 212 | 6396 |
| Transfert | 4 579 | 6 820 | 7 459 | 18 896 | 24 901 | 7 795 | 7 918 | 0 | 0 | 0 | 24 901 | 7 795 | 7 918 |
| Investissement | 184 | 171 | 472 | 23 172 | 15 043 | 3 110 | 4 879 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 19 765 | 10 460 | 15 108 |
| Trésor | 184 | 171 | 472 | 13 804 | 10 839 | 3 110 | 4 879 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 15 562 | 10 460 | 15 108 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 6 266 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 3 103 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 9 369 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|------------|------------|---------------|--------------------------|-------|-------|-------|-------------------|-------|-------|---------------------|-------|--|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | |
| TOTAL PROGRAMME 1 : AMINISTRATION GENERALE | 3 190 | 3 376 | 3 427 | 4 056 | 4 850 | 4 847 | 4 992 | 321 | 127 | 130 | 5 099 | 4 974 | 5 122 | |
| OBJECTIF 1: Assurer la coordination générale, la planification et le suivi-évaluation des programmes et projets du Ministère | 2 568 | 2 881 | 2 902 | 3 317 | 3 407 | 3 450 | 3 553 | 78 | 25 | 25 | 3 485 | 3 475 | 3 579 | |
| Action 1: Coordination des activités de l'Enseignement Technique et de Formation professionnelle | 2 188 | 2 328 | 2 503 | 2 819 | 2 978 | 3 067 | 3 159 | 72 | 0 | 0 | 3 050 | 3 067 | 3 159 | |
| Personnel | 2 045 | 2 126 | 2 409 | 2 369 | 2 446 | 2 519 | 2 595 | 0 | 0 | 0 | 2 446 | 2 519 | 2 595 | |
| Biens services | 143 | 202 | 94 | 451 | 532 | 548 | 564 | 72 | 0 | 0 | 604 | 548 | 564 | |
| Activité 1: Mettre en œuvre les activités /projets du Cabinet (Cabinet METFP) | 0 | 0 | 0 | 141 | 92 | 95 | 97 | 0 | 0 | 0 | 92 | 95 | 97 | |
| activité 2: Assurer l'hôtel du Ministre () | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | |
| activité 3: Assister le Cabinet en faisant appel à une expertise extérieure (REGIE CONVENTION BNETD) | 0 | 0 | 0 | 0 | 127 | 131 | 135 | 0 | 0 | 0 | 127 | 131 | 135 | |
| activité 4:- Superviser, Coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle en régions et départements (DR et DD) | 120 | 187 | 86 | 236 | 157 | 162 | 167 | 72 | 0 | 0 | 229 | 162 | 167 | |
| activité 4:-Payer les frais d'abonnements et de consommation d'eau , d'electriciteAbonnements de telephone, et d'autres telecommunications dans les structures centrales de l'ETFP | 13 | 5 | 0 | 63 | 147 | 151 | 156 | 0 | 0 | 0 | 147 | 151 | 156 | |
| activité 5: Réfléchir sur toutes les questions stratégiques relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (Conseil National d'Apprentissage) | 10 | 10 | 8 | 7 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 | |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----|----|----|-------|-------|-------|
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 2 188 | 2 328 | 2 503 | 2 819 | 2 978 | 3 067 | 3 159 | 72 | 0 | 0 | 3 050 | 3 067 | 3 159 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Action 2: Planification et suivi-évaluation des programmes, des projets et des activités | 373 | 475 | 367 | 377 | 347 | 297 | 306 | 3 | 15 | 15 | 350 | 312 | 322 |
| Activités | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 130 | 73 | 72 | 74 | 76 | 78 | 3 | 15 | 15 | 77 | 91 | 94 |
| Activité 1: Elaborer les matrices de programmation, suivre et l'évaluer les activités et/ projets du ministère (DPS) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 15 | 15 | 3 | 15 | 15 |
| Activité 2: Produire l'annuaire statistique (DPS/Annuaire) | 0 | 40 | 50 | 30 | 20 | 21 | 22 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 22 |
| Activité 3: Coordonner l'élaboration et l'exécution des projets, le suivi des équipements et leurs maintenance (DPEM) | 0 | 0 | 0 | 13 | 9 | 9 | 9 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 9 |
| Activité 4: Elaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre (CDMT) | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 5: - Coordonner; suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de la l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (CMR) | 0 | 90 | 23 | 29 | 20 | 21 | 21 | 0 | 0 | 0 | 20 | 21 | 21 |
| Transfert | 316 | 315 | 251 | 280 | 215 | 221 | 228 | 0 | 0 | 0 | 215 | 221 | 228 |
| Activité 6: - Développer l'informatique et assurer la maintenance des équipements informatiques de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (CPNTIC) | 316 | 315 | 251 | 280 | 215 | 221 | 228 | 0 | 0 | 0 | 215 | 221 | 228 |
| Investissement | 57 | 30 | 43 | 25 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 58 | 0 | 0 |
| Trésor | 57 | 30 | 43 | 25 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 58 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---|----|----|-----|-----|-----|
| Activité 7: Mettre en place un Système centralisé d'informations (SIG) | 57 | 30 | 43 | 25 | 58 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 58 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 2: | 373 | 475 | 367 | 377 | 347 | 297 | 306 | 3 | 15 | 15 | 350 | 312 | 322 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Action 3: Contrôle et suivi de la réglementation des structures du Ministère | 6 | 79 | 32 | 121 | 83 | 85 | 88 | 3 | 10 | 10 | 86 | 95 | 98 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 6 | 79 | 32 | 121 | 83 | 85 | 88 | 3 | 10 | 10 | 86 | 95 | 98 |
| Activité 1: - Contrôler les actes administratifs et financiers des structures et services de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (Audit) | 0 | 59 | 8 | 96 | 65 | 67 | 69 | 0 | 0 | 0 | 65 | 67 | 69 |
| Activité 2: - Contrôler l'application de la législation, de la réglementation et des directives en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (IG ETFP) | 0 | 15 | 19 | 19 | 13 | 13 | 14 | 0 | 0 | 0 | 13 | 13 | 14 |
| Activité 3: - Assister les entités fonctionnelles du ministère dans l'élaboration des projets de textes et gérer les contentieux (DAJ) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | 10 | 3 | 10 | 10 |
| Activité 4: Organiser la séance de la commission nationale d'agrément de manuels scolaires (agrément manuels) | 6 | 5 | 5 | 6 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 3: | 6 | 79 | 32 | 121 | 83 | 85 | 88 | 3 | 10 | 10 | 86 | 95 | 98 |
| | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|-----|-----|-----|-----|-------|-------|-------|-----|----|----|-------|-------|-------|
| OBJECTIF 2: Améliorer la gestion financière et matérielle | 622 | 490 | 520 | 733 | 1 439 | 1 393 | 1 435 | 165 | 15 | 15 | 1 532 | 1 408 | 1 450 |
| Action 1: Amélioration de la gestion financière et matérielle | 564 | 433 | 480 | 615 | 1 350 | 1 301 | 1 340 | 165 | 15 | 15 | 1 443 | 1 316 | 1 355 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 564 | 433 | 480 | 615 | 1 335 | 1 301 | 1 340 | 165 | 15 | 15 | 1 428 | 1 316 | 1 355 |
| Activité 1: - Assurer une gestion efficiente du budget du METFP (DAF) | 0 | 0 | 0 | 106 | 54 | 56 | 58 | 0 | 0 | 0 | 54 | 56 | 58 |
| Activité 2: - Assurer les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences en Côte d'Ivoire (Conférence et Mission en CI) | 0 | 15 | 25 | 25 | 25 | 26 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 | 26 | 27 |
| Activité 3: Améliorer le processus de passation des marchés publics/METFP (Cellule de Passation des MP) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Activité 3: Assurer les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences hors Côte d'Ivoire (Conférences et Mission hors CI) | 0 | 0 | 0 | 75 | 75 | 77 | 80 | 0 | 0 | 0 | 75 | 77 | 80 |
| Activité 4: Exécuter les dépenses centralisées du METFP (DAF dépenses centralisées) | 564 | 418 | 455 | 409 | 1 181 | 1 142 | 1 176 | 150 | 0 | 0 | 1 259 | 1 142 | 1 176 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 |
| Activité 5: 453970678 Projet /Rénovation équipements bureau Abidjan Nord | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 564 | 433 | 480 | 615 | 1 350 | 1 301 | 1 340 | 165 | 15 | 15 | 1 443 | 1 316 | 1 355 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Action 2: Amélioration de la gestion des ressources humaines | 58 | 57 | 40 | 118 | 89 | 92 | 95 | 0 | 0 | 0 | 89 | 92 | 95 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 8 | 7 | 5 | 83 | 66 | 67 | 69 | 0 | 0 | 0 | 66 | 67 | 69 |
| Activité 1: - Assurer la gestion et le suivi des carrières des personnels du ministère et Renforcer en personnel les capacités des entités | 0 | 0 | 0 | 78 | 62 | 64 | 66 | 0 | 0 | 0 | 62 | 64 | 66 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|----|----|----|-----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| fonctionnelles du ministère Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des ressources humaines (DRH) | | | | | | | | | | | | | |
| Activité 2: - Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la formation professionnelle (Commission affectation) | 8 | 7 | 5 | 5 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 |
| Transfert | 50 | 50 | 35 | 35 | 24 | 25 | 25 | 0 | 0 | 0 | 24 | 25 | 25 |
| Activité 3: - Former les enseignants par immersion dans les entreprises (CIDFOR/immersion) | 50 | 50 | 35 | 35 | 24 | 25 | 25 | 0 | 0 | 0 | 24 | 25 | 25 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 58 | 57 | 40 | 118 | 89 | 92 | 95 | 0 | 0 | 0 | 89 | 92 | 95 |
| OBJECTIF 3: Améliorer le système de communication et de documentation | 0 | 5 | 5 | 6 | 4 | 4 | 4 | 78 | 87 | 90 | 82 | 91 | 94 |
| Action 1: Amélioration de la communication interne et externe du Ministère | 0 | 5 | 5 | 6 | 4 | 4 | 4 | 78 | 87 | 90 | 82 | 91 | 94 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 5 | 5 | 6 | 4 | 4 | 4 | 78 | 87 | 90 | 82 | 91 | 94 |
| Activité 1: Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 | 77 | 80 | 75 | 77 | 80 |
| Activité 2: Organiser les olympiades des métiers de l'ETFP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 3: Organiser les réunions de rentrée et des réunions bilans de fin d'année | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 4: Editer les revues d'information sur l'ETFP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 5: Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation des filles sur les risques liés au mariage et aux grossesses précoces | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| Activité 6: Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 7: Elaborer un site web du ministère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 8: Assurer une meilleure circulation de l'information interne et externe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 9: Développer et entretenir les relations avec l'ensemble des médias | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 10: Développer et entretenir les relations publiques institutionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 11: Contribuer à la promotion de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (SERCOM) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | 10 | 3 | 10 | 10 |
| Activité 12: Promouvoir l'accès des filles à l'ETFP notamment dans les filières industrielles (Cellule Genre) | 0 | 5 | 5 | 6 | 4 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 |
| Activité 13: Concevoir, « éditer et diffuser, en relation avec les structures concernées, tout document pouvant contribuer à l'information de la population sur les activités du METFP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 14: Donner aux jeunes les informations nécessaires pour choisir leurs formation, en insistant sur le genre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 15: Renforcer la visibilité ainsi que la perception du grand public sur les actions du METFP dans la stratégie de la formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 0 | 5 | 5 | 6 | 4 | 4 | 4 | 78 | 87 | 90 | 82 | 91 | 94 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Action 2: Amélioration du système de documentation du Ministère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 1: Mettre en place un système d'archivage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 2: Moderniser le système d'archivage à travers la Gestion électronique des archives | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 2: | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------|--------------|------------|-------------------|------------|--------------|---------------------|--------------|--|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | |
| TOTAL PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | 3 190 | 3 376 | 3 427 | 4 056 | 4 850 | 4 847 | 4 992 | 321 | 127 | 130 | 5 099 | 4 974 | 5 122 | |
| OBJECTIF 1: Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'enseignement technique | 6 986 | 5 180 | 8 517 | 14 350 | 13 907 | 14 324 | 14 754 | 3 | 10 | 1 | 13 910 | 14 334 | 14 755 | |
| Action 1: Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière de l'Enseignement Technique | 0 | 0 | 0 | 3 647 | 3 889 | 4 006 | 4 126 | 0 | 0 | 0 | 3 889 | 4 006 | 4 126 | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 3 647 | 3 889 | 4 006 | 4 126 | 0 | 0 | 0 | 3 889 | 4 006 | 4 126 | |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 3 553 | 3 669 | 3 779 | 3 892 | 0 | 0 | 0 | 3 669 | 3 779 | 3 892 | |
| activité 1:-Payer les frais d'abonnements et de consommation d'eau , d'electriciteAbonnements de telephone, et d'autres telecommunications | 0 | 0 | 0 | 94 | 220 | 227 | 234 | 0 | 0 | 0 | 220 | 227 | 234 | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|-------|-------|-------|-------|---|---|---|-------|-------|-------|
| dans les structure de l'ET | | | | | | | | | | | | | |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 0 | 0 | 0 | 3 647 | 3 889 | 4 006 | 4 126 | 0 | 0 | 0 | 3 889 | 4 006 | 4 126 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Action 2: Accroissement des capacités d'accueil des infrastructures de l'enseignement technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 1: - - Réhabiliter et équiper des infrastructures de l'enseignement technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 2:- Construire et équiper de nouveaux lycées techniques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 3: - Rénover les équipements des établissements formant au Baccalauréat Technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Activité 4:- Assurer la maintenance des infrastructures et équipements de l'enseignement technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|---|----|---|--------|--------|--------|
| OBJECTIF 2: Administrer un enseignement technique de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur | 6 986 | 5 180 | 8 517 | 10 703 | 10 018 | 10 318 | 10 628 | 3 | 10 | 1 | 10 021 | 10 328 | 10 629 |
| Action 1: Modernisation de l'enseignement technique public | 3 196 | 1 390 | 1 785 | 1 662 | 1 633 | 1 682 | 1 732 | 3 | 10 | 1 | 1 636 | 1 692 | 1 733 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 69 | 70 | 131 | 91 | 62 | 64 | 66 | 3 | 10 | 1 | 65 | 74 | 67 |
| Activité 1: Coordonner, suivre et évaluer toutes les activités de l'Enseignement Technique (DET) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | 1 | 3 | 10 | 1 |
| Activité 2: Mettre en œuvre les programmes d'enseignement technique (trois lycées techniques) | 69 | 70 | 131 | 91 | 62 | 64 | 66 | 0 | 0 | 0 | 62 | 64 | 66 |
| Transfert | 3 127 | 1 321 | 1 654 | 1 571 | 1 571 | 1 618 | 1 666 | 0 | 0 | 0 | 1 571 | 1 618 | 1 666 |
| Activité 6: Octroyer des bourses aux élèves inscrits à l'Enseignement Technique en Côte d'Ivoire (Bourses CI) | 168 | 168 | 160 | 168 | 168 | 173 | 178 | 0 | 0 | 0 | 168 | 173 | 178 |
| Activité 3: Octroyer des bourses aux élèves inscrits à l'étranger (Bourses HCI) | 2 959 | 1 153 | 1 494 | 1 403 | 1 403 | 1 445 | 1 488 | 0 | 0 | 0 | 1 403 | 1 445 | 1 488 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 3 196 | 1 390 | 1 785 | 1 662 | 1 633 | 1 682 | 1 732 | 3 | 10 | 1 | 1 636 | 1 692 | 1 733 |
| Action 2: Modernisation de l'enseignement technique privé | 3 790 | 3 790 | 6 732 | 9 041 | 8 385 | 8 637 | 8 896 | 0 | 0 | 0 | 8 385 | 8 637 | 8 896 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 19 | 13 | 13 | 14 | 0 | 0 | 0 | 13 | 13 | 14 |
| Activité 1: Coordonner les activités de formation dans les établissements privés de l'enseignement technique et Assainir leur | 0 | 0 | 0 | 19 | 13 | 13 | 14 | 0 | 0 | 0 | 13 | 13 | 14 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|---|---|-------|-------|-------|
| environnement (DEEP) | | | | | | | | | | | | | |
| Transfert | 3 790 | 3 790 | 6 732 | 9 022 | 8 372 | 8 623 | 8 882 | 0 | 0 | 0 | 8 372 | 8 623 | 8 882 |
| Activité 2: Prendre en charge les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans l'Enseignement Technique privé (élèves de l'ET privé) | 3 790 | 3 790 | 6 732 | 7 372 | 7 372 | 7 593 | 7 821 | 0 | 0 | 0 | 7 372 | 7 593 | 7 821 |
| Activité 2: Appurer les passifs des frais de scolarité des affectés de l'Etat dans l'Enseignement Technique privé (Appurement des passifs) | 0 | 0 | 0 | 1 650 | 1 000 | 1 030 | 1 061 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 1 030 | 1 061 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 2 | 3 790 | 3 790 | 6 732 | 9 041 | 8 385 | 8 637 | 8 896 | 0 | 0 | 0 | 8 385 | 8 637 | 8 896 |

| En Million de FCFA | REALISATIONS | | | BUDGET ACTUEL | PROJECTIONS DE REFERENCE | | | | MESURES NOUVELLES | | | PROJECTIONS FINALES | | |
|---|--------------|------------|------------|---------------|--------------------------|--------|--------|-------|-------------------|--------|--------|---------------------|--------|--|
| | REAL. 2013 | REAL. 2014 | REAL. 2015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | |
| PROGRAMME 3 : FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | | | | | | | | | | |
| OBJECTIF 1: Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de la Formation Professionnelle | 15 043 | 12 937 | 12 444 | 53 245 | 52 517 | 41 956 | 44 779 | 4 640 | 7 580 | 10 580 | 57 157 | 49 386 | 55 088 | |
| Action 1 : Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière de formation professionnelle | 9 048 | 6 420 | 6 919 | 8 011 | 8 777 | 9 040 | 9 311 | 12 | 60 | 60 | 8 788 | 9 100 | 9 371 | |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Biens services | 6 585 | 2 019 | 1 464 | 2 656 | 3 422 | 3 525 | 3 631 | 12 | 60 | 60 | 3 434 | 3 585 | 3 691 | |
| Activité 1: Organiser la séance de la commission nationale d'orientation et d'attribution de bourses (commission bourse) | 80 | 80 | 81 | 66 | 56 | 58 | 59 | 0 | 0 | 0 | 56 | 58 | 59 | |
| activité 2:-Payer les frais d'abonnements et de consommation d'eau , d'electriciteAbonnements de telephone, et d'autres telecommunications dans les structure de la FP | 133 | 52 | 0 | 625 | 1 469 | 1 513 | 1 558 | 0 | 0 | 0 | 1 469 | 1 513 | 1 558 | |
| Activité 2: Coordonner l'organisation des examens et concours de la Formation Professionnelle (DECOB); | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 60 | 60 | 12 | 60 | 60 | |
| Activité 3: Payer les autres primes et indemnités (dont indemnités de correction) des examens et concours de la Formation Professionnelle (DECOB); | 592 | 914 | 592 | 1 086 | 567 | 584 | 601 | 0 | 0 | 0 | 567 | 584 | 601 | |
| Activité 4: Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle (DEXC/Examens et concours) | 854 | 972 | 791 | 879 | 1 330 | 1 370 | 1 411 | 0 | 0 | 0 | 1 330 | 1 370 | 1 411 | |
| Transfert | 2 463 | 4 401 | 5 455 | 5 355 | 5 355 | 5 515 | 5 681 | 0 | 0 | 0 | 5 355 | 5 515 | 5 681 | |
| Activité 5: Payer les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée (élève de la FP) | 1 216 | 1 165 | 1 216 | 1 216 | 1 216 | 1 252 | 1 290 | 0 | 0 | 0 | 1 216 | 1 252 | 1 290 | |
| Activité 5: Octroyer des pécules et indemnités aux stagiaires et élèves de la formation professionnelle en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles (Pécules stagiaires BT) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 52 | 53 | 0 | 0 | 0 | 50 | 52 | 53 | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Activité 6: Octroyer des bourses aux élèves inscrits en FP en Côte d'Ivoire (Bourses CI) | 1 023 | 1 023 | 1 025 | 1 225 | 1 225 | 1 262 | 1 300 | 0 | 0 | 0 | 1 225 | 1 262 | 1 300 |
| Activité 7: Octroyer des bourses aux élèves de la Formation Professionnelle inscrits à l'étranger (Bourses HCI) | 0 | 1 912 | 2 912 | 2 612 | 2 612 | 2 690 | 2 771 | 0 | 0 | 0 | 2 612 | 2 690 | 2 771 |
| Activité 8: Octroyer des bourses aux stagiaires de l'IPNETP | 107 | 184 | 184 | 184 | 184 | 190 | 196 | 0 | 0 | 0 | 184 | 190 | 196 |
| Activité 9: Octroyer des pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP | 67 | 67 | 67 | 67 | 67 | 69 | 71 | 0 | 0 | 0 | 67 | 69 | 71 |
| Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 | 9 048 | 6 420 | 6 919 | 8 011 | 8 777 | 9 040 | 9 311 | 12 | 60 | 60 | 8 788 | 9 100 | 9 371 |
| Action 2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle | 214 | 138 | 369 | 16 592 | 15 012 | 2 829 | 4 393 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 19 634 | 10 329 | 14 893 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert | 150 | 100 | 70 | 100 | 100 | 350 | 250 | 0 | 0 | 0 | 100 | 350 | 250 |
| Activité 1. Projet /Construire et équiper le Centre de Documentation et d'Information (CDI) de la FP (CIDFOR) | 150 | 100 | 70 | 100 | 100 | 350 | 250 | 0 | 0 | 0 | 100 | 350 | 250 |
| Investissement | 64 | 38 | 299 | 16 492 | 14 912 | 2 479 | 4 144 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 19 534 | 9 979 | 14 644 |
| Trésor | 64 | 38 | 299 | 12 913 | 10 708 | 2 479 | 4 144 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 15 331 | 9 979 | 14 644 |
| Activité 2: Projet /415970701Réhabilitation et équipement de 24 internats de l'ETFP | 64 | 19 | 55 | 34 | 78 | 1 186 | 2 218 | 0 | 0 | 0 | 78 | 1 186 | 2 218 |
| Activité 3: 415970101 Projet /Rénovation des établissements d'enseignement technique et professionnel | 0 | 0 | 0 | 34 | 42 | 258 | 150 | 0 | 0 | 0 | 42 | 258 | 150 |
| Activité 4: 444970190 BADEA 2 / Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia) (part Etat); | 0 | 0 | 0 | 87 | 100 | 500 | 1 663 | 0 | 0 | 0 | 100 | 500 | 1 663 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Activité 5: 444970378 Projet /Réhabilitation et Equip Lycée Hotelier d'Abidjan | 0 | 19 | 0 | 12 | 95 | 355 | 112 | 0 | 0 | 0 | 95 | 355 | 112 |
| Activité 6: 459950101 Projet / Construction de deux centre sectoriels (Daoukro et Yopougon) C2D1 | 0 | 0 | 0 | 9 958 | 9 958 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 958 | 0 | 0 |
| Activité 7:459950201 Projet / Faire des études préparatoires du C2D2 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 0 | 0 | 2 000 | 0 | 0 |
| Activité 8: 415960194 Projet / Construction de 11 établissements de FP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 1 000 | 4 000 | 4 000 |
| Activité 10: 453970578 Projet / Réhabilitation des Infrastructures du CMP de Gd Lahou | 0 | 0 | 244 | 128 | 222 | 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 222 | 180 | 0 |
| Activité 11: 453960501 Projet / FPT -Purge des droit coutumiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 622 | 1 500 | 1 500 | 622 | 1 500 | 1 500 |
| Activité 12: 453970301 Projet / Programme de réhabilitation d'établissements de l'ETFP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 2 000 | 5 000 | 1 000 | 2 000 | 5 000 |
| Activité 13: Activité Projet BADEA3/ Equiper le Lycée Professionnel de Man (part Etat) | 0 | 0 | 0 | 660 | 214 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 214 | 0 | 0 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| Activité 10: Activité Projet BADEA3/ Equiper le Lycée Professionnel de Man (part Bailleur) | 0 | 0 | 0 | 375 | 849 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 849 | 0 | 0 |
| 453960301/ projet Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof/ Fonds Saoudien | 0 | 0 | 0 | 1 942 | 1 469 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 469 | 0 | 0 |
| Activité 11: 444970190 BADEA 2 / Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia) (part Bailleur); | 0 | 0 | 0 | 1 262 | 1 886 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 886 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 3 579 | 4 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 203 | 0 | 0 |
| Total Action 2: | 214 | 138 | 369 | 16 592 | 15 012 | 2 829 | 4 393 | 4 622 | 7 500 | 10 500 | 19 634 | 10 329 | 14 893 |
| OBJECTIF 2: Administrer une formation professionnelle de qualité aux populations se trouvant dans le besoin en vue de faciliter leur insertion socioprofessionnelle | 5 780 | 6 379 | 5 156 | 28 641 | 28 728 | 30 086 | 31 074 | 6 | 20 | 20 | 28 734 | 29 956 | 30 823 |
| Action 1 : Formation professionnelle Initiale et continue | 4 105 | 4 632 | 3 706 | 27 243 | 27 335 | 28 652 | 29 598 | 6 | 20 | 20 | 27 341 | 28 522 | 29 347 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 23 685 | 24 459 | 25 192 | 25 948 | 0 | 0 | 0 | 24 459 | 25 192 | 25 948 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|----|----|-------|-------|-------|
| Biens services | 2 019 | 2 180 | 1 618 | 1 356 | 903 | 930 | 958 | 6 | 20 | 20 | 909 | 950 | 978 |
| Activité 1 : Coordonner et manager les activités de formation professionnelles initiales dans les établissements publics de formation professionnelle (DFPI) | 0 | 0 | 0 | 14 | 10 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 10 |
| Activité 2 : Coordonner et manager les activités de formation professionnelles Continues dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur roductif (DFCRSP) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | 10 | 3 | 10 | 10 |
| Activité 3 : Coordonner et manager les activités de mise à jour des filières, d'innovation et de qualité (DFIQ) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | 10 | 3 | 10 | 10 |
| Activité 4: Assurer la formation professionnelle initiale et continue des élèves et étudiants et travailleurs (tous les établi.) | 1 987 | 2 158 | 1 583 | 1 334 | 872 | 898 | 925 | 0 | 0 | 0 | 872 | 898 | 925 |
| Activité 5 : Initier le projet pilote de la formation par apprentissage (Cellule AIFPA) | 17 | 17 | 10 | 7 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 |
| Activité 6 : Confectionner les diplômes de la formation professionnelle (DAF Confection diplôme) | 15 | 5 | 25 | 0 | 17 | 17 | 18 | 0 | 0 | 0 | 17 | 17 | 18 |
| Transfert | 1 966 | 2 318 | 1 935 | 2 016 | 1 873 | 1 929 | 1 987 | 0 | 0 | 0 | 1 873 | 1 929 | 1 987 |
| Activité 6: Former les jeunes au metier spécifique de la Bijouterie et des metiers ennexes (EIBMA) | 272 | 324 | 257 | 322 | 256 | 264 | 272 | 0 | 0 | 0 | 256 | 264 | 272 |
| Activité 7 : Assurer la formation initiale et continue, le recyclage et le perfectionnement de formateurs de la FP (IPNETP) | 1 468 | 1 740 | 1 479 | 1 439 | 1 420 | 1 462 | 1 506 | 0 | 0 | 0 | 1 420 | 1 462 | 1 506 |
| Activité 8: Suivre et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain;(Dexc/examen et certification) | 35 | 35 | 39 | 25 | 35 | 36 | 37 | 0 | 0 | 0 | 35 | 36 | 37 |
| Activité 09 : Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens (Appui BTS) | 0 | 0 | 0 | 70 | 48 | 49 | 50 | 0 | 0 | 0 | 48 | 49 | 50 |
| Activité 10: Developper la formation professionnelle en CI à l'aide d'outils d'information et de documentation (CIDFOR) | 191 | 219 | 160 | 160 | 115 | 119 | 122 | 0 | 0 | 0 | 115 | 119 | 122 |
| Investissement | 120 | 133 | 153 | 186 | 100 | 600 | 704 | 0 | 0 | 0 | 100 | 450 | 433 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|---|----|----|--------|--------|--------|
| Trésor | 120 | 133 | 153 | 186 | 100 | 600 | 704 | 0 | 0 | 0 | 100 | 450 | 433 |
| Activité 11: Opérationnaliser les branches professionnelles: mettre en place l'équipe des branches professionnelles, élaborer le répertoire et la nomenclature codifiée des spécialités de formation des secteurs de l'économie, élaborer un guide du comité national des branches professionnelles ;(Branches prof,) | 62 | 75 | 95 | 93 | 50 | 400 | 383 | 0 | 0 | 0 | 50 | 400 | 383 |
| Activité 12 : Elaborer les référentiels de qualification dans chaque branche professionnelle : élaborer les référentiels métiers de spécialité, identifier les compétences nécessaires pour chaque référentiel métier et développer les curricula; (Référentiel de qualification) | 58 | 58 | 58 | 93 | 50 | 200 | 321 | 0 | 0 | 0 | 50 | 50 | 50 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 1 : | 4 105 | 4 632 | 3 706 | 27 243 | 27 335 | 28 652 | 29 598 | 6 | 20 | 20 | 27 341 | 28 522 | 29 347 |
| Action 2 : Formation professionnelle par apprentissage | 1 676 | 1 748 | 1 450 | 1 398 | 1 393 | 1 434 | 1 476 | 0 | 0 | 0 | 1 393 | 1 434 | 1 476 |
| Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Biens services | 1 676 | 1 748 | 1 431 | 1 367 | 1 362 | 1 403 | 1 445 | 0 | 0 | 0 | 1 362 | 1 403 | 1 445 |
| Activité 5.7.2 : Prospector, analyser les besoins de formation et mettre en œuvre les projets pilotes de formation (AGEFOP) | 1 532 | 1 596 | 1 329 | 1 246 | 1 292 | 1 331 | 1 371 | 0 | 0 | 0 | 1 292 | 1 331 | 1 371 |
| Activité 5.7.1 : Developper les formations par apprentissage et l'appui à l'insertion puis créer le cadre de validation des acquis (DFQAI) | 0 | 0 | 0 | 11 | 7 | 7 | 8 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 8 |
| Activité 5. 5.7 : Assurer la formation qualifiante des jeunes descolarisés et des apprentis en milieu rural (UMF +AAP) | 144 | 151 | 102 | 110 | 63 | 65 | 67 | 0 | 0 | 0 | 63 | 65 | 67 |
| Transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|---|---|-------|-------|-------|
| Activité 5.7.1 441950101 AGEFOP / Appui accès aux personnes Handicapées à l'ETFP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 0 | 0 | 19 | 31 | 31 | 31 | 31 | 0 | 0 | 0 | 31 | 31 | 31 |
| Trésor | 0 | 0 | 19 | 31 | 31 | 31 | 31 | 0 | 0 | 0 | 31 | 31 | 31 |
| Activité 5.7.1 664950101 / Centre des handicapés, veugles et sourd-muets Projets de Formation -Insertion | 0 | 0 | 19 | 31 | 31 | 31 | 31 | 0 | 0 | 0 | 31 | 31 | 31 |
| Don | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Action 2: | 1 676 | 1 748 | 1 450 | 1 398 | 1 393 | 1 434 | 1 476 | 0 | 0 | 0 | 1 393 | 1 434 | 1 476 |